

2015

Rapport annuel



<i>(en milliers de dollars, sauf indication contraire)</i>	2015	2014	2013	2012	2011	Variation 14-15 %	Variation 11-15 %
Résultats financiers							
Produits	358 008	322 220	298 300	250 860	224 630	11,1	59,4
BAIIA ⁽¹⁾	56 321	55 557	57 297	37 586	37 279	1,4	51,1
Résultat de l'exercice ^{(2) (3)}	29 142	31 037	27 522	15 907	17 592	(6,1)	65,7
Situation financière							
Total de l'actif	328 415	286 987	239 306	216 856	185 342	14,4	77,2
Fonds de roulement	71 717	58 992	55 374	44 812	42 968	21,6	66,9
Dette à long terme (incluant la tranche courante)	32 079	29 268	5 632	21 987	14 372	9,6	123,2
Capitaux propres ⁽²⁾	189 413	163 501	151 891	126 005	114 978	15,8	64,7
Données par action ^{(4) (5)}							
Résultat de l'exercice ^{(2) (3)} (\$)	2,34	2,46	2,13	1,23	1,35	(4,9)	73,3
Capitaux propres ⁽²⁾ (\$)	15,20	12,96	11,78	9,69	8,81	17,3	72,6
Actions en circulation (moyenne pondérée en milliers)	12 458	12 617	12 894	13 004	13 058		
Cours aux 31 décembre							
Actions ordinaires de catégorie A (\$)	44,01	49,00	30,00	12,25	10,00		
Actions subalternes à droit de vote de catégorie B (\$)	38,00	41,00	27,50	12,25	10,00		
Dividendes déclarés par action							
Actions ordinaires de catégorie A ⁽⁶⁾ (\$)	0,2750	0,9800	0,1950	0,1775	0,1728		
Actions subalternes à droit de vote de catégorie B ⁽⁶⁾ (\$)	0,3025	1,0780	0,2145	0,1953	0,1901		
Ratios financiers							
Rendement sur l'avoir moyen des actionnaires ^{(2) (3)}	16,52 %	19,68 %	19,81 %	13,20 %	15,96 %		
Résultat de l'exercice ⁽³⁾ / produits	8,14 %	9,63 %	9,23 %	6,34 %	7,83 %		
Dette à long terme / capitalisation ⁽⁷⁾	14 %	15 %	4 %	15 %	11 %		
Rapport cours / bénéfice (actions subalternes à droit de vote de catégorie B)	16,24	16,66	12,88	10,00	7,43		

⁽¹⁾ Le BAIIA est une mesure non définie par les IFRS et est la somme du résultat attribuable aux propriétaires de la Société, des intérêts, de l'impôt sur le résultat, de la dotation aux amortissements et du remboursement par des clients des placements dans des contrats de service.

⁽²⁾ Attribuable(s) aux propriétaires de la Société.

⁽³⁾ 2011 inclut une quote-part de 6,2 millions \$ du profit tiré de la cession partielle d'une participation.

⁽⁴⁾ Pour le résultat par action par catégorie d'action, veuillez vous référer au tableau Données trimestrielles choisies à la page 27.

⁽⁵⁾ Toutes les informations fondées sur les actions reflètent le fractionnement d'actions à raison de deux actions pour une en juin 2014.

⁽⁶⁾ Le 7 mai 2014, la Société a déclaré un dividende spécial de 0,75 \$ par action ordinaire de catégorie A et 0,83 \$ par action subalterne à droit de vote de catégorie B, pour un montant total de 9,9 millions \$.

⁽⁷⁾ La capitalisation équivaut à la somme de la dette à long terme (incluant la tranche courante) et des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

Résultats de 2015

Logistec est satisfaite des résultats enregistrés en 2015. Les produits ont augmenté de 11,1 % pour atteindre 358,0 millions \$. Le résultat de l'exercice a toutefois connu une légère baisse, passant de 31,0 millions \$ en 2014 à 29,1 millions \$ en 2015. Cette baisse est surtout liée aux coûts de manutention de marchandises supplémentaires attribuables à un important dégât d'eau à notre terminal en Virginie, à un incendie à notre terminal en Géorgie et au démarrage des activités de notre nouveau terminal à conteneurs à Montréal (QC). Notre secteur des services environnementaux a généré un excellent rendement, les résultats atteignant, pour une septième année consécutive, un niveau record.

Services maritimes

Compte tenu du contexte économique difficile, notamment la chute importante des prix des matières premières, nous sommes satisfaits des résultats de notre secteur des services maritimes. Les activités maritimes de Logistec comprennent des services de manutention de marchandises à travers un réseau de quelque 30 ports et 40 terminaux en Amérique du Nord, de transport maritime côtier vers les communautés de l'Arctique et d'agences maritimes dans les ports de l'est du Canada. Les activités de manutention de marchandises de Logistec comprennent la manutention de conteneurs, de marchandises en vrac et de marchandises diverses. Les marchandises en vrac consistent en des granules ou des copeaux de bois, du charbon, du minerai de fer, du nickel, du cuivre, des fertilisants, du sucre, du sel, des agrégats et d'autres marchandises en vrac. Les marchandises diverses comprennent l'acier, les produits forestiers, les fruits palettisés et les marchandises liées à un projet, comme les éoliennes, qui peuvent être surdimensionnées ou hors gabarit. Nous fournissons également des services de logistique portuaire, ce qui comprend l'empotage et le dépotage de conteneurs ainsi que d'autres services à valeur ajoutée qui établissent un lien entre le port et l'importateur ou l'exportateur final. Grâce à notre grande variété de marchandises manutentionnées et de services rendus, nous avons été en mesure, au fil des années, d'atténuer l'impact des ralentissements dans certains marchés en tirant profit de la croissance enregistrée dans d'autres marchés.

En 2015, nos terminaux de marchandises diverses ont connu de meilleurs résultats grâce à des améliorations opérationnelles et à une manutention de volumes plus élevés d'acier et de marchandises liées à un projet. Cela a compensé la chute des volumes de marchandises en vrac provoquée par la perte des activités liées au minerai de fer à Sept-Îles (QC) et la baisse des volumes de charbon. Les volumes ont été stables dans nos activités liées aux conteneurs, que nous exerçons dans les ports de Montréal (QC) et de Saint John (NB).

Comme nous l'avons déjà mentionné, nos activités de manutention de marchandises ont subi les contrecoups de deux événements inattendus en 2015. En effet, un dégât d'eau majeur dans un entrepôt de papier en Virginie a causé d'importants dommages à la marchandise et a nui à notre capacité d'entreposage pendant presque tout l'été. De plus, un incendie en Géorgie a détruit en juillet deux de nos entrepôts contenant de la biomasse, endommageant gravement nos systèmes de convoyeurs. Cet incendie a engendré des contraintes d'entreposage et des problèmes de productivité pour le reste de l'exercice.

Nos résultats de 2015 ont été également touchés par le démarrage des activités de notre nouveau terminal à conteneurs à Montréal (QC). La construction du terminal et l'utilisation de matériel temporaire nous ont occasionné des frais supplémentaires. Cette situation était prévisible puisque nous avons exercé nos activités dans l'attente de la livraison de grues et de matériel périphérique pour le terminal. Par ailleurs, il faut nécessairement prévoir une période de transition lorsqu'il s'agit d'accroître les volumes destinés à un deuxième terminal à conteneurs.

En 2015, nous avons investi beaucoup dans nos programmes axés sur la santé, la sécurité et l'environnement dans le but d'améliorer la sécurité sur les lieux de travail et la conformité environnementale dans toutes nos installations. Tous les membres de notre équipe de direction se sont engagés à en faire une priorité quotidienne. À notre avis, rien n'est plus important que d'avoir l'état d'esprit approprié pour travailler en toute sécurité et adopter des comportements sécuritaires de manière durable. Ce sont les principes sur lesquels nous nous appuyons pour faire croître notre entreprise.

Œuvrant sous les dénominations commerciales de NEAS inc., La Compagnie de navigation de l'Arctique de l'Est du Nunavut inc. et La Compagnie de navigation de l'Arctique de l'Est du Nunavik inc., nos activités de transport maritime ont également connu une année difficile. Ce service de transport maritime côtier est géré par l'entremise d'une coentreprise détenue avec The North West Company Inc., Makivik Corporation, ainsi que par plusieurs petits partenaires inuits locaux. Nos navires ont entrepris 12 voyages, effectuant plus de 100 visites dans 46 communautés, mines et sites nordiques.

Malheureusement, des conditions météorologiques inhabituelles et l'état des glaces ont compliqué nos activités en 2015, rendant un contexte d'exploitation déjà difficile encore plus problématique. L'état des glaces sans précédent a entraîné des retards de livraison pour les premiers voyages vers les collectivités que nous desservons, alors que les troisièmes voyages ont été retardés, les dates d'arrivée étant reportées le plus possible. De forts vents, des tempêtes, des côtes glacées et des températures très froides ont persisté jusqu'à la fin de la saison.

Le marché de la navigation en Arctique a également subi l'effet des faibles prix des matières premières, ce qui a eu une incidence sur la demande pour des projets de développement minier et a entraîné une diminution globale des volumes de marchandises liées à des projets destinés au Grand Nord.

Sur une note positive, notre bilan en matière de sécurité s'est avéré excellent cette année, bien qu'il reste encore du travail d'équipe à accomplir à cet égard. Notre efficacité s'est également améliorée grâce à une meilleure utilisation de nos systèmes d'information et de notre service de livraison terrestre, particulièrement à Iqaluit (NT), qui représente notre plus importante destination en matière de livraisons.

Services environnementaux

En ce qui concerne nos services environnementaux, les produits et le résultat avant impôt ont atteint des sommets inégalés, et ce, pour une septième année consécutive. Cette importante croissance provient de nos services environnementaux traditionnels ainsi que d'Aqua-Pipe, nos activités de réhabilitation de conduites d'aqueduc.

L'année 2015 marque également la première année d'exploitation de Sanexen Water, Inc. à titre d'installateur d'Aqua-Pipe dans plusieurs États américains. Nous avons ouvert un bureau régional à Denver (CO) pour desservir la côte ouest et un deuxième bureau régional ouvrira ses portes en 2016 pour couvrir la côte est.

L'usine de fabrication de boyaux tissés de Niedner inc. a elle aussi connu une bonne année. Étant donné le nombre important de feux de forêt survenus sur la côte ouest américaine, nous avons vendu un nombre record de boyaux tissés aux États-Unis.

Les produits de Sanexen ont représenté 42 % des produits de Logistec en 2015 (par rapport à 40 % en 2014).

Situation financière

Logistec continue de bénéficier d'une solide situation financière. L'actif total a progressé pour atteindre 328 millions \$ par rapport à 287 millions \$ l'année dernière, et le fonds de roulement s'est établi à 72 millions \$. La dette à long terme s'est élevée à 32 millions \$.

Plan de développement stratégique

Logistec est déterminée à faire croître ses services dans ses deux secteurs d'activité, soit les services maritimes et les services environnementaux.

Dans le cadre de ses activités de manutention de marchandises, Logistec s'efforce d'être l'arrimeur privilégié par la clientèle pour les marchandises sèches en Amérique du Nord. À travers son réseau croissant de terminaux, Logistec vise à être un fournisseur innovateur et axé sur la recherche de solutions à valeur ajoutée pour des services de manutention de marchandises et d'autres services auprès d'une clientèle d'entreprises industrielles et de transporteurs.

Notre plan de développement est axé sur la consolidation et l'expansion géographique de nos services de manutention de marchandises à travers l'Amérique du Nord. Au cours des dernières années, nous avons réussi à générer une croissance interne en ciblant des marchés en croissance très spécifiques, notamment l'exploitation minière, la biomasse et la logistique portuaire.

Malheureusement, en raison de la chute importante des prix des matières premières, les perspectives de croissance dans le marché de l'exploitation minière se sont amoindries et nous devons réduire nos attentes quant à une croissance importante. Cependant, nous croyons toujours qu'il y aura des occasions d'affaires, en particulier au Québec, et nous les saisisons au fur et à mesure qu'elles se présenteront.

Pour ce qui est de la biomasse, nous rebâtissons pour rétablir notre capacité qui a été réduite par l'incendie en Géorgie. Nous avons également réalisé une expansion dont la mise en service est prévue au cours du prochain trimestre pour un autre client, ce qui fera croître les volumes en 2016.

Nos activités liées aux conteneurs devraient également dégager une certaine croissance en 2016. Malgré le contexte économique particulièrement difficile et la très faible croissance du PIB, nous devrions être en mesure de renforcer notre porte d'entrée au Canada grâce à de nouvelles marchandises provenant des États-Unis, tout en élargissant nos limites géographiques par l'intermédiaire du modèle de réseau en étoile de notre client, Mediterranean Shipping Company, S.A. Ce modèle lui permet d'être concurrentiel dans le transbordement de marchandises entre l'Amérique du Nord et le reste du monde au moyen des points d'entrée de Montréal (QC) et de Saint John (NB).

Nos activités de logistique portuaire à Montréal-Est (QC) se développent bien. Nous avons pu offrir des services de transbordement dans notre nouvel entrepôt par l'intermédiaire du transport ferroviaire, de conteneurs et de camions pour la première fois en 2015, et nos services ont été bien reçus par nos clients. Nous prévoyons une croissance continue de ces activités en 2016. En Virginie, le dégât d'eau a nui considérablement à nos activités en 2015 et nous cherchons une façon de diversifier notre base de clients et de développer nos services compte tenu du succès et de la croissance du port de Virginie en tant que port international à conteneurs en Amérique du Nord.

Le contexte économique difficile pourrait également nous offrir des occasions d'acquisition, et nous communiquons régulièrement avec des entreprises qui pourraient bien cadrer dans notre plan de développement. Nous cherchons à renforcer et à étendre notre réseau portuaire, et à faciliter les échanges commerciaux au moyen de possibilités d'affaires liées à la manutention de marchandises sur les marchés en Amérique du Nord.

Nous sommes également déterminés à faire croître notre secteur des services environnementaux. Sanexen devrait connaître une autre bonne année en 2016. Le carnet de commandes est bien rempli et ses deux créneaux, soit les services environnementaux traditionnels et la réhabilitation de conduites d'eau souterraines, montrent un fort potentiel de croissance. Au Canada, nous sommes bien positionnés pour tirer profit des projets liés aux infrastructures d'aqueduc qui sont au cœur de la stratégie gouvernementale. Aux États-Unis, la reprise est concrète et les besoins en matière de réhabilitation des infrastructures souterraines sont majeurs. Finalement, nos activités en France, où nous sommes établis

depuis quatre ans, connaissent une croissance soutenue, surtout dans le domaine de la gestion des matières réglementées.

Sanexen jouit d'une position enviable dans ses principaux marchés. Pour accroître la gamme des services offerts en 2016, nous ouvrirons le tout premier centre de biorestauration de sols contaminés complètement fermé au Canada. De plus, en date du 8 mars 2016, la Société a acquis une entreprise pour 5,6 millions \$. Cette acquisition représente une intégration verticale pour le secteur des services environnementaux.

En ce qui a trait à nos activités liées à Aqua-Pipe, nous prévoyons poursuivre notre croissance sur le marché américain. De plus, Ventia, notre détenteur de licence en Australie, effectuera ses premières installations en 2016. Le marché australien représente un bon potentiel de développement depuis l'adoption de nouvelles règles à l'égard des conduites d'eau en amiante-ciment.

En 2016, tout comme pour notre secteur des services maritimes, nous resterons à l'affût de possibilités de croissance autant internes qu'externes.

Perspectives

Nos services industriels spécialisés sont des chefs de file dans leurs domaines respectifs. Ils ont chacun développé la capacité de comprendre de façon proactive le marché et de créer des occasions fondées sur les besoins réels des clients. Cette connaissance du marché a créé de nouveaux débouchés, autant pour nos services de manutention de marchandises que pour nos services environnementaux. Le désir constant de continuer à bâtir notre entreprise est ancré dans notre culture et se reflète dans notre travail d'équipe, notre approche client axée sur des solutions, notre professionnalisme et nos innovations. Ce désir englobe également une vision à long terme à l'égard du développement durable ainsi que de la santé et de la sécurité de notre personnel et de ceux qui nous entourent.

Nous offrons des services à valeur ajoutée pour notre avenir collectif en facilitant le commerce international, en renforçant nos communautés nordiques, en assainissant l'environnement et en protégeant notre eau potable.

En résumé, nous sommes déterminés et confiants que nous sommes en mesure de poursuivre le développement de nos activités par le biais de nos services spécialisés où nous avons développé notre expertise auprès d'une clientèle solide. Malgré le contexte économique difficile, les services que nous offrons, notre diversité géographique et notre capacité à investir dans de nouvelles possibilités de croissance devraient nous permettre de continuer à faire croître nos services tant à court qu'à long terme. De toute évidence, notre succès repose sur la force de notre équipe dynamique d'experts axés sur le client et soucieux d'être une source de valeur ajoutée pour une clientèle croissante.

Nous profitons de cette occasion pour exprimer notre gratitude à nos administrateurs, nos employés, nos clients, nos actionnaires, nos partenaires portuaires et autres partenaires. Votre soutien et votre énergie contribuent à notre succès jour après jour et c'est sur cette assise que nous allons poursuivre la croissance de notre entreprise.

(signé) David M. Mann

David M. Mann, c. r.

Le président du conseil

(signé) Madeleine Paquin

Madeleine Paquin

La présidente et chef de la direction

Le 22 mars 2016

Introduction

Ce rapport de gestion traite des activités, des résultats et de la situation financière de Logistec Corporation pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014. Toutes les données financières contenues dans ce rapport de gestion et dans les états financiers consolidés audités ci-joints ont été dressées conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

Dans le cadre du présent document, sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. Ce rapport de gestion devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés audités de Logistec et les notes annexes.

Nos activités

Fondée en 1952, Logistec Corporation est constituée au Québec et ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. Les produits consolidés de Logistec se sont élevés à 358,0 millions \$ en 2015 (322,2 millions \$ en 2014). La Société a été rentable chaque année depuis qu'elle est devenue une société ouverte en 1969 et elle a dégagé un résultat attribuable aux propriétaires de la Société en 2015 de 29,1 millions \$, soit 2,34 \$ par action (31,0 millions \$, soit 2,46 \$ par action, en 2014). L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les activités de Logistec Corporation, ses filiales et ses coentreprises (collectivement, « Logistec », la « Société », « nous », « notre » ou « nos ») se divisent en deux secteurs : les services maritimes et les services environnementaux.

Services maritimes

Logistec offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime et industrielle. Logistec figure parmi les principales sociétés de manutention de marchandises de l'est du Canada et est un joueur grandissant aux États-Unis. Les produits provenant de son secteur des services maritimes se sont élevés à 206,5 millions \$. Les services maritimes ont représenté 57,7 % des produits consolidés de la Société en 2015. Nos services comprennent la manutention de marchandises, le transport maritime et les agences maritimes.

Manutention de marchandises

Comptant 44 terminaux dans 30 ports situés dans l'est de l'Amérique du Nord, notre Société se spécialise dans la manutention de toutes les catégories de marchandises sèches dont du vrac, des marchandises diverses et des conteneurs. Les marchandises que nous manutentionnons se retrouvent généralement dans les catégories suivantes : produits forestiers, métaux, vrac solide, fruits, céréales et marchandises ensachées, conteneurs, marchandises générales et liées à un projet. Nous offrons également aux sociétés industrielles des services d'empotage et de dépotage de conteneurs, d'entreposage et de distribution ainsi que d'autres services à valeur ajoutée. Nous gérons des services de transport ferroviaire de charbon à Cap-Breton (NS), un service à valeur ajoutée pour un contrat existant de déchargement et de livraison pour un important client. Enfin, nous offrons des services de camionnage auxiliaires en Virginie et en Ontario.

Notre stratégie consiste à diversifier nos activités pour couvrir une vaste étendue géographique, avec une grande variété de marchandises et un bon équilibre entre les activités d'importation et d'exportation. Cela contribue à minimiser l'impact des situations négatives pouvant toucher une région donnée ou une catégorie particulière de marchandises.

L'étendue de notre réseau de terminaux portuaires permet la spécialisation de nos installations. Ce faisant, nous pouvons offrir des services de manutention adaptés aux besoins spécifiques de nos clients. Ainsi, nous améliorons la qualité des services, favorisons l'efficacité des activités, réduisons les risques d'endommager la marchandise et contribuons à un meilleur contrôle des coûts. Généralement, cette stratégie nous permet d'offrir à nos clients un service de grande qualité à un coût compétitif.

Notre objectif consiste à être le fournisseur privilégié de services de manutention de marchandises pour les clients industriels ainsi que pour les armateurs et les exploitants de navires.

Autres services maritimes

Les autres services maritimes que nous offrons incluent le transport maritime côtier de marchandises vers les communautés de l'Arctique canadien par l'intermédiaire de notre coentreprise détenue à 50 %, Transport Nanuk inc. (« Nanuk »). Nanuk détient, en partenariat avec des actionnaires inuits, quatre navires de cote glace ainsi qu'une participation de 50 % dans NEAS inc. En 2015, nous avons desservi près de 50 communautés au Nunavut et au Nunavik. Les résultats de Nanuk sont comptabilisés dans les résultats de la Société selon la méthode de la mise en équivalence.

Nous offrons également des services d'agences maritimes auprès des armateurs et des exploitants de navires étrangers dans les eaux canadiennes. Un agent maritime est le représentant local d'une société de transport maritime étrangère et se charge en général de toutes les tâches routinières en son nom. L'agent s'assure que les fournitures essentielles, le transfert de l'équipage, les documents douaniers et les déclarations de déchets soient réglés avec les administrations portuaires. L'agence veillera à ce qu'un poste d'amarrage soit disponible pour l'arrivée d'un navire, obtiendra des services pour le pilote et établira les relations nécessaires avec les arrimeurs.

Services environnementaux

La Société, par l'intermédiaire de sa filiale Sanexen Services Environnementaux inc. (« Sanexen »), offre à une clientèle industrielle et municipale ainsi qu'à d'autres entités gouvernementales des services environnementaux incluant la réhabilitation structurale sans tranchée de conduites d'eau souterraines, la gestion des matières réglementées, la restauration de sites, l'analyse de risques et la fabrication de boyaux tissés.

En exploitation depuis 1985, Sanexen devint une filiale de Logistec Corporation en 1992. Logistec Corporation possède 70 % des actions de Sanexen tandis que la direction de Sanexen en détient le reste. Les produits du secteur des services environnementaux ont totalisé 151,5 millions \$ en 2015, soit 42,3 % des produits consolidés de la Société.

Aqua-Pipe

Sanexen a mis au point la technologie Aqua-Pipe, un procédé de réhabilitation structurale de conduites d'alimentation en eau potable de 150 millimètres à 400 millimètres de diamètre par voie de gainage, et ce, avec un minimum d'excavation. Aqua-Pipe est une technologie qui crée une nouvelle structure à base de matériaux composites à l'intérieur des canalisations vieillissantes ayant atteint la fin de leur durée de vie utile.

Sanexen détient Niedner inc. (« Niedner »), un fabricant de boyaux tissés. Par l'intermédiaire de Niedner, Sanexen fabrique la gaine structurale utilisée dans le procédé Aqua-Pipe ainsi que des boyaux tissés destinés au marché de la lutte contre les incendies et à l'industrie énergétique. Niedner produit également la résine utilisée dans le procédé d'installation d'Aqua-Pipe.

Sanexen réalise l'installation d'Aqua-Pipe elle-même ou octroie des licences pour sa technologie à des entrepreneurs spécialisés. La conception, la fabrication et l'installation du produit procurent à Sanexen un avantage concurrentiel, car ces activités nous permettent de mieux comprendre toutes les caractéristiques du produit et de son installation, et d'améliorer sans cesse le produit afin de mieux servir nos détenteurs de licences.

Grâce à cette technologie, environ 1 000 kilomètres de conduites d'eau ont été réhabilités à ce jour, directement ou par des détenteurs de licences.

Autres services environnementaux

Sanexen offre des services de caractérisation et de restauration de sites, d'analyse de risques et de gestion des matières réglementées et elle a réalisé des centaines de projets touchant un large éventail de situations de décontamination. Elle gère des projets clés en main reliés à l'évaluation des propriétés (phases I et II) et la restauration de sols, d'eau souterraine, de bâtiments, de lagunes et de réservoirs souterrains. Sanexen analyse et évalue également les risques de contamination pour les humains et pour l'environnement.

Mission et stratégie de développement

« Logistec offre à sa clientèle maritime, industrielle et municipale des services spécialisés de manutention de marchandises et d'autres services de qualité assurés par l'expertise de son personnel, l'utilisation des technologies les plus modernes et l'étendue de son réseau stratégique d'installations.

Logistec maximisera l'investissement de ses actionnaires en misant sur la qualité du service à la clientèle, l'excellence opérationnelle et une stratégie de développement axée sur la croissance. »

En ce qui concerne la manutention de marchandises, Logistec est un fournisseur innovateur et axé sur la recherche de solutions à valeur ajoutée pour des services de manutention de marchandises et d'autres services auprès d'une clientèle d'entreprises industrielles et de transporteurs qui recherchent une efficacité proactive en Amérique du Nord. Notre stratégie de développement repose sur la croissance interne et l'acquisition d'entreprises. Nous visons à maximiser la manutention de marchandises par l'entremise de notre réseau de terminaux existant, tout en diversifiant notre éventail de marchandises, au besoin, afin d'éviter une surexposition à une catégorie de marchandises ou à un produit en particulier. La direction est toujours à l'affût de nouvelles occasions d'affaires, et des projets d'investissement potentiels font régulièrement l'objet d'études. Ces occasions peuvent inclure l'acquisition d'autres exploitants, l'ajout d'installations portuaires, la sous-traitance et la proposition de solutions clés en main ou à valeur ajoutée pour des clients existants ou nouveaux. Nous appliquons des critères d'évaluation très sévères pour tous nos projets, et ce, aussi bien au niveau financier qu'au niveau de la complémentarité stratégique. En effet, avant de procéder à une acquisition, nous nous assurons que l'investissement contribuera à créer de la valeur, qu'il générera un rendement satisfaisant basé sur des flux de trésorerie futurs durables et, si un financement est requis, que notre situation financière continuera d'afficher un niveau de dette ainsi qu'un ratio d'endettement acceptables. Nous tentons d'étendre notre présence géographique tout en conservant un portefeuille équilibré de marchandises ou de produits manutentionnés. Pour se concrétiser, un projet d'acquisition d'entreprise se doit de contribuer à maximiser la valeur offerte à nos actionnaires. Au cours des dernières années, nous avons priorisé des projets dans les industries de l'exploitation minière, de la biomasse et de la logistique portuaire.

Tout en continuant de miser fortement sur ses activités traditionnelles (gestion des matières réglementées, restauration de sites et analyse de risques), la stratégie de développement à long terme de Sanexen repose principalement sur le développement d'Aqua-Pipe et l'important potentiel du marché nord-américain, ainsi que, dans une moindre mesure, celui du marché international. Par le biais de Niedner, Sanexen contrôle la recherche, le développement et la fabrication de la gaine et de la résine, deux des principaux composants du procédé Aqua-Pipe. Le développement de boyaux tissés de grand diamètre liés à Aqua-Pipe occupe une place importante dans le plan de croissance de Sanexen.

Facteurs de performance

Trois facteurs de performance sont particulièrement importants pour la Société : un personnel qualifié et dévoué, un parc d'équipements fiables et l'accès aux installations portuaires.

Notre personnel

Le succès de notre stratégie d'affaires axée sur la gestion optimale de nos installations et l'utilisation efficace de notre parc d'équipements repose entre les mains de nos employés. Les succès de la Société sont un témoignage de leur compétence.

Malgré un marché de l'emploi concurrentiel, nous nous considérons privilégiés de pouvoir compter sur une équipe de gens qualifiés et dynamiques pour gérer nos activités. Nous avons développé des programmes internes afin de motiver, former et conserver nos employés et nous bénéficions d'un faible taux de rotation du personnel. Au total, nous avons à notre emploi l'équivalent de 1 600 personnes. Ce nombre représente les équivalents temps plein selon une semaine de travail de 40 heures pour tous les employés salariés et les employés à taux horaire, y compris les débardeurs dont nous retenons les services, directement ou sous juridictions interentreprises, en supplément à nos employés directs. Ce nombre comprend également les employés de Sanexen dont les qualifications sont impressionnantes. En effet, de nombreux employés détiennent des diplômes, notamment des maîtrises et des doctorats. Évoluant dans le domaine environnemental, Sanexen se doit d'avoir un personnel hautement qualifié. Notre solide réputation nous permet d'attirer et de retenir du personnel technique et professionnel.

Étant principalement un fournisseur de services (par opposition à une entreprise manufacturière), la charge au titre des avantages du personnel représente la charge la plus importante de la Société, soit 177,0 millions \$ ou 49,4 % des produits en 2015 (151,9 millions \$ ou 47,2 % des produits en 2014). Veuillez vous référer aux notes 8, 25 et 34 des notes annexes aux états financiers consolidés 2015 (les « notes 2015 »), ainsi qu'à la page 16 du présent rapport de gestion pour obtenir plus de détails sur la rémunération et les avantages du personnel.

Parc d'équipements

La spécialisation de nos installations portuaires fait en sorte que nous déployons notre parc d'équipements en fonction des marchandises qui y sont manutentionnées. Chaque type de marchandises nécessite des méthodes et des équipements particuliers afin d'assurer une manutention sécuritaire et efficace.

Logistec dispose d'une impressionnante gamme d'équipements pour manutentionner de la marchandise en vrac, des marchandises diverses, de même que des conteneurs. Nous consacrons habituellement un montant annuel de 10 millions \$ à 12 millions \$ afin de remplacer ceux-ci. Ces dépenses en immobilisations corporelles sont d'un niveau similaire à la dotation annuelle à l'amortissement. Cette pratique nous permet de maintenir notre capacité de production ainsi que notre efficacité opérationnelle. En 2015, nos dépenses en immobilisations corporelles consolidées, qui se sont établies à 25,1 millions \$, ont été plus élevées que d'habitude. De ce montant, la somme de 9,2 millions \$ a été investie pour mettre à niveau ou remplacer de l'équipement vieillissant, et un autre montant de 15,9 millions \$ a été investi dans de nouveaux projets.

Sanexen possède de nombreux moulins à tisser et, forte d'une équipe de recherche et développement unique dans son industrie, elle a la capacité de développer et d'adapter ses boyaux tissés à une clientèle très diversifiée. Par l'intermédiaire de Niedner, nous possédons l'usine où sont situés ces moulins, lesquels servent à fabriquer les boyaux utilisés dans la technologie Aqua-Pipe et où nous produisons la résine, deux composants clés de nos services de réhabilitation d'aqueducs. En 2014, pour répondre à la demande croissante pour la technologie Aqua-Pipe, Sanexen a entrepris la modernisation et l'expansion de l'usine de Niedner afin d'obtenir une meilleure efficacité opérationnelle et d'augmenter la capacité de production. Ce projet devrait être mené à terme en 2016 moyennant un investissement total de 12,0 millions \$, dont un montant de 5,0 millions \$ a été encouru en 2015.

Dans les états consolidés des résultats de la Société, le matériel et fournitures représente la seconde charge en importance. En y ajoutant la dotation aux amortissements, ces charges ont totalisé 103,3 millions \$ en 2015, soit 28,9 % des produits (96,2 millions \$ en 2014, soit 29,9 % des produits).

Accès aux installations portuaires

L'accès aux installations portuaires est un facteur clé du succès d'une société de manutention de marchandises. Il constitue également une barrière à l'entrée dans ce secteur de nos activités. En effet, le nombre d'installations portuaires présentant des caractéristiques adéquates (localisation géographique, profondeur à quai, capacité de charge et d'entreposage, accès au transport terrestre, etc.) est limité et ces installations sont généralement louées à long terme. Nous sommes présents dans 30 ports situés dans l'est de l'Amérique du Nord.

Nous louons les terminaux portuaires où nous sommes présents ainsi que la majorité des entrepôts que nous utilisons. La plupart de nos installations sont louées à long terme, ce qui nous permet d'y investir dans les infrastructures appropriées. Le loyer peut consister en un montant mensuel fixe, un en-lieu de loyer variant selon les tonnages manutentionnés ou une combinaison des deux. Nous avons accès à des milliers de mètres carrés d'espace de quai ainsi qu'à plusieurs kilomètres de façade de quai.

Dans les états consolidés des résultats de la Société, la charge locative, qui inclut les loyers sur les propriétés louées, les taxes municipales et l'entretien de nos installations, représente la troisième charge en importance, soit 29,1 millions \$ ou 8,1 % des produits en 2015 (26,8 millions \$ ou 8,3 % des produits en 2014).

Évaluation de la performance

En plus d'un système comptable sophistiqué nous permettant d'analyser de manière rigoureuse les résultats de chacune de nos installations et unités d'exploitation, nous utilisons un système d'analyse des coûts nous permettant de suivre nos opérations. Nous avons développé de multiples outils automatisés d'information et de suivi qui fournissent à nos dirigeants une information pertinente et opportune, nous permettant ainsi d'optimiser nos activités.

Chaque mois, notre équipe de haute direction se réunit pour discuter des résultats, des prévisions et des projets de développement. Cette pratique permet à la direction de connaître précisément nos résultats ainsi que notre progression et d'affecter adéquatement les ressources nécessaires de façon opportune.

En plus de ces réunions mensuelles, la haute direction produit des rapports trimestriels des résultats à notre conseil d'administration et à notre comité de vérification. Les membres du comité de vérification questionnent la direction et discutent régulièrement, à huis clos, avec l'auditeur indépendant afin de s'assurer de la précision des rapports financiers émis publiquement.

Enfin, toute l'information financière ou réglementaire publiée auprès du public fait l'objet d'une révision préalable par un comité de divulgation composé de membres de la haute direction de la Société, de la présidente et chef de la direction et du président du conseil d'administration.

Capacité à performer

Depuis que la Société est devenue une société ouverte en 1969, nous avons conclu chaque exercice financier avec un profit. Cette suite de succès démontre notre stabilité financière à long terme et notre capacité à performer sur une base soutenue dans des conditions changeantes.

Stratégie d'affaires

Dans le secteur des services maritimes, notre stratégie d'affaires est basée sur la diversification des marchandises que nous manutentionnons, la répartition géographique de nos installations et l'équilibre entre les activités d'importation et d'exportation. Cette stratégie a été particulièrement efficace au fil des ans, alors que nous avons été témoins de fluctuations des volumes d'acier, de produits forestiers, de conteneurs et d'autres marchandises manutentionnées, les situations défavorables étant fréquemment contrées par les situations favorables. Dans le secteur des services environnementaux, nous nous sommes positionnés comme un chef de file dans nos marchés traditionnels et notre croissance future s'appuie sur le développement de nos services reliés à Aqua-Pipe sur les marchés américain et international.

Nous possédons une forte expertise interne en plus d'avoir accès à de la main-d'œuvre qualifiée, de disposer d'un parc d'équipements efficace, bien entretenu et bien déployé, et d'avoir une solide réputation, et ce, aussi bien en tant qu'entreprise de manutention de marchandises que dans le secteur environnemental. Ces caractéristiques nous assurent la confiance de nos clients, fournisseurs et partenaires et contribuent à notre croissance.

Capacité de négocier avec des syndicats

La majorité des employés de la Société sont syndiqués. Les débardeurs travaillant sur les quais ont une longue tradition d'activité syndicale et nous avons démontré par le passé notre capacité de négocier directement ou par l'entremise d'associations d'employeurs et de conclure des ententes avec ces syndicats. La Société est partie prenante à 23 conventions collectives. Nous avons signé cinq conventions collectives en 2015 alors que quatre étaient toujours en négociations à la fin de 2015 et quatre autres viendront à échéance en 2016.

Capacité d'emprunt

Logistec génère des flux de trésorerie positifs liés aux activités d'exploitation. En 2015 et 2014, ceux-ci se sont établis respectivement à 60,2 millions \$ et 58,1 millions \$, soit un niveau plus que suffisant pour couvrir nos besoins en matière de dépenses en immobilisations corporelles et en fonds de roulement.

À la fin de 2015, notre dette à long terme totale consolidée, incluant la tranche courante, était de 32,1 millions \$ et les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société s'élevaient à 189,4 millions \$ pour un ratio d'endettement de seulement 14,5 %.

La Société a organisé ses facilités de crédit de manière à séparer les crédits disponibles pour ses activités et ses filiales détenues à part entière, des crédits disponibles des filiales non détenues à 100 % et de ses coentreprises. Tous les crédits disponibles des filiales non détenues à 100 % et des coentreprises sont sans recours contre Logistec. Les facilités de crédit disponibles de Logistec et de Sanexen, incluant les facilités de crédit à court et à long terme, s'élevaient à près de 79,8 millions \$, dont 36,5 millions \$ étaient utilisés (incluant les lettres de garantie) au 31 décembre 2015.

Les facilités de crédit disponibles des coentreprises s'élevaient à 80,1 millions \$ à cette même date (représentant 100 % de la valeur et non pas notre quote-part proportionnelle), dont 44,2 millions \$ étaient utilisés à la fin de 2015.

Ces données démontrent la capacité financière de la Société et son aptitude à obtenir les ressources financières nécessaires pour assurer sa performance et son développement à long terme.

Données financières annuelles choisies

exercices clos les 31 décembre

(en milliers de dollars, à l'exception du résultat et des dividendes par action)

	2015 \$	2014 \$	2013 \$	Variation 14-15 \$ %	
Produits	358 008	322 220	298 300	35 788	11,1
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	29 142	31 037	27 522	(1 895)	(6,1)
Résultat de base et dilué par action total ⁽¹⁾	2,34	2,46	2,13	(0,12)	(4,9)
Total de l'actif	328 415	286 987	239 306	41 428	14,4
Passifs non courants totaux	64 674	60 400	31 050	4 274	7,1
Dividendes en espèces par action :					
– Actions de catégorie A ^{(2) (4)}	0,2625	0,9700	0,1875		
– Actions de catégorie B ^{(3) (4)}	0,2888	1,0670	0,2063		
Dividendes totaux en espèces	3 408	12 748	2 523		

⁽¹⁾ Combiné afin d'inclure les deux catégories d'actions.⁽²⁾ Actions ordinaires de catégorie A (« actions de catégorie A »).⁽³⁾ Actions subalternes à droit de vote de catégorie B (« actions de catégorie B »).⁽⁴⁾ Le 7 mai 2014, la Société a déclaré un dividende spécial de 0,75 \$ par action de catégorie A et 0,83 \$ par action de catégorie B, pour un montant total de 9,9 millions \$.

2015 comparativement à 2014

Les *produits* ont augmenté de 11,1 % en 2015 par rapport à 2014, soit une hausse de 35,8 millions \$. Cette variation provient de nos deux secteurs d'activité, soit les secteurs des services maritimes et des services environnementaux, qui ont connu une hausse de respectivement 6,1 % et 18,7 %.

Le *résultat attribuable aux propriétaires de la Société* a diminué de 1,9 million \$, ou 6,1 %, en 2015. Cette diminution résulte en grande partie des coûts de manutention de marchandises supplémentaires liés à un important dégât d'eau à notre terminal en Virginie, à un incendie à notre terminal en Géorgie et à la mise en service de notre nouveau terminal à conteneurs à Montréal (QC). Cette diminution a été en partie compensée par une meilleure rentabilité de notre secteur des services environnementaux.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation étant demeuré stable entre 2015 et 2014, après l'ajustement pour le fractionnement d'actions à raison de deux actions pour une en juin 2014, la variation du *résultat par action* est conforme à celle du résultat attribuable aux propriétaires de la Société.

Au terme de 2015, le *total de l'actif* s'élevait à 328,4 millions \$, soit une hausse de 41,4 millions \$ par rapport à 2014. La hausse de l'actif résulte en grande partie des dépenses en immobilisations corporelles. Les dépenses en immobilisations corporelles de 25,1 millions \$ ont été plus élevées que d'habitude, entraînant une augmentation de 11,3 millions \$ des immobilisations corporelles. Cette hausse s'explique également par une augmentation des *créances clients et autres débiteurs* et des *travaux en cours*. Notre situation de trésorerie a diminué de 1,6 million \$, surtout en raison des montants affectés à nos activités d'investissement de 35,0 millions \$, au paiement d'impôt sur le résultat de 8,8 millions \$, à une variation négative du fonds de roulement de 11,8 millions \$ et à nos activités de financement de 7,4 millions \$, en partie contrebalancés par des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de 60,2 millions \$.

Les *passifs non courants totaux* ont augmenté, passant de 60,4 millions \$ en 2014 à 64,7 millions \$ en 2015 en raison principalement de la hausse de 1,9 million \$ de notre dette à long terme au cours de l'exercice afin de financer nos investissements en immobilisations corporelles et de la hausse de 3,0 millions \$ de nos passifs d'impôt différé.

En 2015, les *dividendes en espèces* versés ont diminué de 9,3 millions \$ comparativement à ceux de 2014. Le montant des dividendes en espèces en 2014 était plus élevé en raison de l'approbation par le conseil d'administration de la Société d'un dividende spécial. Le montant de 2015 correspond davantage aux dividendes réguliers que nous versons.

2014 comparativement à 2013

Les *produits* ont augmenté de 8,0 % en 2014 par rapport à 2013, soit une hausse de 23,9 millions \$. Cette variation provient de nos deux secteurs d'activité, soit les secteurs des services maritimes et des services environnementaux, qui ont connu une hausse de respectivement 7,1 % et 8,5 %.

Le *résultat attribuable aux propriétaires de la Société* a augmenté de 3,5 millions \$, ou 12,8 %, en 2014. Cette hausse du résultat est attribuable à une meilleure rentabilité de nos deux secteurs d'activité en 2014.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation étant demeuré stable entre 2014 et 2013, après l'ajustement pour le fractionnement d'actions à raison de deux actions pour une, la variation du *résultat par action* est conforme à celle du résultat attribuable aux propriétaires de la Société.

Au terme de 2014, le *total de l'actif* s'élevait à 287,0 millions \$, soit une hausse de 47,7 millions \$ par rapport à 2013. La hausse de l'actif résulte en grande partie des dépenses en immobilisations corporelles, entraînant une augmentation de 36,6 millions \$ des immobilisations corporelles. Les dépenses en immobilisations corporelles de 42,5 millions \$ ont été plus élevées que d'habitude. Notre situation de trésorerie a augmenté de 6,7 millions \$, surtout en raison des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de 58,1 millions \$, majorés des dividendes reçus de 5,6 millions \$, déduction faite des montants affectés à nos activités d'investissement et à l'impôt sur le résultat payé de respectivement 40,0 millions \$ et 15,2 millions \$.

Les *passifs non courants totaux* ont augmenté, passant de 31,0 millions \$ en 2013 à 60,4 millions \$ en 2014 en raison principalement de la hausse de 23,6 millions \$ de notre dette à long terme au cours de l'exercice afin de financer nos investissements en immobilisations corporelles.

En 2014, les *dividendes en espèces* versés ont augmenté de 10,2 millions \$ comparativement à ceux de 2013. La hausse provient surtout de l'approbation par le conseil d'administration de la Société d'un dividende spécial, après fractionnement des actions, de 0,75 \$ par action de catégorie A et de 0,83 \$ par action de catégorie B, versé le 7 juillet 2014.

Acquisition d'entreprises

Le 31 janvier 2014, la Société, par l'intermédiaire de sa filiale en propriété exclusive, Logistec Arrimage inc., a augmenté sa participation dans Terminal Mestco inc. (« Mestco ») d'une coentreprise détenue à 50 % à une filiale détenue à 85,8 %, à la suite de la conversion des dettes fournisseurs par la Société et l'autre coentrepreneur, et d'un investissement supplémentaire de 7,1 millions \$ en actions de Mestco par la Société, payé en trésorerie. À compter du 21 octobre 2014, Mestco a changé de raison sociale pour Les Solutions multimodales MtlLINK inc. (« MtlLINK »). MtlLINK fournit des services de logistique portuaire à Montréal-Est (QC). Les services comprennent l'empotage et le dépotage de conteneurs, l'entreposage et la distribution, et d'autres services à valeur ajoutée aux compagnies maritimes et aux clients industriels. Cette transaction a renforcé la position de la Société dans l'industrie de la logistique portuaire.

Le 21 mai 2014, la Société, par l'intermédiaire de sa filiale Sanexen, a acquis 100 % des actions émises et en circulation de Mistral Environnement SAS (« Mistral ») pour 3,9 millions € (5,8 millions \$ CA). Le paiement a été effectué en trésorerie. Mistral fournit des services de gestion des matières réglementées en France. Cette transaction a élargi la gamme de services environnementaux offerts par Sanexen en France.

Veuillez vous référer à la note 6 des notes 2015 pour obtenir des détails sur ces acquisitions.

Le 8 mars 2016, la Société a acquis une entreprise pour 5,6 millions \$. Cette acquisition représente une intégration verticale pour son secteur des services environnementaux.

Veuillez vous référer à la note 40 des notes 2015 pour obtenir des détails sur cette acquisition.

Le goodwill comptabilisé dans le cadre des acquisitions découle principalement des synergies attendues et des autres immobilisations incorporelles ne répondant pas aux critères de comptabilisation séparée, et n'est pas déductible à des fins fiscales.

Résultats

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des états financiers consolidés 2015 sont énoncées à la note 2 des notes 2015.

Produits

Les produits consolidés ont totalisé 358,0 millions \$ en 2015, en hausse de 35,8 millions \$, ou 11,1 %, par rapport à ceux de 2014. L'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien a eu un impact positif de 15,3 millions \$ sur les produits de l'exercice.

Le secteur des services maritimes a affiché des produits de 206,5 millions \$ en 2015, ce qui représente une hausse des ventes par rapport à celles de 2014, alors que les produits s'étaient élevés à 194,7 millions \$. Cette hausse résulte de la variation du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien, soit une augmentation de 11,1 millions \$ des ventes comparativement à celles de 2014. Les activités du secteur des services maritimes ont été comparables à celles de 2014, malgré un léger recul dans les activités liées aux marchandises en vrac, qui a été contrebalancé par une croissance des activités liées aux marchandises diverses.

Le secteur des services environnementaux a affiché une bonne performance en 2015 alors que ses produits ont atteint 151,5 millions \$, en hausse de 23,9 millions \$, ou 18,7 %, par rapport à 2014. La hausse provient essentiellement du niveau plus élevé des activités liées à Aqua-Pipe et de la restauration de sites.

Charge au titre des avantages du personnel

La charge au titre des avantages du personnel s'est accrue, passant de 151,9 millions \$ en 2014 à 177,0 millions \$ en 2015. Cette hausse de 25,0 millions \$ reflète la croissance dans l'ensemble des activités en 2015 ainsi que la hausse du ratio de la charge au titre des avantages du personnel sur les produits, lequel est passé de 47,2 % en 2014 à 49,4 % en 2015. L'augmentation du ratio de la charge s'explique par deux facteurs dans le secteur des services environnementaux: premièrement, des charges supplémentaires relatives aux régimes d'intéressement à long terme en raison de l'atteinte de certaines cibles à la suite de la bonne performance financière et, deuxièmement, la composition moins avantageuse des produits sur le plan du ratio de la charge du personnel sur les produits. Le ratio pour le secteur des services maritimes a été similaire à celui de 2014.

Charge relative au matériel et fournitures

La charge relative au matériel et fournitures s'est établie à 91,0 millions \$ en 2015, soit une hausse de 5,0 millions \$ comparativement à 2014. Cette hausse, qui reflète la croissance de nos produits, a donné lieu à une charge qui représente 25,4 % des produits en 2015, demeurant stable par rapport à 26,7 % en 2014.

Charge locative

La charge locative a été stable entre 2015 et 2014, soit respectivement 29,1 millions \$ et 26,8 millions \$, ce qui représente 8,1 % et 8,3 % des produits. Une charge de cette nature ne fluctue pas, à moins d'un changement à notre réseau d'installations.

Autres charges

Les autres charges ont totalisé 14,7 millions \$ pour 2015, en hausse de 3,2 millions \$ par rapport à 2014. L'augmentation s'explique principalement par les charges pour mauvaises créances et les indemnités d'assurance pour la période de 12 mois.

Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

La quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence a diminué pour atteindre 4,2 millions \$ en 2015, par rapport à 6,4 millions \$ en 2014. Cette diminution résulte principalement de la mise en service de notre nouveau terminal à conteneurs à Montréal (QC). La construction du terminal et l'utilisation de matériel temporaire nous ont occasionné des frais supplémentaires. Cette situation était prévisible puisque nous avons exercé nos activités dans l'attente de la livraison de grues et de matériel périphérique pour le terminal.

Autres profits et pertes

Les autres profits et pertes ont affiché un profit de 5,5 millions \$ en 2015, comparativement à un profit de 2,5 millions \$ en 2014. La variation provient principalement d'un profit de 1,9 million \$ résultant d'un jugement et d'une quittance générale réciproque avec une tierce partie. Elle résulte également de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain en 2015, entraînant un profit de change de 2,1 millions \$.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat s'est élevé à 10,3 millions \$ en 2015. En ajustant le résultat avant impôt pour exclure l'effet de la quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, le taux d'imposition pour 2015 s'est élevé à 26,4 %, comparativement à 26,8 % en 2014. Cette variation se situe à l'intérieur des paramètres normaux, compte tenu du fait que ce taux moyen peut varier selon la provenance du résultat en fonction des diverses administrations fiscales. Veuillez consulter la note 12 des notes 2015 pour le rapprochement du taux d'imposition effectif et d'autres données fiscales pertinentes.

Résultat de l'exercice et résultat par action

En 2015, Logistec a affiché un résultat de l'exercice consolidé de 32,9 millions \$, dont 29,1 millions \$ étaient attribuables aux propriétaires de la Société. Ce résultat est moins élevé que le résultat consolidé de 34,5 millions \$ en 2014, dont 31,0 millions \$ étaient attribuables aux propriétaires de la Société.

Le résultat attribuable aux propriétaires de la Société de 2015 se traduit par un résultat de base et dilué total par action de 2,34 \$, dont 2,25 \$ par action de catégorie A et 2,47 \$ par action de catégorie B.

Toutes les autres charges incluses au résultat d'exploitation ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires normaux et sont demeurées à des niveaux similaires à ceux de 2014.

Dividendes

Logistec a versé à ses actionnaires des dividendes de 3,4 millions \$ en 2015.

Le 31 juillet 2015, le conseil d'administration de la Société a approuvé une hausse de 20 % du dividende pour les deux catégories d'actions, portant le dividende annuel à 0,30 \$ par action de catégorie A et à 0,33 \$ par action de catégorie B.

Le 9 décembre 2015, le conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,075 \$ par action de catégorie A et de 0,0825 \$ par action de catégorie B, pour un montant global de 1,0 million \$. Ces dividendes ont été versés le 15 janvier 2016 aux actionnaires de Logistec Corporation inscrits le 4 janvier 2016.

Le 22 mars 2016, le conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,075 \$ par action de catégorie A et de 0,0825 \$ par action de catégorie B, lesquels seront versés le 15 avril 2016 à tous les actionnaires inscrits le 5 avril 2016. Le dividende estimatif total à verser est de 1,0 million \$.

Tous les dividendes versés en 2015 étaient déterminés aux fins de l'Agence du revenu du Canada.

Le conseil d'administration de la Société détermine le niveau des paiements de dividendes. Bien que Logistec n'ait pas de politique formelle de dividendes, la pratique a été de distribuer régulièrement des dividendes trimestriels avec des hausses modestes au cours des années.

Situation de trésorerie et sources de financement

Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société concernant la gestion du capital sont les suivants :

- maintenir une structure du capital permettant à la Société de choisir parmi diverses options de financement, pour pouvoir bénéficier d'occasions potentielles lorsqu'elles surviennent;
- offrir un bon rendement sur l'investissement aux actionnaires;
- maintenir un ratio d'endettement inférieur à 40 %. Le ratio d'endettement se calcule en divisant la dette à long terme (incluant la tranche courante) par la somme de la dette à long terme (incluant la tranche courante) et des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

La Société inclut dans son capital les éléments suivants :

- trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme, le cas échéant;
- dette à long terme (incluant la tranche courante) et emprunts bancaires à court terme, le cas échéant;
- capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

La stratégie financière de la Société est formulée et adaptée selon les conditions du marché afin de maintenir une structure du capital flexible conforme aux objectifs indiqués précédemment et de répondre aux caractéristiques de risque liées aux actifs sous-jacents. Dans le but de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut refinancer ses dettes existantes, contracter de nouvelles dettes, rembourser des dettes, racheter des actions aux fins d'annulation conformément à des offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des activités ou émettre de nouvelles actions.

Lors de l'évaluation des occasions d'investissement, les modèles de flux de trésorerie actualisés sont utilisés pour s'assurer que le taux de rendement respecte les objectifs de la Société. De plus, les occasions d'investissement doivent avoir une incidence positive sur le résultat par action et, par conséquent, améliorer la valeur aux actionnaires.

La décision de rembourser la dette est basée sur l'évaluation des niveaux actuels de trésorerie en relation avec les flux futurs liés aux activités d'exploitation. La Société dispose de facilités de crédit non utilisées auprès de diverses institutions financières qui peuvent être utilisées lorsque des occasions d'investissement surviennent.

Sources de financement

Au 31 décembre 2015, le *total de l'actif* s'établissait à 328,4 millions \$, soit une hausse de 41,4 millions \$ par rapport au solde de clôture de 287,0 millions \$ au 31 décembre 2014.

La *trésorerie et équivalents de trésorerie* totalisait 23,8 millions \$ à la fin de 2015, en baisse de 2,6 millions \$ par rapport au solde de clôture de 26,4 millions \$ au 31 décembre 2014. Les facteurs suivants ont eu la plus grande incidence sur cette baisse :

(en milliers de dollars)

À la hausse :

Résultat de l'exercice	32 873
Émission de la dette à long terme	12 642
Charge d'impôt exigible	8 720
Augmentation des autres passifs non courants	4 440
Dotation aux amortissements	12 328
	71 003

À la baisse :

Acquisition d'immobilisations corporelles	(26 118)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(11 765)
Rachat de capital social	(5 863)
Acquisition d'autres actifs non courants (résultant principalement d'un contrat d'achat ferme de service)	(10 640)
Impôt sur le résultat payé	(8 842)
Remboursement de la dette à long terme	(9 945)
	(73 173)

Fonds de roulement

Au 31 décembre 2015, l'actif courant s'élevait à 125,8 millions \$ tandis que le passif courant atteignait 54,1 millions \$ pour un fonds de roulement de 71,7 millions \$ et un ratio de 2,33:1. Ces données se comparent favorablement au fonds de roulement de 59,0 millions \$ et au ratio de 2,25:1 au 31 décembre 2014.

Dette à long terme

En considérant les tranches courante et à long terme de la dette à long terme, le solde de 29,3 millions \$ au 31 décembre 2014 a augmenté de 2,8 millions \$ pour atteindre 32,1 millions \$ au 31 décembre 2015. L'augmentation reflète principalement nos investissements en immobilisations corporelles, pour lesquels nous avons emprunté 12,6 millions \$ en 2015, moins les remboursements de 9,9 millions \$.

Selon les modalités de leurs diverses ententes de financement, la Société, ses filiales et ses coentreprises doivent respecter certaines clauses restrictives ayant trait à des ratios financiers minimaux. Au 31 décembre 2015, toutes les entités du groupe respectaient ces clauses. Dans certains cas, ces clauses financières peuvent limiter la capacité de certaines filiales ou coentreprises à verser des dividendes à Logistec. Cependant, Logistec génère suffisamment de fonds au sein de ses filiales en propriété exclusive pour subvenir à ses besoins financiers.

Paielements exigibles par période

Le tableau suivant présente un résumé de la dette à long terme et des obligations contractuelles de la Société :

Obligations contractuelles

au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

	Total \$	Moins de 1 an \$	1-3 ans \$	4-5 ans \$	Plus de 5 ans \$
Dette à long terme	32 100	2 159	29 941	–	–
Contrats de location simple					
– Équipement	10 420	3 113	4 562	1 366	1 379
– Occupation	48 353	10 802	21 648	6 559	9 344
Obligations d'achat ⁽¹⁾	20 701	20 701	–	–	–
Passifs financiers non courants, déduction faite du dérivé	3 900	–	3 631	269	–
Total des obligations contractuelles	115 474	36 775	59 782	8 194	10 723

⁽¹⁾ Représentent des équipements en commande, non reçus à la fin de 2015.

Veuillez vous référer aux notes 25, 29, 31, 37 et 38 des notes 2015 pour obtenir plus de détails sur les actifs et obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, la dette à long terme, les provisions, les engagements ainsi que les passifs éventuels et garanties.

Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société

Les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société s'élevaient à 189,4 millions \$ au 31 décembre 2015. L'ajout de la dette à long terme se traduit en une capitalisation de 221,5 millions \$ pour un ratio d'endettement de 14,5 %. Ce ratio est significativement inférieur à la limite de 40 % mentionnée antérieurement dans les objectifs de la Société concernant la gestion du capital. Cela indique également que la Société dispose d'un levier financier important en cas de besoin.

Le 7 mai 2014, le conseil d'administration de la Société a approuvé le fractionnement des actions de catégorie A et de catégorie B de la Société à raison de deux actions pour une, le tout prenant effet le 27 juin 2014. Dans le cadre de ce fractionnement d'actions, 3 731 811 actions de catégorie A et 2 571 650 actions de catégorie B ont été émises le 7 juillet 2014.

Au 22 mars 2016, 7 429 622 actions de catégorie A et 4 777 100 actions de catégorie B étaient émises et en circulation. Chaque action de catégorie A est convertible en tout temps au gré du porteur en une action de catégorie B. Veuillez vous référer à la note 32 des notes 2015 pour obtenir tous les détails sur le capital social de la Société.

Programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (« RACNA »)

Depuis le 20 octobre 2005, Logistec a racheté certaines de ses actions, aux fins d'annulation, dans le cadre de RACNA annuels consécutifs, dont le dernier s'est terminé le 23 octobre 2015. Le 26 octobre 2015, la Société a mis en place un autre RACNA, qui se terminera au plus tard le 25 octobre 2016. La Société est d'avis que le rachat de ses actions peut constituer une utilisation appropriée et souhaitable de la trésorerie dont elle dispose et, par conséquent, que l'offre est faite dans l'intérêt fondamental de Logistec et de ses actionnaires. Dans le cadre du RACNA en cours, Logistec a l'intention de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 372 046 actions de catégorie A et 249 460 actions de catégorie B, représentant 5 % des actions émises et en circulation de chaque catégorie au 21 octobre 2015.

Tout actionnaire peut obtenir sans frais une copie de l'avis d'intention relatif au RACNA déposé auprès de la TSX en s'adressant à la Société.

Au cours de 2015, en vertu des RACNA décrits précédemment, Logistec a procédé au rachat de 20 400 actions de catégorie A et 117 100 actions de catégorie B à un prix moyen de 48,49 \$ et 41,59 \$, respectivement. Veuillez vous référer à la note 32 des notes 2015 pour obtenir plus de détails.

Participations dans des coentreprises

Les résultats de la Société incluent la quote-part des activités des coentreprises, lesquelles sont comptabilisées dans la quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Le solde de clôture de 29,0 millions \$ à la fin de 2015 est composé principalement du solde de clôture de 27,1 millions \$ en 2014, plus la quote-part du résultat de 2015 de 4,3 millions \$, moins les dividendes reçus de 2,4 millions \$.

Au 31 décembre 2015, les coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation de 50 % étaient : Terminal Termont inc., Transport Nanuk inc., Compagnie d'Amarrage de Québec inc., La Compagnie d'Amarrage (Trois-Rivières) ltée, Services maritimes Québec inc., 9260-0873 Québec inc. et Les Structures de quais mobiles Flexiport inc. La Société détient également une participation de 49 % dans Qikiqtaaluk Environmental Inc. et dans Services environnementaux Avataani inc.

Aucune des coentreprises n'est une entité cotée à la Bourse et, par conséquent, aucune n'a de prix cotés publiés.

La Société a une seule coentreprise importante, Terminal Termont inc., spécialisée dans la manutention de conteneurs, ce qui s'intègre bien aux activités principales de la Société. Veuillez vous référer à la note 20 des notes 2015 pour ses données financières.

Avantages postérieurs à l'emploi

La Société offre des régimes de retraite à prestations ou à cotisations définies à ses employés. Étant donné qu'une majorité de bénéficiaires des régimes de retraite à prestations définies étaient déjà des retraités, la Société a élaboré une stratégie d'atténuation des risques en 2012 relativement à ces régimes. La stratégie consistait essentiellement en un plan de transition de la politique de placement visant une transition graduelle, mais rigoureuse, des placements en actions à des placements en titres à revenu fixe, la cible étant d'atteindre une proportion de 75 % de placements en titres à revenu fixe d'ici la fin de 2016. Cette cible a en fait été atteinte à la fin de 2014 grâce à la réaffectation de l'actif des régimes de retraite, le faisant passer de placements en actions en placements en titres à revenu fixe, ainsi qu'à l'achat des contrats de rente garantis lorsque les conditions du marché étaient favorables. En décembre 2014, nous avons racheté les contrats de rente garantis pour la majorité des retraités qui bénéficient des régimes de retraite à prestations définies pour un montant de 14,3 millions \$. Essentiellement, nous avons complètement protégé la Société des passifs financiers associés à ces contrats et avons réduit du même montant l'actif des régimes de retraite. Aux fins comptables, ces régimes sont considérés comme ayant fait l'objet d'un règlement partiel.

La note 25 des notes 2015 présente un résumé de la juste valeur de l'actif des régimes, des obligations au titre des prestations définies, de la situation de capitalisation des régimes de retraite et des hypothèses significatives.

Les calculs de la situation de capitalisation des régimes de retraite ont été effectués par les actuaires indépendants de la Société en date du 31 décembre 2015. L'obligation au titre des prestations définies totalisait 28,5 millions \$ comparativement à une juste valeur de l'actif des régimes de 16,5 millions \$, résultant ainsi en une situation de capitalisation déficitaire de 11,9 millions \$. La Société offre des régimes de retraite supplémentaires à ses hauts dirigeants (« RRS »). Veuillez vous référer à la description du *Régime de retraite des cadres supérieurs* dans notre circulaire d'information. Ces RRS ne sont pas capitalisés et l'obligation afférente de 10,4 millions \$ est incluse dans les données précédentes. Excluant l'obligation des RRS, la situation de capitalisation déficitaire totalise 1,5 million \$.

L'hypothèse de la direction sur le taux d'actualisation était de 4,0 % en 2014 et en 2015. Les calculs actuariels effectués pour la capitalisation effective et les décaissements réels utilisent des hypothèses différentes, ce qui entraîne des situations de capitalisation différentes. Les RRS de la Société sont des régimes non enregistrés et ne sont donc pas sujets à des évaluations actuarielles. La Société offre trois régimes enregistrés de retraite à prestations définies. Deux d'entre eux ont fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013, et l'autre, au 31 décembre 2014. Selon les résultats de ces évaluations, la Société affiche un excédent combiné de 0,5 million \$ selon la méthode basée sur une approche de continuité et un déficit combiné de 1,1 million \$ selon la méthode de la solvabilité.

Les prochaines évaluations actuarielles requises doivent être en date du 31 décembre 2015 pour l'un des régimes et en date du 31 décembre 2016 pour les autres régimes. La Société n'est donc pas en mesure de fournir présentement une mise à jour de la situation de capitalisation de ses régimes de retraite à prestations définies.

Autres postes des états consolidés de la situation financière

Situation financière aux (en millions de dollars)	31 décembre 2015 \$	31 décembre 2014 \$	Var. \$	Var. %	Explication de la variation
Créances clients et autres débiteurs	77,3	67,1	10,3	15,3	Cette variation est imputable à une hausse du niveau d'activité au quatrième trimestre de 2015 comparativement au quatrième trimestre de 2014. Elle s'explique également par le montant de 5,5 millions \$ à recevoir des assureurs au titre de la demande d'indemnisation liée à l'incendie survenu à Brunswick (GA).
Travaux en cours	6,4	1,0	5,4	526,9	Les travaux en cours représentent le montant brut non facturé qui sera perçu des clients pour des travaux liés à des contrats exécutés jusqu'à maintenant par notre secteur des services environnementaux. Le niveau plus élevé des activités de restauration de sites a entraîné une hausse des travaux en cours à la fin du quatrième trimestre de 2015.
Charges payées d'avance	8,0	3,1	4,8	156,0	La hausse des charges payées d'avance et des autres actifs non courants provient principalement d'un contrat d'achat ferme de service de 10 millions \$ conclu avec un fournisseur. Les charges payées d'avance et les autres actifs non courants diminueront au fur et à mesure que les services auront été reçus. Le contrat est d'une durée de trois ans. Le solde au 31 décembre 2015 était de 8,2 millions \$, dont une tranche de 4,8 millions \$ a été classée en tant que charge payée d'avance.
Autres actifs non courants	5,2	1,7	3,5	204,8	
Immobilisations corporelles	111,0	99,7	11,4	11,4	La hausse résulte des acquisitions de 25,1 millions \$, lesquelles étaient supérieures à la dotation à l'amortissement de 10,9 millions \$ et à la radiation d'équipement de 6,0 millions \$ à Brunswick (GA) à la suite d'un incendie. Au quatrième trimestre de 2015, le montant de la radiation a été réévalué à 6,0 millions \$, par rapport au montant de 9,7 millions \$ présenté auparavant. Bien que ce montant ne soit qu'une estimation, nous sommes persuadés qu'il reflète mieux la valeur des actifs détruits par l'incendie. Veuillez vous référer à la note 39 des notes 2015 pour plus de détails.
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	46,4	40,5	5,9	14,6	Cette hausse reflète principalement la hausse du niveau d'activité au quatrième trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014. Elle reflète également le reclassement d'un montant de 5,0 millions \$ dans les créditeurs à court terme, auparavant comptabilisé à titre de charge cumulative relative aux régimes d'intéressement à long terme de la Société.
Tranche courante de la dette à long terme	2,2	1,3	0,9	71,2	La variation provient de la hausse de 6,6 millions \$ de la dette à long terme affectée à l'expansion en cours de l'usine de Niedner dans le secteur des services environnementaux, moins des remboursements discrétionnaires et des remboursements réguliers de 3,6 millions \$ au cours de 2015.
Dette à long terme	29,9	28,0	1,9	6,8	

Tous les autres postes des états consolidés de la situation financière ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires normaux.

Gestion du risque financier

En raison de la nature de ses activités et du fait qu'elle détient des instruments financiers, la Société est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, plus particulièrement en ce qui concerne le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. La Société effectue une évaluation complète des questions liées au crédit avant de s'engager à faire un placement et surveille activement, et de manière continue, la santé financière des entités émettrices. De plus, la Société est exposée au risque de crédit imputable à ses clients. D'une part, la Société fait principalement affaire avec d'importants clients industriels bien établis, ce qui réduit le risque de crédit. D'autre part, le nombre de clients servis par la Société est limité, ce qui augmente le risque de concentration d'affaires et de dépendance économique. Au total, la Société sert environ 1 600 clients. En 2015, les 20 clients les plus importants ont représenté 49,0 % (49,0 % en 2014) des produits consolidés et aucun client n'a généré plus de 10 % des produits consolidés ni n'a représenté plus de 10 % des créances clients.

À chaque date de clôture, la direction revoit la provision pour créances douteuses et les créances en souffrance. La Société met à jour son estimation de la provision pour créances douteuses sur une base spécifique et, si cela est nécessaire, utilise le pourcentage établi appliqué au classement chronologique des débiteurs. Les créances clients et autres débiteurs sont radiés une fois qu'il est déterminé qu'ils ne peuvent plus être recouvrés.

Conformément à leurs échéances respectives, le classement chronologique des créances clients et autres débiteurs se détaillait comme suit :

	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
(en milliers de dollars)	\$	\$
Courant	24 315	23 242
31-60 jours	21 818	20 670
Échus 1-30 jours	12 296	12 395
Échus 31-60 jours	5 089	2 928
Échus 61-120 jours	2 152	1 200
Échus de plus de 121 jours ⁽¹⁾	11 663	6 617
	77 333	67 052

⁽¹⁾ Inclut des retenues sur contrat totalisant 4,2 millions \$ (2,3 millions \$ en 2014).

Les variations de la provision pour créances douteuses ont été comme suit :

	2015	2014
(en milliers de dollars)	\$	\$
Solde au début	1 480	993
Charges pour mauvaises créances	1 012	676
Radiations	27	(189)
Solde à la fin	2 519	1 480

Le risque de crédit maximal auquel la Société est exposée à l'égard de chacun de ses actifs financiers (la trésorerie et équivalents de trésorerie, le placement dans un contrat de service, les créances clients et autres débiteurs et les actifs financiers non courants) correspond à sa valeur comptable.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est l'exposition de la Société au risque de ne pas être en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société surveille le niveau de sa trésorerie et de sa dette et prend les mesures appropriées pour s'assurer qu'elle dispose de suffisamment de trésorerie pour répondre aux besoins opérationnels, tout en assurant la conformité aux clauses restrictives.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des obligations financières :

Au 31 décembre 2015 <i>(en milliers de dollars)</i>	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels \$	Moins de 1 an \$	1-3 ans \$	4-7 ans \$
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	46 352	46 352	46 352	—	—
Dette à long terme ⁽¹⁾	33 461	33 461	2 582	29 279	1 600
Passifs financiers non courants, déduction faite du dérivé	3 900	3 900	—	3 631	269
	83 713	83 713	48 934	32 910	1 869

Au 31 décembre 2014 <i>(en milliers de dollars)</i>	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels \$	Moins de 1 an \$	1-3 ans \$	4-7 ans \$
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	40 452	40 452	40 452	—	—
Dette à long terme ⁽¹⁾	30 311	30 311	1 505	22 601	6 205
Passifs financiers non courants, déduction faite du dérivé	4 920	4 920	—	3 393	1 527
	75 683	75 683	41 957	25 994	7 732

⁽¹⁾ Inclut le capital et les intérêts.

Compte tenu du niveau de liquidité actuel combiné aux flux de trésorerie futurs qui seront générés par les activités d'exploitation, la Société est d'avis que son risque de liquidité est faible.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que les variations des prix de marché, comme les taux de change et les taux d'intérêt, aient une incidence sur les résultats de la Société ou sur la valeur de ses instruments financiers. La Société est principalement exposée au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque lié aux fluctuations des taux d'intérêt. Auparavant, la Société ne possédait pas d'instruments financiers pour réduire son exposition face à ce risque. Cependant, depuis 2011, une filiale de la Société détient des contrats de swap de taux d'intérêt relatifs à ses dettes pour échanger le taux variable pour un taux fixe, réduisant ainsi la sensibilité de la Société aux fluctuations des taux d'intérêt.

Analyse de sensibilité

Au 31 décembre 2015, la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société était de 92 % (96 % en 2014). En tenant compte des contrats de swap de taux d'intérêt mentionnés précédemment, la portion à taux variable au 31 décembre 2015 était de 50 % (61 % en 2014). Toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux d'intérêt préférentiel sur la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société au 31 décembre 2015, excluant la dette portant intérêt à taux variable pour laquelle le taux variable a été échangé pour un taux fixe, aurait une incidence négative de 0,2 million \$ (0,2 million \$ en 2014) sur le résultat de l'exercice. Une variation

hypothétique de -1,0 % du taux d'intérêt préférentiel aurait l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice.

Risque de change

La Société est exposée principalement aux fluctuations du dollar américain. La Société estime que le risque est restreint et, par conséquent, elle ne détient pas d'instruments dérivés pour réduire son exposition.

En 2015, toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une appréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu une incidence favorable de 1,6 million \$ (1,4 million \$ en 2014) sur le résultat de l'exercice et une incidence favorable de 2,9 millions \$ (2,6 millions \$ en 2014) sur le total du résultat global. Une dépréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice et sur le total du résultat global.

Au 31 décembre 2015, un total de 36,1 millions \$, ou 23,3 millions \$ US, et 2,6 millions € (27,1 millions \$, ou 21,2 millions \$ US, et 1,8 million € en 2014) de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des créances clients et autres débiteurs était libellé en devises. Au 31 décembre 2015, un total de 17,2 millions \$, ou 11,0 millions \$ US, et 1,3 million € (9,7 millions \$, ou 7,4 millions \$ US, et 0,8 million € en 2014) des dettes fournisseurs et autres créditeurs était libellé en devises.

Juste valeur des instruments financiers

Aux 31 décembre 2015 et 2014, les justes valeurs estimatives de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des dettes fournisseurs et autres créditeurs et des dividendes à payer se rapprochaient de leur valeur comptable respective en raison de leur nature à court terme.

La juste valeur estimative des effets à recevoir à long terme n'accusait pas de différence importante comparativement à leur valeur comptable au 31 décembre 2014, selon le taux estimé par la Société pour les effets à recevoir à long terme ayant des termes et conditions similaires.

La juste valeur estimative du placement dans un contrat de service n'accusait pas de différence importante comparativement à sa valeur comptable aux 31 décembre 2015 et 2014, puisque les termes et conditions étaient similaires aux conditions actuelles.

La juste valeur estimative de la dette à long terme n'accusait pas de différence importante comparativement à sa valeur comptable aux 31 décembre 2015 et 2014, puisqu'elle portait principalement intérêt à des taux variables et que ses conditions de financement étaient similaires à celles dont disposait alors la Société.

Risques d'affaires

Les risques d'affaires auxquels nous sommes exposés sont demeurés passablement les mêmes au cours des dernières années. Voici un résumé de ces principaux risques :

Le risque du marché – La Société manutentionne une grande variété de marchandises et, bien que notre stratégie de diversification géographique et de produits devrait nous protéger contre les impacts majeurs, les fluctuations importantes de certaines marchandises spécifiques ou dans certaines régions spécifiques peuvent avoir un impact sur notre performance.

Les risques associés aux terminaux portuaires – L'accès à des installations portuaires stratégiques est un facteur clé du succès d'une société de manutention de marchandises. Nos installations font généralement l'objet de baux à long terme qui nous procurent des droits d'exploitation en échange de loyers correspondant généralement à des frais fixes pour la Société. Par conséquent, nous ressentons rapidement l'impact financier d'une baisse prononcée des volumes de marchandises.

Les politiques gouvernementales – Par leur investissement dans les infrastructures portuaires, leur législation, leurs tarifications ou leurs pouvoirs de taxation, les gouvernements peuvent avoir un impact direct sur la rentabilité d'un site et même sur le mouvement des marchandises.

Les variations de devises – Les variations du dollar canadien par rapport au dollar américain peuvent avoir des répercussions sur les entreprises canadiennes. Bien que cette situation puisse toucher nos clients, elle ne nous touche pas directement. À vrai dire, nos services sont généralement rendus localement et nous sommes payés dans la même devise que celle dans laquelle nous encourons des charges. C'est pourquoi les fluctuations de la devise américaine n'influencent habituellement pas significativement nos résultats, puisque nos filiales américaines sont autonomes d'un point de vue financier. Tel qu'analysé à la section précédente, *Gestion du risque financier*, la Société est principalement exposée aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien, notamment pour les éléments des états consolidés de la situation financière détenus en dollars américains. La Société estime toutefois que ce risque est relativement restreint.

Les risques associés au personnel et à la main-d'œuvre – Certaines de nos installations sont situées près de petits centres urbains et il peut être difficile d'y trouver une main-d'œuvre qualifiée. De plus, l'industrie des services maritimes est fortement syndiquée et il y a toujours un risque de grève ou d'arrêt de travail lors de la négociation de conventions collectives.

Transactions entre parties liées

En plus de la rémunération des principaux dirigeants et des dividendes payés aux actionnaires, qui ont lieu dans le cours normal des affaires et qui sont quantifiés à la note 34 des notes 2015, les services entre parties liées sont essentiellement des services professionnels, des loyers, des frais de gestion et des dépenses opérationnelles chargés à ou par des coentreprises. Ces transactions sont également dans le cours normal des affaires et leur contrepartie est fixée et convenue par les parties liées. Les montants dus par des coentreprises incluent la portion d'obligation au titre des avantages postérieurs à l'emploi relative à un régime de retraite offert par la Société, due par Nanuk.

Données trimestrielles choisies

	T1	T2	T3	T4	Exercice
<i>(en milliers de dollars, sauf pour les données par action)</i>	\$	\$	\$	\$	\$

2015

Produits	60 372	89 262	115 933	92 441	358 008
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	2 518	6 668	12 102	7 854	29 142
Résultat de base et dilué par action de catégorie A	0,19	0,51	0,94	0,61	2,25
Résultat de base et dilué par action de catégorie B	0,21	0,57	1,03	0,67	2,47
Résultat de base et dilué par action total	0,20	0,54	0,97	0,63	2,34

2014

Produits	62 735	78 697	93 908	86 880	322 220
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	4 347	7 444	11 959	7 287	31 037
Résultat de base et dilué par action de catégorie A	0,33	0,57	0,91	0,56	2,37
Résultat de base et dilué par action de catégorie B	0,36	0,62	1,00	0,61	2,59
Résultat de base et dilué par action total	0,34	0,59	0,95	0,58	2,46

Caractère saisonnier des activités

Les activités sont influencées par les conditions climatiques et ont donc un caractère saisonnier. Durant l'hiver, la Voie maritime du Saint-Laurent est fermée. Il n'y a pas d'activité sur les Grands Lacs, les activités sur le fleuve Saint-Laurent sont réduites et il n'y a pas d'activité de transport vers l'Arctique en raison de l'état des glaces.

Les activités de Sanexen sont également influencées par les conditions climatiques. La majorité des services spécialisés offerts implique l'excavation des sols, ce qui est plus difficile en hiver.

Historiquement, le premier trimestre et, à un degré moindre, le second trimestre ont toujours eu un niveau d'activité plus bas et ont obtenu des résultats plus faibles que les autres trimestres. Les troisième et quatrième trimestres sont habituellement les plus actifs.

Résultats du quatrième trimestre de 2015 et données comparatives

	T4 2015 \$	T4 2014 \$
<i>(en milliers de dollars, sauf pour les données par action)</i>		
Produits	92 441	86 880
Charge au titre des avantages du personnel	(46 462)	(41 497)
Matériel et fournitures	(22 550)	(25 414)
Charge locative	(7 786)	(6 925)
Autres charges	(3 966)	(2 880)
Dotation aux amortissements	(3 608)	(2 734)
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	1 709	2 353
Autres profits et pertes	874	460
Résultat d'exploitation	10 652	10 243
Charges financières	(226)	(242)
Produits financiers	(168)	167
Résultat avant impôt	10 258	10 168
Impôt sur le résultat	(1 775)	(1 723)
Résultat de la période	8 483	8 445
Résultat attribuable aux :		
Propriétaires de la Société	7 854	7 287
Participations ne donnant pas le contrôle	629	1 158
Résultat de la période	8 483	8 445
Résultat de base et dilué par action de catégorie A	0,61	0,56
Résultat de base et dilué par action de catégorie B	0,67	0,61

Les *produits* du quatrième trimestre de 2015 se sont élevés à 92,4 millions \$, en hausse de 5,5 millions \$ comparativement à la même période de 2014. Cette hausse s'explique par le niveau élevé d'activité du secteur des services maritimes au cours du quatrième trimestre.

Le ratio de la *charge au titre des avantages du personnel* sur les produits est demeuré relativement stable à 50,3 % et 47,8 % pour les quatrième trimestres de 2015 et de 2014, respectivement.

Au quatrième trimestre de 2015, la charge relative au *matériel et fournitures* a été légèrement plus faible qu'au quatrième trimestre de 2014. Les secteurs des services maritimes et des services environnementaux ont eu une composition différente des produits, entraînant une charge relative au matériel et fournitures plus faible que celle de 2014.

Toutes les autres charges incluses au résultat d'exploitation ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires normaux et sont demeurées à des niveaux similaires à ceux de 2014.

Le *résultat d'exploitation* du quatrième trimestre de 2015 s'est élevé à 10,7 millions \$, ce qui est similaire au résultat d'exploitation du quatrième trimestre de 2014. Le résultat d'exploitation est stable, mais il ne reflète pas le fait que le niveau d'activité dans le secteur des services maritimes a été plus élevé au cours du quatrième trimestre de 2015, facteur en partie contrebalancé par un niveau moins élevé d'activité dans le secteur des services environnementaux.

Principaux jugements, estimations et hypothèses

L'application des principales méthodes comptables de la Société exige que la direction exerce son jugement et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses sur les valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne sont pas facilement disponibles d'autres sources. Ces estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. L'évaluation de certains actifs et passifs au cours de la préparation des présents états financiers tient compte de plusieurs hypothèses formulées par la direction qui sont présentées à la note 4 des notes 2015. Une description plus détaillée des jugements, estimations et hypothèses est incluse dans les notes 2015, en particulier à l'égard des créances clients (notes 5 et 18), du goodwill (note 22), des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée (note 23), des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (note 20), de la dépréciation d'actifs à long terme, y compris du goodwill (note 22), de l'impôt différé (note 12), des avantages postérieurs à l'emploi (note 25) et des provisions (note 30). Les principales méthodes comptables de la Société sont utilisées de façon identique dans tous ses secteurs d'exploitation à présenter (note 35).

Adoption des nouvelles normes IFRS et des normes IFRS modifiées

Le 1^{er} janvier 2015, la Société a adopté l'IAS 19, *Avantages du personnel*, laquelle n'a pas eu d'incidence sur la présentation des états financiers ou sur les montants qui y sont présentés. Veuillez vous référer à la note 3 des notes 2015 pour une présentation complète de cette norme.

De plus, les normes comptables suivantes ont été publiées ou modifiées : IFRS 9, *Instruments financiers*; IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*; IFRS 16, *Contrats de location*; et IAS 1, *Présentation des états financiers*. À nouveau, veuillez vous référer à la note 3 des notes 2015 pour en savoir davantage sur ces normes.

Questions environnementales

Changements climatiques

Il n'est pas possible d'évaluer les conséquences des changements climatiques sur nos activités à ce moment-ci. Nous croyons que cela pourrait créer des inquiétudes, mais également des opportunités. Bien qu'il puisse y avoir des répercussions sur le niveau des eaux à certains ports, la saison pourrait être plus longue pour le transport vers l'Arctique. Elles sont suivies de façon régulière afin de s'assurer que nous serons bien positionnés pour parer à tout changement qui pourrait survenir dans les flux commerciaux.

Autres préoccupations environnementales

Nous manutentionnons diverses marchandises en vrac sur des sites où des activités industrielles ont eu lieu depuis de nombreuses années. Il est plus que probable que certains de ces sites aient déjà été contaminés par ces activités avant notre arrivée. Nous procédons généralement à une évaluation de base de la contamination des sites avant de signer un nouveau bail. Cette pratique limite notre responsabilité uniquement à nos activités. Logistec prend les questions environnementales très au sérieux et est déterminée à limiter et à réduire son empreinte environnementale.

Politique environnementale

Logistec a une politique santé, sécurité et environnement (« SSE ») qui reconnaît l'importance des aspects environnementaux de nos activités. Elle nous engage à tenir compte des répercussions possibles de l'ensemble de nos décisions et de nos activités courantes et futures sur l'environnement.

La politique stipule que la Société souscrira à certains principes, notamment :

- le respect et la conformité aux lois et règlements environnementaux actuels dans l'ensemble de nos activités;
- la réduction de nos impacts possibles sur l'environnement par l'adoption de mesures de protection et de prévention;
- l'utilisation de technologies écologiques;
- l'adoption et l'application de programmes visant à l'amélioration continue, mesurée par la surveillance des émissions et des déchets résultant de nos activités.

Alliance verte

Pour démontrer son engagement envers l'environnement, Logistec est membre de l'Alliance verte à titre de participant certifié depuis 2009. L'Alliance verte est une initiative conjointe Canada-États-Unis lancée dans le but d'implanter un programme environnemental pour l'industrie maritime d'un bout à l'autre du continent nord-américain. Fondée en 2008 par plusieurs dirigeants d'importantes entreprises de services maritimes de l'est du Canada, y compris notre chef de la direction, l'Alliance verte s'est rapidement distinguée par sa crédibilité, sa transparence et sa capacité à améliorer la performance environnementale de ses participants au-delà des exigences réglementaires. L'Alliance verte gère aujourd'hui un programme environnemental ambitieux permettant à toute entreprise maritime œuvrant au Canada comme aux États-Unis de renforcer volontairement sa performance environnementale de manière concrète et mesurable.

Ce programme, conçu initialement pour l'industrie maritime du Saint-Laurent et des Grands Lacs, a suscité un tel intérêt auprès de l'industrie qu'il a évolué pour couvrir l'ensemble de l'Amérique du Nord. Les entreprises participantes dans le programme volontaire évaluent chaque année leur performance selon une échelle allant du respect de la réglementation à l'excellence de leurs pratiques, à l'égard des sept enjeux environnementaux suivants : espèces aquatiques envahissantes, émissions atmosphériques polluantes, gaz à effet de serre, résidus de cargaison, eaux huileuses, conflits d'usage (ports et terminaux) et leadership environnemental.

Occasions

Être au service de l'industrie maritime peut constituer une occasion sous l'angle environnemental, puisque le transport maritime de marchandises est l'un des moyens de transport les plus économiques et les plus écologiques. La grande quantité de marchandises pouvant être transportées par un navire signifie généralement une plus faible consommation d'énergie par tonne de marchandises manutentionnées comparativement au transport terrestre. Les pressions environnementales des autorités afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre pourraient favoriser le transport maritime (via le fleuve Saint-Laurent par exemple), ce qui pourrait favoriser nos activités, puisque ces navires devront être chargés et déchargés.

Notre filiale Sanexen est active dans le domaine de la décontamination environnementale et de la réhabilitation de conduites d'eau souterraines, et il va sans dire que plus les entreprises et les municipalités développent une conscience environnementale, plus Sanexen est susceptible de profiter d'occasions d'affaires.

Régie d'entreprise

En matière de régie d'entreprise, Logistec a mis en place des pratiques correspondant à des normes élevées. Ces pratiques sont conformes aux exigences de l'*Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance* et du *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance*. Sept des 11 administrateurs de Logistec sont indépendants et les postes de président du conseil d'administration et de chef de la direction sont distincts. Le comité de régie d'entreprise et de ressources humaines et le comité de vérification sont composés exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification examine les rapports intermédiaires et annuels et les états financiers avant qu'ils soient soumis au conseil d'administration pour son approbation, et ses membres rencontrent l'auditeur indépendant de la Société séparément. À la suite d'une analyse appropriée par le comité de vérification, le conseil d'administration recommande la nomination de l'auditeur indépendant aux actionnaires.

Conformément aux exigences du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, la présidente et chef de la direction et le vice-président, finances ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »). Ils sont assistés dans ces responsabilités par un comité directeur de la certification, lequel est composé de membres de la haute direction de la Société incluant les deux cadres supérieurs mentionnés précédemment.

Ils ont révisé ce rapport de gestion, les états financiers annuels, la notice annuelle et la circulaire d'information qui inclut la divulgation et l'analyse de la rémunération (les « documents annuels »). À leur connaissance, les documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important, ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour l'exercice visé par les documents annuels. À leur connaissance, les états financiers annuels et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux dates de clôture des exercices présentés dans les documents annuels, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices présentés dans les documents annuels.

Sous la supervision du comité directeur de la certification, l'efficacité des CPCI a été évaluée. En se fondant sur cette évaluation, la présidente et chef de la direction et le vice-président, finances ont conclu que les CPCI étaient efficaces à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et que la conception de ces CPCI fournissait une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société, y compris ses filiales consolidées, leur a été communiquée de façon opportune lors de la préparation des documents annuels, et que l'information qui doit être présentée dans les documents annuels a été enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits.

La présidente et chef de la direction ainsi que le vice-président, finances ont également conçu ou fait concevoir sous leur supervision ce CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS. Sous la supervision du comité directeur de la certification, l'efficacité du CIIF a été évaluée. En se fondant sur cette évaluation, la présidente et chef de la direction et le vice-président, finances ont conclu que le CIIF est adéquat et efficace à fournir cette assurance au 31 décembre 2015.

Il n'y a eu aucune modification apportée au CIIF de la Société au cours du quatrième trimestre de 2015 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF de la Société.

Perspectives

Nous avons entamé l'exercice 2015 avec confiance, après un exercice 2014 exceptionnel, aussi bien sur le plan des produits que sur celui du résultat. Cependant, nous avons rencontré certains obstacles au début de l'exercice.

Une congestion au port de Virginie ainsi qu'un important dégât d'eau ont nui aux activités à nos installations pendant une grande partie de l'exercice. Un incendie majeur à Brunswick (GA) a détruit deux entrepôts et a sérieusement endommagé les systèmes de convoyeurs. Nous avons pu rapidement reprendre les activités sur ce site, mais avons engagé des coûts de manutention plus élevés en raison des dommages causés aux équipements (entrepôts, convoyeurs, tours, etc.).

L'exploitation de notre nouveau site de conteneurs à Montréal (QC) a représenté un plus grand défi que prévu. Nous avons connu une baisse de productivité, car nous avons temporairement utilisé des grues mobiles en attendant de recevoir nos grues portiques, ainsi qu'une hausse des frais fixes relativement à nos activités à un terminal toujours en construction. En outre, l'hiver doux que nous avons connu cette année a réduit le besoin en sel de voirie, la principale catégorie de marchandises que nous manutentionnons à Les Terminaux Rideau Bulk Terminals Inc. Sanexen a également connu un début d'exercice hésitant, car la chute des prix du pétrole brut a pratiquement éliminé les ventes au secteur de l'énergie.

Toutefois, notre modèle économique est solide. Son succès repose en partie sur la répartition des risques d'affaires entre plusieurs marchandises et services, et sur une vaste étendue géographique. D'ailleurs, malgré ces obstacles importants, nous sommes demeurés rentables au cours de chaque trimestre de 2015.

Nous avons entrepris la reconstruction d'un entrepôt à Brunswick (GA). Les activités seront partiellement perturbées à ce site en 2016, jusqu'à ce que l'entrepôt, plus grand, soit construit et en fonction. En revanche, les perspectives à long terme sont positives, car le nouvel aménagement sera plus efficace.

Le développement du nouveau terminal à conteneurs à Montréal (QC) se poursuit et devrait être achevé au quatrième trimestre de 2016. En 2017, nous prévoyons profiter pleinement de l'efficacité de ce nouveau terminal.

Après un début d'exercice hésitant, Sanexen a affiché son meilleur rendement en 2015. Grâce à son carnet de commandes actuel de plus de 100 millions \$ et au démarrage de Sanexen Water, Inc. aux États-Unis, Sanexen est bien positionnée pour obtenir un bon rendement en 2016. Sanexen Water, Inc. est une filiale en propriété exclusive qui a commencé à vendre et à installer notre technologie Aqua-Pipe aux États-Unis en 2015. Malgré des ventes modestes, deux équipes sont maintenant en place (dans l'est et dans l'ouest des États-Unis) et les perspectives sont positives. Nous avons poursuivi l'expansion de l'usine de Niedner afin d'augmenter sa capacité de production et de soutenir la croissance future d'Aqua-Pipe. L'accroissement de l'intégration verticale lié à l'acquisition de l'un de ses sous-traitants permettra principalement à Sanexen de contrôler les coûts.

Sur le plan macroéconomique, l'économie canadienne croît très lentement et est au bord de la récession, et le secteur des ressources naturelles stagne en raison de la baisse importante des prix des matières premières. La faiblesse des prix du carburant sera favorable sur le plan des dépenses opérationnelles, mais l'impact sur le dollar canadien pourrait faire augmenter l'inflation et réduire le pouvoir d'achat des Canadiens. La compétitivité du Canada en matière d'exportations pourrait être stimulée, bien qu'elle évolue lentement.

L'économie américaine s'améliore, mais le secteur manufacturier reste faible. La chute récente des prix du carburant ne s'est pas traduite par une augmentation des dépenses, les consommateurs semblant épargner plus d'argent.

Alors que la Société peut être touchée par ces divers éléments, plusieurs facteurs positifs devraient permettre de réduire leur impact. Grâce au bilan solide de Logistec et à son faible niveau d'endettement, nous sommes bien positionnés pour investir dans de nouvelles occasions. Nous recherchons activement des entreprises ou des opportunités de sous-traitance qui contribueront à notre plan de croissance.

Enfin, nous avons revu notre approche et notre politique SSE en 2015. Nous considérons ces éléments comme une valeur et une priorité de la Société et sommes engagés à soutenir nos activités en améliorant constamment notre performance en matière de SSE. Nous croyons que l'excellence dans la gestion de la SSE va au-delà de la conformité aux normes. Cela témoigne de notre engagement et de notre caractère distinct alors que nous nous efforçons de devenir une référence dans l'industrie.

Ce rapport de gestion ainsi que le rapport annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la notice annuelle, la circulaire d'information de même que la divulgation et l'analyse de la rémunération sont tous déposés sur le site Internet de SEDAR (www.sedar.com) et certains de ces documents peuvent également être consultés sur le site Internet de Logistec (www.logistec.com), dans la section « Investisseurs ».

Les rapports financiers intermédiaires et les communiqués de presse financiers peuvent aussi être consultés sur le site Internet de SEDAR et sur le site Internet de Logistec.

En vue d'informer les actionnaires et les investisseurs potentiels sur les perspectives de la Société, les rubriques du présent document peuvent contenir des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières, au sujet des activités de la Société, ses performances, sa situation financière et en particulier l'espérance de succès des efforts de la Société dans le développement et la croissance de ses affaires. Ces énoncés prospectifs expriment, en date du présent document, les estimations, prévisions, projections, attentes ou opinions de la Société à l'égard d'événements ou résultats futurs. Bien que la Société estime que les attentes suscitées par ces énoncés prospectifs sont basées sur des fondements et des hypothèses valables et raisonnables, ces énoncés prospectifs sont intrinsèquement sujets à des incertitudes et contingences importantes, dont plusieurs sont au-delà du contrôle de la Société, de sorte que le rendement de la Société pourrait différer sensiblement du rendement prévisionnel exprimé ou présenté dans de tels énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes importants qui pourraient faire différer de façon significative les résultats réels et les événements futurs des attentes actuelles exprimées sont examinés sous la rubrique « Risques d'affaires » du présent document et incluent, sans s'y restreindre, les performances des économies locales et internationales et leur effet sur les volumes de livraison, les conditions climatiques, les relations avec la main-d'œuvre, le niveau des prix et les activités de marketing des concurrents. Les lecteurs du présent document sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. La Société ne s'engage nullement à mettre à jour ni à réviser ces énoncés prospectifs, à moins que la loi ne l'exige.

(signé) Jean-Claude Dugas
Jean-Claude Dugas, CPA, CA
Le vice-président, finances

Le 22 mars 2016

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Logistec Corporation,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Logistec Corporation, qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014, et les états consolidés des résultats, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Logistec Corporation au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

(s) Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Montréal, Québec

22 mars 2016

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A109522

États consolidés des résultats

des exercices clos les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Notes	2015 \$	2014 \$
Produits	7	358 008	322 220
Charge au titre des avantages du personnel	8	(176 953)	(151 942)
Matériel et fournitures		(91 000)	(86 021)
Charge locative		(29 062)	(26 820)
Autres charges		(14 673)	(11 507)
Dotation aux amortissements	21	(12 328)	(10 246)
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	20	4 264	6 403
Autres profits et pertes	9, 39	5 528	2 525
Résultat d'exploitation		43 784	44 612
Charges financières	10	(936)	(693)
Produits financiers	11	313	468
Résultat avant impôt		43 161	44 387
Impôt sur le résultat	12	(10 288)	(9 870)
Résultat de l'exercice		32 873	34 517
Résultat attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		29 142	31 037
Participations ne donnant pas le contrôle		3 731	3 480
Résultat de l'exercice		32 873	34 517
Résultat de base et dilué par action ordinaire de catégorie A ⁽¹⁾	14, 32	2,25	2,37
Résultat de base et dilué par action subalterne à droit de vote de catégorie B ⁽²⁾	14, 32	2,47	2,59

⁽¹⁾ Action ordinaire de catégorie A (« action de catégorie A »).

⁽²⁾ Action subalterne à droit de vote de catégorie B (« action de catégorie B »).

États consolidés du résultat global

des exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2015 \$	2014 \$
Résultat de l'exercice		32 873	34 517
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats			
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		6 275	2 796
Pertes sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		(187)	(63)
Transfert des pertes sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie aux états consolidés des résultats		80	9
Impôt sur le résultat lié aux dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		31	17
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat		(7)	14
Total des éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats		6 192	2 773
Éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats			
Pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies	25	(239)	(2 861)
Rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice	25	(199)	1 430
Impôt sur le résultat sur les pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et sur le rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice	12	118	385
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat		(6)	28
Total des éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats		(326)	(1 018)
Autres éléments du résultat global de l'exercice, après impôt sur le résultat		5 866	1 755
Total du résultat global de l'exercice		38 739	36 272
Total du résultat global attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		35 008	32 792
Participations ne donnant pas le contrôle		3 731	3 480
Total du résultat global de l'exercice		38 739	36 272

États consolidés de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	23 811	26 381
Placement dans un contrat de service	17	1 157	1 366
Créances clients et autres débiteurs	18	77 333	67 052
Travaux en cours		6 438	1 027
Actifs d'impôt exigible	12	2 569	2 638
Charges payées d'avance	24	7 952	3 106
Stocks	19	6 553	4 585
		125 813	106 155
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	20	28 951	27 123
Immobilisations corporelles	21	111 022	99 663
Goodwill	22	22 615	21 407
Autres immobilisations incorporelles	23	20 247	18 286
Autres actifs non courants	24	5 194	1 704
Actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	25	522	768
Actifs financiers non courants	26	5 019	3 432
Actifs d'impôt différé	12	9 032	8 449
Total de l'actif		328 415	286 987
Passif			
Passif courant			
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	28	46 352	40 452
Produits différés		2 700	2 475
Passifs d'impôt exigible	12	650	1 159
Dividendes à payer	32	967	815
Tranche courante de la dette à long terme	29	2 159	1 261
Provisions	30	1 268	1 001
		54 096	47 163
Dettes à long terme	29	29 920	28 007
Provisions	30	766	644
Passifs d'impôt différé	12	12 433	9 380
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	25	12 955	12 453
Produits différés		4 533	4 933
Passifs financiers non courants	31	4 067	4 983
Total du passif		118 770	107 563
Engagements, passifs éventuels et garanties	37, 38		
Capitaux propres			
Capital social	32	14 985	14 906
Résultats non distribués		164 154	144 513
Cumul des autres éléments du résultat global		10 274	4 082
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société		189 413	163 501
Participations ne donnant pas le contrôle		20 232	15 923
Total des capitaux propres		209 645	179 424
Total du passif et des capitaux propres		328 415	286 987

Au nom du conseil

(signé) David M. Mann
Administrateur

(signé) Madeleine Paquin
Administrateur

États consolidés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Attribuable aux propriétaires de la Société						
		Cumul des autres éléments du résultat global					Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Capital social	Couvertures de flux de trésorerie	Conversion des devises	Résultats non distribués	Total		
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} janvier 2015		14 906	(56)	4 138	144 513	163 501	15 923	179 424
Résultat de l'exercice		—	—	—	29 142	29 142	3 731	32 873
Autres éléments du résultat global								
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		—	—	6 275	—	6 275	—	6 275
Pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice, après impôt sur le résultat	25	—	—	—	(320)	(320)	—	(320)
Couvertures de flux de trésorerie, après impôt sur le résultat		—	(76)	—	—	(76)	—	(76)
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat		—	(7)	—	(6)	(13)	—	(13)
Total du résultat global de l'exercice		—	(83)	6 275	28 816	35 008	3 731	38 739
Rachat d'actions de catégorie A	32	(16)	—	—	(974)	(990)	—	(990)
Émission et rachat d'actions de catégorie B	32	95	—	—	(4 641)	(4 546)	—	(4 546)
Somme reçue des participations ne donnant pas le contrôle		—	—	—	—	—	578	578
Dividendes sur actions de catégorie A	32	—	—	—	(2 047)	(2 047)	—	(2 047)
Dividendes sur actions de catégorie B	32	—	—	—	(1 513)	(1 513)	—	(1 513)
Solde au 31 décembre 2015		14 985	(139)	10 413	164 154	189 413	20 232	209 645

États consolidés des variations des capitaux propres (suite)

(en milliers de dollars canadiens)		Attribuable aux propriétaires de la Société						
	Notes	Cumul des autres éléments du résultat global			Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Capital social	Couvertures de flux de trésorerie	Conversion des devises				
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2014		15 030	(33)	1 342	135 552	151 891	11 791	163 682
Résultat de l'exercice		—	—	—	31 037	31 037	3 480	34 517
Autres éléments du résultat global								
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		—	—	2 796	—	2 796	—	2 796
Pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice, après impôt sur le résultat		—	—	—	(1 046)	(1 046)	—	(1 046)
Couvertures de flux de trésorerie, après impôt sur le résultat		—	(37)	—	—	(37)	—	(37)
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat		—	14	—	28	42	—	42
Total du résultat global de l'exercice		—	(23)	2 796	30 019	32 792	3 480	36 272
Rachat d'actions de catégorie A	32	(8)	—	—	(425)	(433)	—	(433)
Émission et rachat d'actions de catégorie B	32	(116)	—	—	(7 602)	(7 718)	—	(7 718)
Participation ne donnant pas le contrôle découlant de l'acquisition d'une entreprise	6	—	—	—	—	—	1 475	1 475
Rachat de capital social par une filiale	—	—	—	—	(167)	(167)	(823)	(990)
Dividendes sur actions de catégorie A	32	—	—	—	(7 314)	(7 314)	—	(7 314)
Dividendes sur actions de catégorie B	32	—	—	—	(5 550)	(5 550)	—	(5 550)
Solde au 31 décembre 2014		14 906	(56)	4 138	144 513	163 501	15 923	179 424

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

des exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2015 \$	2014 \$
Activités d'exploitation			
Résultat de l'exercice		32 873	34 517
Perte de valeur liée à des actifs détruits	39	6 066	—
Profit sur le recouvrement d'assurance d'actifs	39	(6 066)	—
Éléments sans effet sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	33	27 310	23 579
Trésorerie liée aux activités d'exploitation		60 183	58 096
Dividendes reçus des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	20	2 434	5 646
Cotisations en vertu des régimes de retraite à prestations définies	25	(1 119)	(1 607)
Règlement des provisions	30	(126)	(45)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	33	(11 765)	2 182
Impôt sur le résultat payé		(8 842)	(15 164)
		40 765	49 108
Activités de financement			
Variation nette des emprunts bancaires à court terme		—	(2 087)
Émission de la dette à long terme, nette des coûts de transaction	29	12 642	36 000
Remboursement de la dette à long terme	29	(9 945)	(13 613)
Intérêts payés		(913)	(705)
Émission d'actions de catégorie B	32	113	145
Rachat de capital social par une filiale		—	(990)
Rachat d'actions de catégorie A	32	(990)	(433)
Rachat d'actions de catégorie B	32	(4 873)	(8 100)
Dividendes versés sur les actions de catégorie A	32	(1 956)	(7 240)
Dividendes versés sur les actions de catégorie B	32	(1 452)	(5 508)
		(7 374)	(2 531)
Activités d'investissement			
Remboursement par un client du placement dans un contrat de service		209	231
Intérêts perçus		320	613
Trésorerie acquise lors de l'acquisition d'entreprises	6	—	1 622
Acquisition d'entreprises	6	—	(5 752)
Investissement dans une coentreprise		578	(100)
Acquisition d'immobilisations corporelles	21	(26 118)	(40 049)
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles	21	704	1 071
Acquisition d'immobilisations incorporelles	23	(56)	(211)
Remboursement d'actifs financiers non courants		—	3 288
Acquisition d'autres actifs non courants		(10 640)	(298)
Sortie d'autres actifs non courants		—	6
		(35 003)	(39 579)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		(1 612)	6 998
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		26 381	19 638
Effets des variations des cours de change sur le solde de la trésorerie détenue en monnaie étrangère des établissements à l'étranger		(958)	(255)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		23 811	26 381
Opérations sans effet sur la trésorerie et informations supplémentaires	33		

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

1. Informations générales

Logistec Corporation offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime, industrielle et municipale. La Société dispose d'installations de manutention de marchandises dans 30 ports de l'est de l'Amérique du Nord, en plus d'offrir des services de transport ferroviaire sur courte distance et des services d'agences maritimes aux armateurs et exploitants de navires étrangers desservant le marché canadien. La Société est fortement diversifiée en termes de catégories de marchandises manutentionnées, de localisation des installations portuaires et d'équilibre entre les activités liées à l'importation et à l'exportation. De plus, la Société, par l'intermédiaire de sa filiale Sanexen Services Environnementaux inc. (« Sanexen »), offre des services environnementaux incluant la réhabilitation structurale sans tranchée de conduites d'eau souterraines, la gestion des matières réglementées, la restauration de sites, l'analyse de risques et la fabrication de boyaux tissés.

La Société est constituée au Québec et elle est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. Son siège social est situé au 360, rue Saint-Jacques, bureau 1500, Montréal (QC) H2Y 1P5, Canada.

L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les présents états financiers consolidés audités ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 22 mars 2016.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des présents états financiers consolidés sont énoncées ci-après.

Base d'établissement

Les présents états financiers de la Société ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur, notamment les instruments financiers dérivés, les actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi et les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales.

Filiales

Les filiales sont toutes les entités contrôlées par la Société. La Société détient le contrôle lorsqu'elle détient le pouvoir sur l'entité émettrice, est exposée ou a droit à des rendements variables du fait de ses liens avec l'entité émettrice et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. Les filiales demeurent consolidées jusqu'à la date à laquelle la Société cesse de détenir le contrôle.

Les produits et les charges des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont compris dans les états consolidés des résultats et du résultat global à compter de la date d'entrée en vigueur de l'acquisition du contrôle et jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la perte du contrôle, selon le cas. Le total du résultat global des filiales est attribué aux propriétaires de la Société et aux participations ne donnant pas le contrôle, le cas échéant.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Au besoin, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que leurs méthodes comptables concordent avec les méthodes utilisées par la Société.

La Société utilise la méthode de l'acquisition pour comptabiliser les regroupements d'entreprises. La contrepartie transférée pour l'acquisition d'une filiale correspond à la juste valeur des actifs transférés, des passifs engagés et des parts de capitaux propres émises par la Société. La contrepartie transférée comprend la juste valeur de tout actif ou passif résultant d'un accord de contrepartie conditionnelle. Les coûts liés à l'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels repris lors d'un regroupement d'entreprises sont évalués initialement à leur juste valeur à la date d'acquisition. Pour chaque acquisition, la Société comptabilise toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise soit à sa juste valeur, soit selon sa quote-part de l'actif net identifiable comptabilisé de l'entreprise acquise.

Les changements dans les participations d'une société mère dans des filiales qui ne se traduisent pas par une perte de contrôle sont comptabilisés comme des transactions portant sur des capitaux propres.

Les transactions, soldes, produits, charges et flux de trésorerie intragroupes sont entièrement éliminés lors de la consolidation jusqu'à leur réalisation avec une tierce partie. Les écarts de change sur les éléments monétaires sont comptabilisés en résultat net au cours de la période où il surviennent, à l'exception des écarts de change sur les éléments monétaires à recevoir d'un établissement à l'étranger ou à payer à celui-ci dont le règlement n'est ni prévu ni probable (constituant ainsi une part de l'investissement net dans un établissement à l'étranger), qui sont comptabilisés initialement dans les autres éléments du résultat global et reclassés des capitaux propres en résultat net lorsque le remboursement des éléments monétaires survient.

Les filiales en propriété exclusive de la Société sont les suivantes :

Agences maritimes Logistec inc., Agences maritimes de Sorel inc., Autoterm Inc., BalTerm, LLC, CrossGlobe Transport, Ltd., Gestion immobilière SETL inc., Lakehead Shipping Company Limited, Les Terminaux Rideau Bulk Terminals Inc., Logistec Arrimage inc., Logistec Arrimage (Atlantique) inc., Logistec Arrimage (Nouveau-Brunswick) inc., Logistec Arrimage (Nouvelle-Écosse) inc., Logistec Arrimage (Ontario) inc., Logistec Stevedoring U.S.A. Inc., Logistec USA Inc., Ramsey Greig & Cie Itée et Tartan Terminals, Inc. Depuis le 31 janvier 2014, la Société détient également une participation de 85,82 % dans Les Solutions multimodales MtlLINK inc.

La Société détient 70,22 % de Sanexen. Son siège social est situé au 9935, rue de Châteauneuf, Entrée 1 - Bureau 200, Brossard (QC) J4Z 3V4, Canada. Sanexen détient 100 % de Niedner inc., de Sanexen Environnement SAS, de Mistral Environnement SAS et de Sanexen Water, Inc.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les participations dans des filiales détenues par des tiers. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présentée comme une composante des capitaux propres.

Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence se composent des participations dans des coentreprises et des entreprises associées de la Société.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Coentreprises

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel la Société convient avec d'autres parties d'exercer un contrôle conjoint sur une entreprise, lequel existe uniquement lorsque les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entreprise requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Elle implique la création d'une société par actions ou d'une société de personnes et les parties exerçant le contrôle conjoint ont des droits sur l'actif net de l'entreprise.

Entreprises associées

Une entreprise associée est une entité sur laquelle la Société a une influence notable et qui n'est ni une filiale, ni une participation dans une coentreprise. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politiques financières et opérationnelles de l'entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques.

Le résultat, les actifs et les passifs des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence sont comptabilisés dans les présents états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence, sauf si la participation est classée comme détenue en vue de la vente; dans ce cas, celle-ci est comptabilisée selon la norme IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*. Selon la méthode de la mise en équivalence, une participation dans une coentreprise ou une entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans les états consolidés de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part de la Société des résultats et des autres éléments du résultat global de la coentreprise ou de l'entreprise associée. Si la quote-part de la Société dans les pertes d'une coentreprise ou d'une entreprise associée est supérieure à sa participation dans la coentreprise ou l'entreprise associée (y compris toute participation à long terme qui, en substance, constitue une partie de la participation nette de la Société dans la coentreprise ou l'entreprise associée), la Société cesse de comptabiliser sa quote-part dans les pertes à venir, sauf si elle a contracté une obligation légale ou implicite ou a effectué des paiements au nom de la coentreprise ou de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la part revenant à la Société de la juste valeur nette des actifs identifiables, des passifs et des passifs éventuels de la coentreprise ou de l'entreprise associée constatée à la date d'acquisition est comptabilisé à titre de goodwill, qui est inclus dans la valeur comptable de la participation. Tout excédent de la part revenant à la Société de la juste valeur nette des actifs identifiables, des passifs et des passifs éventuels sur le coût d'acquisition, après réévaluation, est immédiatement comptabilisé aux états consolidés des résultats.

Les profits ou les pertes résultant de transactions entre la Société et ses coentreprises ou ses entreprises associées sont comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société seulement à hauteur des participations dans la coentreprise ou l'entreprise associée qui ne sont pas liées à la Société.

Comptabilisation des produits

Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les produits sont comptabilisés lorsqu'il est probable que des avantages économiques iront à la Société, lorsque le prix de vente est déterminable, que les services sont rendus ou que les biens sont expédiés et que la recouvrabilité est raisonnablement assurée.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Les produits de la Société découlent des activités d'arrimage, du chargement et du déchargement de la marchandise, de l'empotage et du dépotage de conteneurs, des droits de bassin, du transport routier et ferroviaire, de l'entreposage, de la livraison/réception par camion et des services d'agences maritimes. Les produits tirés des activités d'arrimage, du chargement et du déchargement de la marchandise, de l'empotage et du dépotage de conteneurs, des droits de bassin, du transport routier et ferroviaire, de la livraison/réception par camion et des services d'agences maritimes sont comptabilisés lorsque les services sont rendus. Des frais d'entreposage sont comptabilisés relativement à la marchandise entreposée dans les installations.

Les produits de la Société découlent également des services environnementaux liés à la réhabilitation des conduites d'eau souterraines, à la gestion des matières réglementées, à la restauration de sites, à l'analyse de risques ainsi qu'à la fabrication de boyaux tissés. Les produits découlant des activités de réhabilitation des conduites d'eau souterraines, de gestion des matières réglementées, de restauration de sites et d'analyse de risques sont constatés en fonction du degré d'avancement des travaux, lequel est déterminé par l'examen des travaux exécutés, et sont calculés selon les taux de facturation relatifs aux services rendus. Pour la fabrication des boyaux tissés, les produits sont comptabilisés lorsque les biens sont expédiés.

Dans les états consolidés de la situation financière, les travaux en cours représentent le montant brut non facturé pour un contrat donné qui sera perçu des clients pour des travaux liés au contrat exécutés jusqu'à la date considérée. Ils sont évalués au coût plus le profit constaté par la Société jusqu'à la date considérée duquel sont soustraites les facturations intermédiaires. Les produits différés incluent les services facturés, mais non encore rendus.

Accords de concession de services en vertu de l'interprétation IFRIC 12

L'interprétation IFRIC 12, *Accords de concession de services*, fournit des indications sur la comptabilisation de certains accords de concession de services de type « public-privé » admissibles en vertu desquels le concédant, généralement un gouvernement :

- contrôle ou réglemente les services que le concessionnaire doit fournir avec l'infrastructure, à qui il doit les fournir et à quel tarif;
- contrôle tout intérêt résiduel significatif dans l'infrastructure à l'échéance de l'accord.

Le concessionnaire comptabilise les actifs liés à l'infrastructure en tant qu'actifs financiers lorsqu'il n'assume pas le risque financier lié à l'utilisation de l'infrastructure, en tant qu'immobilisations incorporelles lorsqu'il assume le risque lié à la demande, ou une combinaison des deux lorsqu'il partage le risque lié à la demande avec le concédant.

Les produits tirés des accords de concession de services liés à la construction d'une infrastructure sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement des travaux. Les produits tirés de l'exploitation de l'infrastructure sont comptabilisés au cours de la période où les services sont rendus. Les produits financiers tirés des actifs financiers sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Monnaies étrangères

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments inclus dans les états financiers de chacun des établissements à l'étranger de la Société sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). La monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société est le dollar canadien.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Les états financiers des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle diffère de celle de la monnaie de présentation de la Société sont convertis en dollars canadiens. Les actifs et les passifs sont convertis aux taux en vigueur à la fin de la période de présentation de l'information financière; les éléments des produits et des charges sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions. Les profits et les pertes découlant de la conversion sont comptabilisés aux capitaux propres sous la rubrique cumul des autres éléments du résultat global – conversion des devises.

Transactions et soldes

Les éléments des produits et des charges résultant de transactions effectuées en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux en vigueur aux dates des transactions. Les éléments d'actif et de passif monétaires présentés dans les états consolidés de la situation financière sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux en vigueur à la fin de la période de présentation de l'information financière; les éléments non monétaires sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions. Les profits et les pertes de change résultant de la conversion sont comptabilisés aux états consolidés des résultats, sauf si la comptabilité de couverture est appliquée, comme il est décrit dans la rubrique instruments financiers dérivés.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. Elle est comptabilisée aux états consolidés des résultats, sauf si elle se rapporte à des éléments comptabilisés directement aux capitaux propres ou aux autres éléments du résultat global, auquel cas elle est comptabilisée aux capitaux propres ou aux autres éléments du résultat global.

Impôt exigible

L'impôt exigible correspond à l'impôt payable attendu sur le résultat avant impôt de l'exercice, déterminé selon le taux d'imposition adopté ou quasi adopté à la fin de la période de présentation de l'information financière, et à tout ajustement de l'impôt exigible pour les années précédentes.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans les états financiers consolidés et les valeurs fiscales correspondantes utilisées dans le calcul du bénéfice imposable. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'imposition dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'imposition qui sont adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont la Société s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

Actifs d'impôt différé

Des actifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible. De tels actifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés si la différence temporelle découle de la comptabilisation initiale d'autres actifs et passifs liés à une transaction (autre qu'un regroupement d'entreprises) qui n'a d'incidence ni sur le bénéfice imposable ni sur le résultat comptable.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés relativement au report de pertes fiscales et de crédits d'impôt inutilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, sur lequel les pertes fiscales et les crédits d'impôt inutilisés pourront être utilisés.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Les actifs d'impôt différé découlant des différences temporelles déductibles associées à des participations dans des filiales, des entreprises associées et des coentreprises sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que la différence temporelle se résorbera dans un avenir prévisible.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif.

Passifs d'impôt différé

En général, des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables. De tels passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés si la différence temporelle découle de la comptabilisation initiale du goodwill ou de la comptabilisation initiale d'autres actifs et passifs liés à une transaction (autre qu'un regroupement d'entreprises) qui n'a d'incidence ni sur le bénéfice imposable ni sur le résultat comptable.

Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans des filiales, des entreprises associées et des coentreprises, sauf si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et s'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et en banque, les placements à court terme dont l'échéance est de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition, et les placements à court terme rachetables en tout temps sans pénalité.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients sont les montants à recevoir des clients provenant de la prestation de services ou de la vente de biens dans le cours normal des activités. Les créances clients et autres débiteurs sont classés dans les actifs courants si les montants sont payables dans un délai d'un an ou moins. Les créances clients et autres débiteurs sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, puis évalués ultérieurement au coût amorti, déduction faite de la perte de valeur. La Société constitue une provision pour créances douteuses pour la perte de valeur au titre des créances clients. La charge relative aux créances douteuses est incluse dans le poste autres charges dans les états consolidés des résultats.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi selon la méthode du premier entré, premier sorti. Le coût des produits en cours et des produits finis inclut le coût des matières premières, le coût de la main-d'œuvre et les frais généraux pertinents. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé des stocks, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts nécessaires pour réaliser la vente.

Placements dans des contrats de service

Les placements dans des contrats de service représentent les montants payés par la Société pour des actifs qui seront utilisés dans des contrats de service dans le cadre desquels le client a un droit exclusif sur la totalité ou une partie des actifs pour une période déterminée et que la Société ne peut vendre ou autrement utiliser pour offrir des services à d'autres sans le consentement du client. Les placements sont comptabilisés comme des accords de financement d'après le rendement fixé selon les termes des contrats.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût, déduction faite des subventions publiques, diminuées du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les coûts subséquents sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, le cas échéant, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés aux éléments iront à la Société et que le coût peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'un actif remplacé est décomptabilisée lorsque l'actif est remplacé. Les coûts de réparation et d'entretien sont imputés aux états consolidés des résultats de la période où ils sont engagés.

Les immobilisations corporelles, diminuées de leur valeur résiduelle, sont amorties suivant le mode linéaire selon leurs durées d'utilité estimées. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Immeubles	5 à 25 ans
Machinerie et matériel roulant	3 à 20 ans
Matériel informatique	3 à 7 ans
Mobilier et agencements	3 à 10 ans
Améliorations locatives	4 à 10 ans
Matériel roulant loué en vertu de contrats de location-financement	5 ans

Les durées d'utilité estimées, les valeurs résiduelles et la méthode d'amortissement sont révisées annuellement et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective.

Les profits ou les pertes résultant de la sortie d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant les produits de la vente avec la valeur comptable de l'actif et sont inclus dans les états consolidés des résultats.

Contrats de location

Les contrats de location sont classés soit comme des contrats de location simple, soit comme des contrats de location-financement en fonction de la substance de la transaction au commencement du contrat de location.

Contrats de location simple

Les contrats dans lesquels le bailleur conserve une part importante des risques et des avantages liés à la propriété sont classés comme des contrats de location simple. Les charges au titre de la location dans le cadre d'un contrat de location simple sont comptabilisées dans les états consolidés des résultats sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Contrats de location-financement

Les contrats de location dans lesquels la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété est transférée à la Société sont classés comme des contrats de location-financement.

Les actifs détenus en vertu des contrats de location-financement sont initialement comptabilisés à titre d'actifs de la Société, à leur juste valeur déterminée au commencement du contrat de location ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Le passif correspondant à payer au bailleur est inscrit dans les états consolidés de la situation financière comme dette découlant d'un contrat de location-financement et est classé dans la dette à long terme.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement de la dette découlant du contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde restant dû au passif. Une charge financière est comptabilisée directement aux états consolidés des résultats à moins qu'elle ne soit directement attribuable à un actif qualifié; dans ce cas, elle est capitalisée.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Subventions publiques

Les subventions publiques relatives à l'acquisition d'immobilisations corporelles sont portées en diminution du coût des actifs connexes. Par conséquent, elles sont comptabilisées aux états consolidés des résultats sur la durée d'utilité de l'actif amortissable à titre de réduction de la dotation à l'amortissement. Les subventions publiques relatives à des charges sont comptabilisées en diminution des charges connexes. L'avantage tiré d'un prêt public à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché est traité comme une subvention publique et correspond à la différence entre le produit reçu et la juste valeur du prêt d'après les taux d'intérêt en vigueur sur le marché.

Goodwill

Le goodwill est évalué comme l'excédent du coût d'acquisition sur la part de la Société dans la juste valeur de tous les actifs et passifs identifiés. Le goodwill est initialement comptabilisé comme un actif à la juste valeur, et subséquemment évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie (les « UGT ») de la Société (ou à chacun des groupes d'UGT) qui devraient bénéficier des synergies du regroupement, et qui représentent le niveau le plus bas au sein de la Société auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne.

Les UGT auxquelles a été affecté le goodwill sont soumises annuellement à un test de dépréciation, sauf lorsque certains critères sont satisfaits, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'unité pourrait avoir subi une perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie aux fins de la vente et la valeur d'utilité. Dans le cadre de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité et est par la suite imputée aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chacun des actifs compris dans l'unité. Une perte de valeur comptabilisée pour un goodwill n'est pas reprise dans des périodes ultérieures.

À la sortie d'une UGT, le goodwill qui en découle est pris en compte dans la détermination du profit ou de la perte tiré(e) de la sortie.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées de droits de location et localisation et de relations clients. Elles ont des durées d'utilité limitées et sont inscrites au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles sont amorties suivant le mode linéaire selon leurs durées d'utilité estimées. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Relations clients	2 à 10 ans
Logiciels	3 à 5 ans
Frais de dragage	2 ans
Droits de location et localisation	21 ans

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement sont comptabilisés en tant qu'immobilisation incorporelle lorsque tous les critères suivants peuvent être démontrés :

- la faisabilité technique de l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou la vendre;
- la capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les frais de développement qui ne satisfont pas à ces critères sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement comptabilisés antérieurement en charges ne sont pas comptabilisés en tant qu'immobilisation incorporelle dans un exercice subséquent.

Dépréciation d'actifs non financiers autres que le goodwill

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société revoit la valeur comptable de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin de déterminer s'il existe une quelconque indication que ces actifs ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable est estimée en vue de déterminer le montant de la perte de valeur (le cas échéant). S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur comptable d'un actif (ou d'une UGT) est supérieure à sa valeur recouvrable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'UGT) est ramenée à sa valeur recouvrable. Toute perte de valeur est comptabilisée immédiatement aux états consolidés des résultats.

Si une perte de valeur est reprise ultérieurement, la valeur comptable de l'actif (ou de l'UGT) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable, dans la mesure où cette valeur comptable augmentée n'est pas supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif (ou cette UGT) au cours d'exercices antérieurs. Toute reprise de perte de valeur est comptabilisée immédiatement aux états consolidés des résultats.

Provisions

Les provisions comprennent les provisions pour garantie, pour demandes d'indemnisation et litiges, les provisions pour constater la quote-part supplémentaire de la Société des pertes de certaines coentreprises pour lesquelles elle a contracté des obligations implicites, et pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les provisions sont comptabilisées si la Société a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable que la Société sera tenue d'éteindre l'obligation et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de la période de présentation de l'information financière, en tenant compte des risques et incertitudes relatifs à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie (l'incidence de la valeur temps de l'argent étant importante).

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

S'il est prévu qu'une partie ou la totalité des avantages économiques nécessaires à l'extinction d'une provision seront recouverts d'un tiers, un montant à recevoir est comptabilisé comme un actif si on a la quasi-certitude que le remboursement sera reçu et si le montant à recevoir peut être évalué de façon fiable.

Garantie

Une filiale de la Société fournit une garantie limitée selon laquelle ses biens sont exempts de défaut de fabrication et de main-d'œuvre pendant cinq ans à partir de la date à laquelle les biens sont vendus. La provision est fondée sur la meilleure estimation de la direction du montant nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Demandes d'indemnisation et litiges

Une provision pour demandes d'indemnisation et litiges est comptabilisée lorsqu'il est probable que la Société sera tenue responsable. La provision est fondée sur la meilleure estimation de la direction du montant nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Société sont reliées principalement à ses obligations de retirer les actifs et de restaurer ses sites en vertu de contrats de location simple. La juste valeur d'un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisée dans l'exercice au cours duquel elle naît et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable de la juste valeur. La juste valeur d'un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est le montant pour lequel le passif pourrait être réglé dans une transaction courante entre des parties indépendantes, c'est-à-dire autrement que dans le contexte d'une opération forcée ou d'une liquidation. Le coût de la mise hors service d'immobilisations est inscrit à l'actif connexe et amorti selon une méthode rationnelle et systématique sur la durée d'utilité de l'actif.

Avantages postérieurs à l'emploi

Certains employés bénéficient de droits à prestations en vertu des régimes de retraite de la Société, qui sont soit des régimes de retraite à cotisations définies, soit des régimes de retraite à prestations définies. Ces régimes de retraite varient selon les cadres juridiques, financiers et fiscaux de chaque pays.

En ce qui concerne les régimes de retraite à prestations définies, le montant des prestations fournies est déterminé en fonction de la durée de service et de la rémunération de la personne bénéficiant des droits à prestations. De plus, le coût des prestations de retraite est déterminé par un calcul actuariel utilisant la méthode des unités de crédit projetées au prorata des services et la meilleure estimation de la direction relativement au rendement prévu des investissements des régimes de retraite, des augmentations de salaire et de l'âge auquel les salariés prendront leur retraite.

Le passif au titre des prestations de retraite comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, déduction faite de la juste valeur de l'actif des régimes. Tout actif résultant de ce calcul est limité à la valeur actualisée des remboursements disponibles et des réductions de contributions futures versées au régime.

La charge nette d'intérêts est calculée sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation au titre des prestations définies au début de l'exercice.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Les réévaluations sont incluses dans les autres éléments du résultat global, soit les écarts actuariels sur les obligations au titre des prestations et le rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice. Les écarts actuariels sont comptabilisés en totalité dans les autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent, sans les reclasser aux états consolidés des résultats dans les périodes subséquentes.

Le coût des services passés est reconnu à la première des deux dates suivantes :

- i. la date de modification ou de réduction du régime;
- ii. la date à laquelle l'entité comptabilise les coûts de restructuration ou les indemnités de cessation d'emploi correspondants.

Les cotisations versées en vertu des régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées comme une charge lorsque les employés ont rendu les services leur donnant droit à ces cotisations.

Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles des instruments. Les actifs et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur.

Actifs financiers

Les actifs financiers sont classés comme étant disponibles à la vente, comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat, comme des placements détenus jusqu'à leur échéance ou comme des prêts et créances. Ce classement dépend de la nature et de l'objet des actifs financiers et est déterminé au moment de la comptabilisation initiale.

Classement

La trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les actifs financiers non courants et les placements dans des contrats de service sont classés comme des prêts et créances.

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances sont évalués au coût amorti diminué de toute perte de valeur.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en appliquant le taux d'intérêt effectif, sauf en ce qui concerne les créances à court terme pour lesquelles la comptabilisation des intérêts serait négligeable.

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier et d'affectation des produits d'intérêts au cours de la période correspondante. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les rentrées futures de trésorerie estimatives sur la durée de vie prévue de l'actif financier ou, selon le cas, sur une période plus courte.

Dépréciation des actifs financiers

Les actifs financiers, autres que ceux comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat, font l'objet d'une évaluation des indices de dépréciation à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Les actifs financiers sont dépréciés s'il existe une indication objective de l'incidence d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale des actifs financiers sur les flux de trésorerie futurs estimés du placement.

Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier est décomptabilisé à l'échéance du droit contractuel sur les flux de trésorerie de l'actif.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Passifs financiers

Les passifs financiers sont classés soit à la juste valeur par le biais du résultat, soit comme autres passifs financiers.

Classement

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs, les dividendes à payer, la dette à long terme, les régimes d'intéressement à long terme et l'indemnisation des travailleurs sont classés comme autres passifs financiers.

Les autres passifs financiers sont par la suite évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, et les charges d'intérêts sont constatées selon le rendement effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un passif financier et d'affectation de la charge d'intérêts au cours de la période correspondante. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les décaissements futurs de trésorerie estimatifs sur la durée de vie prévue du passif financier ou, selon le cas, sur une période plus courte.

Coûts de transaction

Les coûts de transaction se rapportant à des passifs financiers non classés comme étant détenus à des fins de transaction sont portés en déduction de la valeur comptable du passif, puis amortis sur la durée prévue de l'instrument au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Décomptabilisation des passifs financiers

La Société décomptabilise les passifs financiers si, et seulement si, les obligations de la Société sont éteintes, qu'elles sont annulées ou qu'elles arrivent à expiration.

Instruments financiers dérivés

La Société conclut des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition au risque de change et au risque de taux d'intérêt. Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle le contrat dérivé est conclu, et ultérieurement évalués à leur juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le profit ou la perte qui en découle est immédiatement comptabilisé aux états consolidés des résultats à moins que le dérivé ne soit un instrument de couverture désigné et efficace; dans ce cas, le moment de comptabilisation aux états consolidés des résultats dépend de la nature de la relation de couverture.

Comptabilité de couverture

La comptabilité de couverture permet de comptabiliser la tranche efficace des profits ou des pertes découlant des instruments financiers dérivés dans la même période que ceux découlant de l'élément couvert. La Société désigne comme instruments de couverture des contrats de change à terme au titre du risque de change relatif à certaines transactions prévues touchant des actifs non financiers en tant que couvertures de flux de trésorerie. La Société désigne également comme instruments de couverture des contrats de swap de taux d'intérêt au titre du risque de taux d'intérêt relatif aux dettes à taux variable en tant que couvertures de flux de trésorerie.

Au moment de la création de la relation de couverture, l'entité prépare une documentation décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que ses objectifs en matière de gestion du risque et sa stratégie pour effectuer diverses transactions de couverture. De plus, à la création de la relation de couverture et régulièrement par la suite, la Société documente si l'instrument de couverture est hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuable au risque couvert.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et qui remplissent les conditions nécessaires pour pouvoir être ainsi désignés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et cumulée dans la rubrique cumul des autres éléments du résultat global – couvertures de flux de trésorerie. Le profit ou la perte lié à la partie inefficace est comptabilisé aux états consolidés des résultats, le cas échéant, au poste des autres profits et pertes.

Les profits ou les pertes qui ont précédemment été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et cumulés aux capitaux propres qui se rapportent aux transactions prévues concernant les actifs non financiers sont sortis des capitaux propres pour être pris en compte dans l'évaluation initiale du coût de l'actif non financier, alors que ceux qui se rapportent aux contrats de swap de taux d'intérêt sont reclassés aux états consolidés des résultats sur la période au cours de laquelle les paiements liés au taux d'intérêt variable sur les dettes sont affectés au résultat.

La comptabilité de couverture cesse lorsque la Société annule la relation de couverture, ou lorsque l'instrument de couverture arrive à maturité ou est vendu, résilié ou exercé, ou si la couverture ne satisfait plus aux critères de comptabilité de couverture. Tout profit ou toute perte comptabilisé aux autres éléments du résultat global et cumulé aux capitaux propres à ce moment-là demeure aux capitaux propres et est constaté lorsque la transaction prévue est finalement comptabilisée aux états consolidés des résultats. Si l'entité ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se produise, le profit ou la perte cumulé aux capitaux propres est immédiatement reclassé dans les états consolidés des résultats.

Résultat par action

Le résultat par action de base est obtenu en divisant le résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B en circulation durant l'exercice.

Le résultat par action dilué est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B en circulation par rapport aux instruments dilutifs. Le résultat par action dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions.

Capital social

Les actions de catégorie A et les actions de catégorie B sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres.

Paievements fondés sur des actions

Les paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres qui sont versés aux employés sont évalués à la juste valeur de ces instruments de capitaux propres à la date d'attribution. La juste valeur déterminée à la date d'attribution des paiements fondés sur des actions et réglés en instruments de capitaux propres est passée en charges sur une base linéaire, sur la période d'acquisition des droits et selon l'estimation de la Société quant au nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront éventuellement acquis, une augmentation correspondante des capitaux propres devant aussi être comptabilisée. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société révisé son estimation du nombre d'instruments de capitaux propres dont l'acquisition des droits est prévue. L'incidence de la révision des estimations initiales, le cas échéant, est comptabilisée de manière prospective aux états consolidés des résultats de telle façon que les charges cumulatives tiennent compte des estimations révisées, et un ajustement correspondant est apporté à la réserve au titre des avantages du personnel réglés en instruments de capitaux propres.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

3. Adoption des nouvelles normes IFRS et des normes IFRS modifiées

Le 1^{er} janvier 2015, la Société a adopté les normes IFRS modifiées suivantes :

Modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*

La norme IAS 19 a été modifiée en novembre 2013 pour simplifier la comptabilisation des cotisations qui ne dépendent pas du nombre d'années de service des employés. Aucune différence n'a été relevée quant à la comptabilisation des cotisations versées par la Société en vertu de ses régimes de retraite à prestations définies et, par conséquent, aucun ajustement aux données comparatives de 2014 n'a été requis.

Normes comptables publiées, mais non encore appliquées

Les normes comptables suivantes ont été publiées : IFRS 9, *Instruments financiers*; IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*; IFRS 16, *Contrats de location*; et IAS 1, *Présentation des états financiers*. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces normes sur les états financiers consolidés.

IFRS 9, *Instruments financiers*

En juillet 2014, la version finale de la norme IFRS 9 a été publiée et elle remplace l'IAS 39, *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*. Le classement et l'évaluation des actifs financiers se fondent sur une approche unique, qui reflète le modèle économique selon lequel les actifs sont gérés et les caractéristiques de leurs flux de trésorerie. Les exigences relatives aux passifs financiers reprennent en majeure partie les exigences de l'IAS 39. Les pertes de crédit attendues seront comptabilisées dès la comptabilisation initiale des instruments financiers, et le seuil de comptabilisation des pertes de crédit attendues sur leur durée de vie a été réduit. Un nouveau modèle de comptabilité de couverture est introduit, de même que des informations à fournir correspondantes à propos de la gestion du risque. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture permettra aux entités de mieux refléter dans les états financiers leurs activités de gestion du risque lors de la couverture des risques financiers et non financiers.

La norme doit être appliquée aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'adoption anticipée est permise.

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

La norme IFRS 15, publiée en mai 2014, précise quand et comment les produits seront comptabilisés. Elle fournit un modèle unique en cinq étapes devant être appliqué à tous les contrats avec les clients. Elle exige également que des informations supplémentaires soient fournies. La norme doit être appliquée aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018.

IFRS 16, *Contrats de location*

L'IFRS 16, publiée en février 2016, précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet. La norme présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur, exigeant la comptabilisation d'actifs et de passifs à l'égard de tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que l'actif sous-jacent a une faible valeur. Toutefois, la comptabilisation par le bailleur reste largement inchangée par rapport à l'IAS 17, *Contrats de location*, et la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement reste la même. La norme sera en vigueur pour les périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

IAS 1, *Présentation des états financiers*

La norme IAS 1 a été modifiée en décembre 2014 pour apporter des précisions à l'égard de certaines exigences déjà comprises dans l'IAS 1 en ce qui a trait à l'application du concept de l'importance relative, l'ordre des notes et la présentation de certains postes et sous-totaux dans l'état de la situation financière, l'état des résultats et l'état du résultat global. Les modifications doivent être appliquées aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2016.

4. Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations

L'application des principales méthodes comptables de la Société, qui sont décrites à la note 2, exige que la direction exerce son jugement et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses sur les valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne sont pas facilement disponibles d'autres sources. Les estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont régulièrement révisées. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision n'a d'incidence que sur cette période, ou dans la période de la révision et dans les périodes ultérieures si la révision a une incidence sur la période considérée et sur les périodes ultérieures.

L'évaluation de certains actifs et passifs au cours de la préparation des présents états financiers consolidés tient compte d'hypothèses formulées par la direction, en particulier à l'égard des éléments suivants :

Créances clients

La Société doit déterminer si elle est en mesure de recouvrer les créances clients auprès des clients. Par conséquent, la direction constitue une provision pour les pertes estimées découlant des défauts de paiement au cas par cas et, au besoin, en se fondant sur le pourcentage appliqué au classement chronologique des créances clients. Les créances clients sont radiées une fois qu'il est déterminé qu'elles ne peuvent plus être recouvrées. Advenant des différences entre les recouvrements futurs et les recouvrements estimés, celles-ci auront une incidence sur le résultat futur de la Société.

Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Le goodwill et certaines autres immobilisations incorporelles de la Société, lesquelles sont des droits de location et localisation, et des relations clients, découlent des regroupements d'entreprises. La méthode de l'acquisition nécessite de répartir le coût d'une acquisition entre les actifs nets acquis, en fonction de leur juste valeur respective. Lorsqu'elle procède à cette répartition, la Société doit déterminer et attribuer la valeur et la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles qu'elle a acquises. Pour ce faire, elle procède à d'importantes estimations et hypothèses concernant les projections de flux de trésorerie, le risque économique et le coût pondéré du capital.

Ces estimations et hypothèses servent à déterminer la valeur allouée aux autres immobilisations incorporelles identifiables et au goodwill, ainsi que la période d'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables dont la durée d'utilité est déterminée. Advenant une différence ayant des répercussions négatives entre les événements ou les résultats futurs et ces estimations et hypothèses, la Société pourrait comptabiliser ultérieurement l'incidence de la différence de manière prospective.

Dépréciation d'actifs à long terme, y compris du goodwill

À chaque date de présentation de l'information financière, en cas d'indice de dépréciation d'actifs à long terme, y compris du goodwill, et au minimum annuellement pour le goodwill, la Société procède à un test de dépréciation afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. L'analyse de la

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

dépréciation se fonde sur des éléments subjectifs et nécessite d'établir des estimations significatives tout au long du processus. Veuillez vous référer à la note 22 pour une discussion portant sur le test de dépréciation du goodwill de la Société.

Impôt différé

La détermination du caractère recouvrable des actifs d'impôt différé se fonde sur une évaluation de la capacité de la Société à réduire son bénéfice imposable futur au moyen des déductions fiscales sous-jacentes futures avant que celles-ci n'arrivent à échéance. L'évaluation est effectuée en tenant compte de la réglementation fiscale en vigueur et à partir de l'estimation du bénéfice imposable futur.

Travaux en cours

Les travaux en cours sont évalués au coût plus le profit comptabilisé par la Société depuis le début des travaux, déduction faite de la facturation progressive. La Société doit évaluer le profit à comptabiliser pour un contrat donné, en fonction du profit attendu du contrat et de l'expérience pour ce type de contrat.

Charges payées d'avance

L'évaluation des tranches courante et non courante des charges payées d'avance liées à un contrat d'achat ferme de service (note 24) résulte de l'estimation par la direction de l'utilisation future des services prévus.

Avantages postérieurs à l'emploi

Les techniques actuarielles utilisées pour évaluer la valeur des régimes de retraite à prestations définies requièrent d'établir des hypothèses financière (taux d'actualisation) et démographique (taux d'augmentation des salaires) importantes. Pour évaluer ces hypothèses, la Société a recours aux services d'un actuaire indépendant.

Il est possible que, dans les exercices futurs, les hypothèses actuarielles utilisées par la Société diffèrent sensiblement de la situation réelle, compte tenu du caractère fluctuant des conditions économiques et de marché, des décisions en matière de réglementation et de justice, du taux de sortie du régime ou de l'espérance de vie des participants. Veuillez vous référer à la note 25 pour de plus amples détails concernant les hypothèses actuarielles importantes utilisées pour mesurer le passif net au titre des prestations définies de la Société.

5. Gestion du risque financier

Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société concernant la gestion du capital sont les suivants :

- maintenir une structure du capital permettant à la Société de choisir parmi diverses options de financement, pour pouvoir bénéficier d'occasions potentielles lorsqu'elles surviennent;
- offrir un bon rendement sur l'investissement aux actionnaires;
- maintenir un ratio d'endettement inférieur à 40 %. Le ratio d'endettement se calcule en divisant la dette à long terme (incluant la tranche courante) par la somme de la dette à long terme (incluant la tranche courante) et des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

La Société inclut dans son capital les éléments suivants :

- trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme, le cas échéant;
- dette à long terme (incluant la tranche courante) et emprunts bancaires à court terme, le cas échéant;
- capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

La stratégie financière de la Société est formulée et adaptée selon les conditions du marché afin de maintenir une structure du capital flexible conforme aux objectifs indiqués précédemment et de répondre aux caractéristiques de risque liées aux actifs sous-jacents. Dans le but de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut refinancer ses dettes existantes, contracter de nouvelles dettes, rembourser des dettes, racheter des actions aux fins d'annulation conformément à des offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des activités ou émettre de nouvelles actions.

Le conseil d'administration de la Société détermine le niveau des paiements de dividendes. À ce jour, la pratique a été de maintenir des paiements trimestriels de dividendes avec des hausses au fil des années.

Le capital géré se détaille comme suit :

	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 811	26 381
Dette à long terme, incluant la tranche courante	32 079	29 268
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	189 413	163 501

La Société mesure le ratio d'endettement sur une base trimestrielle. Au 31 décembre 2015, le ratio correspondait à 14,5 %, selon une dette de 32 079 \$ divisée par une capitalisation de 221 492 \$ (15,2 % au 31 décembre 2014, basé sur 29 268 \$ / 192 769 \$), ce qui est conforme à l'objectif de la Société.

Gestion du risque financier

En raison de la nature de ses activités et du fait qu'elle détient des instruments financiers, la Société est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, plus particulièrement en ce qui concerne le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. La Société effectue une évaluation complète des questions liées au crédit avant de s'engager à faire un placement et surveille activement, et de manière continue, la santé financière des entités émettrices. De plus, la Société est exposée au risque de crédit imputable à ses clients. D'une part, la Société fait principalement affaire avec d'importants clients industriels bien établis, ce qui réduit le risque de crédit. D'autre part, le nombre de clients servis par la Société est limité, ce qui augmente le risque de concentration d'affaires et de dépendance économique. Au total, la Société sert environ 1 600 clients. En 2015, les 20 clients les plus importants ont représenté 49,0 % (49,0 % en 2014) des produits consolidés et aucun client n'a généré plus de 10 % des produits consolidés ni n'a représenté plus de 10 % des créances clients.

À chaque date de clôture, la direction revoit la provision pour créances douteuses et les créances en souffrance. La provision pour créances douteuses et les créances en souffrance sont présentées plus en détail à la note 18.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Le risque de crédit maximal auquel la Société est exposée à l'égard de chacun de ses actifs financiers (la trésorerie et équivalents de trésorerie, le placement dans un contrat de service, les créances clients et autres débiteurs et les actifs financiers non courants) correspond à sa valeur comptable.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est l'exposition de la Société au risque de ne pas être en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société surveille le niveau de sa trésorerie et de sa dette et prend les mesures appropriées pour s'assurer qu'elle dispose de suffisamment de trésorerie pour répondre aux besoins opérationnels, tout en assurant la conformité aux clauses restrictives.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des obligations financières :

Au 31 décembre 2015	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels \$	Moins de 1 an \$	1-3 ans \$	4-7 ans \$
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	46 352	46 352	46 352	—	—
Dette à long terme ⁽¹⁾	33 461	33 461	2 582	29 279	1 600
Passifs financiers non courants, déduction faite du dérivé	3 900	3 900	—	3 631	269
	83 713	83 713	48 934	32 910	1 869

Au 31 décembre 2014	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels \$	Moins de 1 an \$	1-3 ans \$	4-7 ans \$
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	40 452	40 452	40 452	—	—
Dette à long terme ⁽¹⁾	30 311	30 311	1 505	22 601	6 205
Passifs financiers non courants, déduction faite du dérivé	4 920	4 920	—	3 393	1 527
	75 683	75 683	41 957	25 994	7 732

⁽¹⁾ Inclut le capital et les intérêts.

Compte tenu du niveau de liquidité actuel combiné aux flux de trésorerie futurs qui seront générés par les activités d'exploitation, la Société est d'avis que son risque de liquidité est faible.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que les variations des prix de marché, comme les taux de change et les taux d'intérêt, aient une incidence sur les résultats de la Société ou sur la valeur de ses instruments financiers. La Société est principalement exposée au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

Risque de taux d'intérêt

Une filiale de la Société détient des contrats de swap de taux d'intérêt relatifs à ses dettes pour échanger le taux variable pour un taux fixe, réduisant ainsi la sensibilité de la Société aux fluctuations des taux d'intérêt.

Analyse de sensibilité

Au 31 décembre 2015, la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société était de 92 % (96 % en 2014). En tenant compte des contrats de swap de taux d'intérêt mentionnés précédemment, la portion à taux variable au 31 décembre 2015 était de 50 % (61 % en 2014). Toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux d'intérêt préférentiel sur la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société au 31 décembre

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

2015, excluant la dette portant intérêt à taux variable pour laquelle le taux variable a été échangé pour un taux fixe, aurait eu une incidence négative de 160 \$ (180 \$ en 2014) sur le résultat de l'exercice. Une variation hypothétique de -1,0 % du taux d'intérêt préférentiel aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice.

Contrats de swap de taux d'intérêt

Les swaps de taux d'intérêt sont désignés en tant que couvertures de flux de trésorerie. Au 31 décembre 2015, le montant notionnel décroissant du contrat de swap de taux d'intérêt non échu était de 8 571 \$ (10 000 \$ en 2014). Le taux d'intérêt variable du swap de taux d'intérêt est le taux CDOR et le taux d'intérêt fixe est de 1,79 %. Le contrat de swap de taux d'intérêt est réglé mensuellement et il viendra à échéance le 27 août 2018.

Risque de change

La Société est exposée principalement aux fluctuations du dollar américain. La Société estime que le risque est restreint et, par conséquent, elle ne détient pas d'instruments dérivés pour réduire son exposition.

En 2015, toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une appréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu une incidence favorable de 1 589 \$ (1 371 \$ en 2014) sur le résultat de l'exercice et une incidence favorable de 2 864 \$ (2 627 \$ en 2014) sur le total du résultat global. Une dépréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice et sur le total du résultat global.

Au 31 décembre 2015, un total de 36 115 \$, ou 23 296 \$ US, et 2 577 € (27 075 \$, ou 21 181 \$ US, et 1 783 € en 2014) de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des créances clients et autres débiteurs était libellé en devises. Au 31 décembre 2015, un total de 17 226 \$, ou 11 034 \$ US, et 1 301 € (9 722 \$, ou 7 414 \$ US, et 798 € en 2014) des dettes fournisseurs et autres créditeurs était libellé en devises.

Juste valeur des instruments financiers

Aux 31 décembre 2015 et 2014, les justes valeurs estimatives de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des dettes fournisseurs et autres créditeurs et des dividendes à payer se rapprochaient de leur valeur comptable respective en raison de leur nature à court terme.

La juste valeur estimative d'effets à recevoir à long terme n'accusait pas de différence importante comparativement à leur valeur comptable aux 31 décembre 2015 et 2014, selon le taux estimé par la Société pour les effets à recevoir à long terme ayant des termes et conditions similaires.

La juste valeur estimative du placement dans un contrat de service n'accusait pas de différence importante comparativement à sa valeur comptable aux 31 décembre 2015 et 2014, puisque les termes et conditions étaient similaires aux conditions actuelles.

La juste valeur estimative de la dette à long terme n'accusait pas de différence importante comparativement à sa valeur comptable aux 31 décembre 2015 et 2014, puisqu'elle portait principalement intérêt à des taux variables et que ses conditions de financement étaient similaires à celles dont disposait alors la Société. La juste valeur du contrat de swap de taux d'intérêt est présentée dans le tableau suivant.

La hiérarchie des justes valeurs exige l'utilisation de données de marché observables lorsque de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

La hiérarchie des justes valeurs comporte les niveaux suivants :

- Niveau 1 – évaluation fondée sur les prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 – techniques d'évaluation de l'actif ou du passif fondées sur des données autres que les prix cotés présentés au niveau 1 et qui sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);
- Niveau 3 – techniques d'évaluation de l'actif ou du passif fondées sur des données de marché qui ne sont pas observables (données non observables).

Le tableau suivant présente les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur aux états consolidés de la situation financière, classés selon la hiérarchie des justes valeurs décrite plus haut :

Au 31 décembre 2015

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Passifs financiers	\$	\$	\$	\$
Dérivé utilisé en tant qu'instrument de couverture	—	167	—	167
Passifs financiers totaux	—	167	—	167

Au 31 décembre 2014

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Passifs financiers	\$	\$	\$	\$
Dérivé utilisé en tant qu'instrument de couverture	—	62	—	62
Passifs financiers totaux	—	62	—	62

Le dérivé est évalué à la juste valeur selon l'approche par le résultat, selon laquelle les flux de trésorerie futurs associés sont convertis en un montant unique actualisé. Lors de l'évaluation de la juste valeur, les flux de trésorerie futurs associés à la portion variable du swap de taux d'intérêt sont fonction du taux d'intérêt prévu être en vigueur au moment desdits flux de trésorerie.

6. Acquisition d'entreprises

Le 31 janvier 2014, la Société, par l'intermédiaire de sa filiale en propriété exclusive, Logistec Arrimage inc., a augmenté sa participation dans Terminal Mestco inc. (« Mestco ») d'une coentreprise détenue à 50 % à une filiale détenue à 85,8 %, à la suite de la conversion des dettes fournisseurs par la Société et l'autre coentrepreneur, et d'un investissement supplémentaire de 7 100 \$ en actions de Mestco par la Société, payé en trésorerie. Le 21 octobre 2014, Mestco a changé de raison sociale pour Les Solutions multimodales MtlLINK inc. (« MtlLINK »). MtlLINK fournit des services de logistique portuaire à Montréal-Est (QC). Les services comprennent l'emportage et le dépotage de conteneurs, l'entreposage et la distribution, et d'autres services à valeur ajoutée aux compagnies maritimes et aux clients industriels. Cette transaction a renforcé la position de la Société dans l'industrie de la logistique portuaire.

Le 21 mai 2014, la Société, par l'intermédiaire de sa filiale Sanexen, a acquis 100 % des actions émises et en circulation de Mistral Environnement SAS (« Mistral ») pour 3 853 € (5 752 \$ CA). Le paiement a été effectué en trésorerie. Mistral fournit des services de gestion des matières réglementées en France. Cette transaction a élargi la gamme de services environnementaux offerts par Sanexen en France.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Aux dates d'acquisition, la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris sous-jacents était la suivante :

	MtLINK \$	Mistral \$
Actif courant	854	2 194
Immobilisations corporelles	1 711	106
Goodwill	2 199	3 892
Actifs d'impôt différé	560	—
Passif courant	(530)	(440)
Dette à long terme	(1 293)	—
Autres passifs non courants	(200)	—
	3 301	5 752
Participation ne donnant pas le contrôle	(1 475)	—
Contreparties totales transférées	1 826	5 752

La juste valeur des contreparties transférées était la suivante :

	MtLINK \$	Mistral \$
Trésorerie	—	5 752
Juste valeur des titres de capitaux propres détenus par la Société avant l'acquisition	300	—
Conversion des dettes fournisseurs dues par les entreprises acquises	1 526	—
Contreparties totales transférées	1 826	5 752

Les débiteurs acquis dans le cadre de l'acquisition de Mistral, comprenant essentiellement des créances clients, avaient une juste valeur et un montant contractuel brut de 884 \$. Depuis, tous les débiteurs ont été recouvrés.

Les coûts d'acquisition n'étaient pas significatifs et ont été exclus des contreparties transférées, et comptabilisés en charges dans les autres charges des états consolidés des résultats.

La participation ne donnant pas le contrôle de MtLINK a été comptabilisée à la juste valeur, laquelle a été convenue par la Société et par l'autre coentrepreneur.

La juste valeur à la date d'acquisition de la participation de 50 % dans MtLINK détenue par la Société, immédiatement avant la date d'acquisition, était de 300 \$. La réévaluation de la participation de 50 % dans MtLINK détenue par la Société à la juste valeur a donné lieu à la comptabilisation d'un profit de 1 125 \$, lequel a été comptabilisé dans les autres profits et pertes des états consolidés des résultats.

Goodwill

Le goodwill comptabilisé dans le cadre des acquisitions de MtLINK et de Mistral découle des synergies attendues et des immobilisations incorporelles ne répondant pas aux critères de comptabilisation séparée. Le goodwill n'est pas déductible à des fins fiscales.

Incidence des acquisitions sur les résultats de la Société

En 2014, des produits de 2 700 \$ et une perte de l'exercice de 755 \$ ont été attribuables à l'apport des activités de MtLINK.

En 2014, des produits de 2 270 \$ et un résultat de l'exercice de 95 \$ ont été attribuables à l'apport des activités de Mistral.

Si l'acquisition de ces entreprises avait été effectuée le 1^{er} janvier 2014, les produits de la Société auraient été de 323 724 \$ et le résultat de l'exercice aurait été de 34 544 \$ en 2014.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

7. Produits

	2015 \$	2014 \$
Produits provenant de la vente de biens	35 257	38 192
Produits provenant de la prestation de services	322 583	283 892
Produits d'intérêts tirés du placement dans un contrat de service	168	136
	358 008	322 220

8. Charge au titre des avantages du personnel

La rémunération totale des employés de la Société, incluant celle des principaux dirigeants, se détaille comme suit :

	2015 \$	2014 \$
Salaires et avantages sociaux	167 068	143 090
Régimes de retraite à prestations définies (note 25)	1 506	1 348
Régimes de retraite à cotisations définies (note 25)	1 975	1 848
Régimes de retraite d'État	1 661	1 624
Régime de retraite d'un organisme périgouvernemental	303	237
Autres avantages à long terme	4 440	3 795
	176 953	151 942

La rémunération des principaux dirigeants est discutée plus en détail à la note 34.

9. Autres profits et pertes

	2015 \$	2014 \$
Profits de change nets	3 340	1 095
Profit tiré de la réévaluation de la participation de 50 % détenue dans MtlLINK (note 6)	—	1 125
Perte de valeur liée à des actifs détruits	6 449	—
Profit sur le recouvrement d'assurance d'actifs	(6 449)	—
Profit tiré de la sortie d'immobilisations corporelles	252	305
Profit résultant d'un jugement et d'une quittance générale réciproque avec une tierce partie	1 936	—
	5 528	2 525

10. Charges financières

	2015 \$	2014 \$
Intérêts des emprunts bancaires à court terme	16	10
Intérêts de la dette à long terme	896	618
Amortissement des coûts de transaction et autres charges d'intérêts	24	65
	936	693

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

11. Produits financiers

	2015 \$	2014 \$
Produits d'intérêts tirés de la trésorerie et équivalents de trésorerie	259	220
Produits d'intérêts tirés des actifs financiers non courants	3	188
Autres	51	60
	313	468

12. Impôt sur le résultat

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat selon le taux prévu par la loi et de la charge d'impôt sur le résultat s'établit comme suit :

	2015 \$	2014 \$
Résultat avant impôt	43 161	44 387
Moins : quote-part du résultat des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(4 264)	(6 403)
Résultat avant impôt de la société mère et des filiales	38 897	37 984
Charge d'impôt sur le résultat selon le taux prévu par la loi de 27,89 % (27,69 % en 2014)	10 847	10 519
Différentiel de taux d'imposition appliqué à l'impôt différé	—	(3)
Éléments non déductibles	216	203
Incidence de la comptabilisation de pertes en capital antérieures	(17)	(52)
Ajustements liés aux exercices précédents et autres	(758)	(797)
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée au résultat	10 288	9 870
Taux d'imposition effectif	26,45 %	25,99 %

Le tableau suivant présente les composantes de la charge d'impôt sur le résultat pour les exercices :

	2015 \$	2014 \$
Impôt exigible		
Charge d'impôt exigible pour l'exercice courant	8 809	11 053
Ajustements relatifs à l'exercice précédent	(15)	(173)
Impôt différé		
Charge (économie) d'impôt différé comptabilisée au cours de l'exercice	1 494	(1 010)
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée au résultat	10 288	9 870

Soldes d'impôt différé

Les soldes comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière sont les suivants :

	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Actifs d'impôt différé	9 032	8 449
Passifs d'impôt différé	(12 433)	(9 380)
	(3 401)	(931)

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Les soldes d'impôt différé pour lesquels il existe un droit de compensation au sein d'une même juridiction sont présentés au net dans les états consolidés de la situation financière, tel qu'il est permis par l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*.

Les variations au titre des actifs d'impôt différé et des passifs d'impôt différé, avant cette compensation des soldes, sont décrites ci-dessous :

Actifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles \$	Pertes fiscales inutilisées \$	Avantages postérieurs à l'emploi \$	Autres immobilisations incorporelles \$	Autres \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2014	2 016	2 903	2 656	237	1 796	9 608
Acquisition d'entreprises (note 6)	—	560	—	—	—	560
Économie (charge) à l'état des résultats	(85)	670	(49)	11	534	1 081
Économie à l'état du résultat global	—	—	385	—	—	385
Incidence des écarts de change	—	158	—	—	—	158
Au 31 décembre 2014	1 931	4 291	2 992	248	2 330	11 792
Économie (charge) à l'état des résultats	77	(581)	127	(67)	663	219
Économie à l'état du résultat global	—	—	118	—	—	118
Incidence des écarts de change	(212)	262	—	—	185	235
Au 31 décembre 2015	1 796	3 972	3 237	181	3 178	12 364

Passifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles \$	Placement dans un contrat de service \$	Retenues sur contrat \$	Autres immobilisations incorporelles \$	Autres \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2014	(2 461)	(431)	(2 093)	(6 708)	(209)	(11 983)
Économie (charge) à l'état des résultats	(488)	62	(377)	290	442	(71)
Incidence des écarts de change	(104)	—	—	—	(565)	(669)
Au 31 décembre 2014	(3 053)	(369)	(2 470)	(6 418)	(413)	(12 723)
Économie (charge) à l'état des résultats	(1 565)	57	(754)	147	402	(1 713)
Incidence des écarts de change	—	—	—	(1 329)	—	(1 329)
Au 31 décembre 2015	(4 618)	(312)	(3 224)	(7 600)	(11)	(15 765)

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Pertes fiscales inutilisées

Le montant de pertes fiscales autres qu'en capital inutilisées de la Société s'élève à 18 906 \$ (16 007 \$ en 2014), dont 4 809 \$ n'ont pas été comptabilisés (4 301 \$ en 2014). Ces pertes viennent à échéance au cours des exercices suivants :

Exercice	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
2026 à 2029	233	54
2030	3 062	3 728
2031	6 217	5 659
2032	657	627
2033	1 083	1 066
2034	4 882	4 873
2035	2 772	—

Des avantages fiscaux d'un montant de 3 972 \$ (4 291 \$ en 2014) ont été comptabilisés relativement aux pertes fiscales autres qu'en capital inutilisées, incluant un montant de 2 489 \$ (1 360 \$ en 2014) provenant des filiales étrangères. La Société dispose également de pertes en capital non comptabilisées d'un montant de 552 \$ (1 680 \$ en 2014) qui peuvent être reportées en avant indéfiniment.

13. Contrats de location simple

La Société en tant que locataire

Contrats de location

Les contrats de location simple ont trait aux contrats de location portant sur des bureaux, des installations portuaires et de l'équipement qui expirent jusqu'en 2031. La Société a la possibilité d'acheter certains équipements loués à la fin des contrats. La Société a également l'option de renouveler certains contrats de location portant sur des bureaux, des installations portuaires et de l'équipement. Les loyers conditionnels sont déterminés selon le volume et le type de marchandises manutentionnées.

Les paiements comptabilisés se détaillent comme suit :

	2015 \$	2014 \$
Paiements minimaux au titre de la location	15 419	14 968
Loyers conditionnels	6 840	6 313
Paiements reçus au titre des sous-locations	(825)	(1 067)
	21 434	20 214

Des paiements minimaux futurs au titre des sous-locations s'élevant à 327 \$ (504 \$ en 2014) devraient être reçus.

Les engagements de la Société en vertu des contrats de location simple sont décrits plus en détail à la note 37.

14. Résultat par action

La Société n'ayant aucun instrument dilutif, le résultat de base et le résultat dilué par action sont calculés en divisant le résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et de catégorie B en circulation lors de l'exercice.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Le résultat et le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B utilisés pour calculer le résultat de base et dilué par action se détaillent comme suit :

	2015 \$	2014 \$
Résultat attribuable aux propriétaires d'actions de catégorie A	16 745	17 642
Résultat attribuable aux propriétaires d'actions de catégorie B	12 397	13 395
	29 142	31 037
	2015	2014
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation, de base et dilué	7 446 514	7 464 730
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, de base et dilué	5 011 558	5 152 350
	12 458 072	12 617 080

15. Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers dans les états financiers consolidés de la situation financière se détaillent comme suit :

Valeur comptable	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Prêts et créances		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 811	26 381
Placement dans un contrat de service	1 157	1 366
Créances clients et autres débiteurs	77 333	67 052
Actifs financiers non courants	5 019	3 432
	107 320	98 231
Autres passifs financiers		
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(46 352)	(40 452)
Dividendes à payer	(967)	(815)
Tranche courante de la dette à long terme	(2 159)	(1 261)
Dette à long terme	(29 920)	(28 007)
Passifs financiers non courants, déduction faite du dérivé	(3 900)	(4 921)
	(83 298)	(75 456)

La juste valeur des instruments financiers de la Société est discutée à la note 5.

16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Fonds en caisse et en banque	23 811	24 881
Dépôt à terme, portant intérêt au taux préférentiel de la banque moins 1,80 %, échu en février 2015, rachetable en tout temps sans pénalité	—	1 500
	23 811	26 381

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

17. Placement dans un contrat de service

	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Placement dans un contrat de service	1 157	1 366

Le placement dans un contrat de service, qui porte intérêt à un taux de 9,66 %, exige des paiements fixes mensuels de 31 \$ (incluant le capital et les intérêts). Le contrat a été renouvelé en décembre 2014 et se poursuivra jusqu'en décembre 2016.

Les montants à recevoir relativement à ce placement dans un contrat de service se détaillent comme suit :

	Paielements minimaux		Valeur actualisée des paiements minimaux	
	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Moins de 1 an	1 169	1 385	1 157	1 366
Moins : produits financiers non acquis	(12)	(19)	—	—
Valeur actualisée des paiements minimaux	1 157	1 366	1 157	1 366

18. Créances clients et autres débiteurs

	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Créances clients	57 775	52 805
Provision pour créances douteuses	(2 519)	(1 480)
Créances clients nettes	55 256	51 325
Produits courus	5 367	8 255
Retenues sur contrat	7 023	5 749
Remboursements d'assurance à recevoir relatifs aux demandes d'indemnisation	6 446	483
Autres débiteurs	3 241	1 240
	77 333	67 052

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Conformément à leurs échéances respectives, le classement chronologique des créances clients et autres débiteurs se détaille comme suit :

	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Courant	24 315	23 242
31-60 jours	21 818	20 670
Échus 1-30 jours	12 296	12 395
Échus 31-60 jours	5 089	2 928
Échus 61-120 jours	2 152	1 200
Échus de plus de 121 jours ⁽¹⁾	11 663	6 617
	77 333	67 052

⁽¹⁾ Inclut des retenues sur contrat totalisant 4 163 \$ (2 301 \$ en 2014).

Les variations de la provision pour créances douteuses ont été comme suit :

	2015 \$	2014 \$
Solde au début	1 480	993
Charges pour mauvaises créances	1 012	676
Recouvrements (radiations)	27	(189)
Solde à la fin	2 519	1 480

L'exposition au risque de crédit et les moyens utilisés pour la réduire sont discutés en détail à la note 5.

19. Stocks

	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Matières premières	1 943	1 626
Produits en cours	1 556	1 194
Produits finis	842	379
Fournitures	2 212	1 386
	6 553	4 585

Le coût des stocks comptabilisés en charges au cours de l'exercice a été de 38 809 \$ (39 066 \$ en 2014).

20. Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Participations dans des coentreprises

Les résultats de la Société incluent la quote-part des activités des coentreprises qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation de 50 % sont : Terminal Termont inc., Transport Nanuk inc., Compagnie d'Amarrage de Québec inc., La Compagnie d'Amarrage (Trois-Rivières) Itée, Services maritimes Québec inc., 9260-0873 Québec inc. et Les Structures de quais mobiles Flexiport inc. La Société détient également une participation de 49 % dans Qikiqtaaluk Environmental Inc. et Services environnementaux Avataani inc.

Aucune des coentreprises de la Société n'est une entité cotée à la bourse et, par conséquent, aucune n'a de prix cotés publiés.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

La Société a une seule coentreprise importante, Terminal Termont inc., spécialisée dans la manutention de conteneurs, ce qui s'intègre bien aux activités principales de la Société. L'adresse du siège social de Terminal Termont inc. est Port de Montréal, Section 68, C.P. 36, Succ. K, Montréal (QC) H1N 3K9, Canada.

Les tableaux suivants résument l'information financière de Terminal Termont inc. :

	2015 \$	2014 \$
État de la situation financière		
Actif courant (incluant de la trésorerie et équivalents de trésorerie de 1 094 \$ (1 476 \$ en 2014))	2 857	1 912
Actif non courant	30 584	28 991
Passif courant	(57)	(60)
Actif net	33 384	30 843
Quote-part de l'actif net de la Société présentée en tant que participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	16 692	15 422
Résultats		
Produits	2 514	2 431
Quote-part du résultat d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	3 095	6 037
Produits financiers	17	26
Impôt sur le résultat	(537)	(537)
Résultat de l'exercice	4 546	7 497
Autres éléments du résultat global	(2)	(16)
Total du résultat global de l'exercice	4 544	7 481
Quote-part du résultat de l'exercice de la Société	2 273	3 748
Quote-part du total du résultat global de l'exercice de la Société	2 272	3 740
Dividende reçu par la Société	1 000	4 500

La Société détient également des participations dans des coentreprises individuellement non significatives. Le tableau suivant présente globalement l'information financière pour la quote-part de toutes les coentreprises non significatives de la Société :

	2015 \$	2014 \$
Valeur comptable des participations dans des coentreprises individuellement non significatives	12 237	11 670
Résultat de l'exercice	1 970	2 665
Autres éléments du résultat global	2	14
Total du résultat global de l'exercice	1 972	2 679
Dividendes reçus par la Société	1 403	1 146

Participations dans des entreprises associées

Les résultats de la Société incluent sa quote-part des activités dans ses entreprises associées qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les entreprises associées dans lesquelles la Société détient une participation, dont aucune n'est individuellement significative, sont : la Compagnie d'Amarrage de Sept-Îles inc. (participation de 33,3 %) et la Compagnie d'Amarrage du St-Laurent inc. (participation de 25,0 %).

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Aucune des entreprises associées n'est une entité cotée à la bourse et, par conséquent, aucune n'a de prix cotés publiés.

Le tableau suivant présente globalement l'information financière de toutes les entreprises associées non significatives.

	2015 \$	2014 \$
Valeur comptable des participations dans des entreprises associées	22	31
Résultat de l'exercice et total du résultat global de l'exercice	21	(10)

21. Immobilisations corporelles

Coût	Terrains et bâtiments \$	Outillage, matériel roulant et matériel roulant loué en vertu de contrats de location- financement \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Améliorations locatives \$	Construction en cours \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2014	28 846	96 881	2 731	4 847	9 527	142 832
Ajouts	7 896	29 238	395	10	4 960	42 499
Ajouts au moyen de l'acquisition d'entreprises (note 6)	1 377	418	22	—	—	1 817
Sorties	(257)	(5 354)	(81)	(106)	(70)	(5 868)
Transferts	4 150	5 065	36	—	(9 251)	—
Incidence des écarts de change	285	2 524	70	288	—	3 167
Au 31 décembre 2014	42 297	128 772	3 173	5 039	5 166	184 447
Ajouts	7 608	12 024	230	—	5 264	25 126
Sorties et radiations	(1 001)	(8 166)	(81)	(262)	—	(9 510)
Transferts	3 899	302	—	(56)	(4 145)	—
Incidence des écarts de change	1 103	5 588	68	647	401	7 807
Au 31 décembre 2015	53 906	138 520	3 390	5 368	6 686	207 870

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Cumul de l'amortissement	Terrains et bâtiments \$	Outillage, matériel roulant et matériel roulant loué en vertu de contrats de location- financement \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Améliorations locatives \$	Construction en cours \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2014	7 480	66 646	1 849	3 830	–	79 805
Dotation à l'amortissement	788	7 204	315	190	–	8 497
Élimination liée à la sortie d'actifs	(14)	(4 906)	(76)	(106)	–	(5 102)
Incidence des écarts de change	14	1 252	56	262	–	1 584
Au 31 décembre 2014	8 268	70 196	2 144	4 176	–	84 784
Dotation à l'amortissement	1 175	9 216	361	121	–	10 873
Élimination liée à la sortie d'actifs et radiations	(106)	(2 481)	(75)	(262)	–	(2 924)
Incidence des écarts de change	692	2 768	55	600	–	4 115
Au 31 décembre 2015	10 029	79 699	2 485	4 635	–	96 848

Valeur comptable	Terrains et bâtiments \$	Outillage, matériel roulant et matériel roulant loué en vertu de contrats de location- financement \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Améliorations locatives \$	Construction en cours \$	Total \$
Au 31 décembre 2014	34 029	58 576	1 029	863	5 166	99 663
Au 31 décembre 2015	43 877	58 821	905	733	6 686	111 022

22. Goodwill

Coût

	2015 \$	2014 \$
Solde au début	22 707	16 439
Acquisition d'entreprises (note 6)	–	6 091
Incidence des écarts de change	1 208	177
Solde à la fin	23 915	22 707

Cumul des pertes de valeur

	2015 \$	2014 \$
Solde au début et à la fin	1 300	1 300

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Valeur comptable

	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Coût	23 915	22 707
Cumul des pertes de valeur	(1 300)	(1 300)
	22 615	21 407

Test de dépréciation

La valeur comptable du goodwill a été affectée aux UGT ou aux groupes d'UGT suivants :

Valeur comptable	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Arrimage	13 370	12 420
Aqua-Pipe	3 598	3 598
Environnement	5 462	5 204
Agences	185	185
	22 615	21 407

La valeur recouvrable de toutes les UGT ou de tous les groupes d'UGT a été déterminée en fonction de la valeur d'utilité, qui est calculée en actualisant les projections des flux de trésorerie sur cinq ans tirées du budget approuvé par le conseil d'administration couvrant une période d'un an. Ces projections de flux de trésorerie traduisent l'expérience passée et les attentes futures quant à la performance financière. Un taux de croissance de 3,0 % (3,0 % en 2014) a été utilisé pour extrapoler les projections des flux de trésorerie au-delà de cette période d'un an.

Les taux d'actualisation avant impôt sur le résultat utilisés pour calculer la valeur d'utilité sont fondés sur des données de marché et étaient de 9,3 % (10,9 % en 2014) pour Arrimage, 7,6 % pour Aqua-Pipe et 7,4 % pour Environnement.

Le calcul de la valeur d'utilité de 2014 d'Aqua-Pipe et d'Environnement, qui représente le calcul le plus récent de la valeur d'utilité, a été utilisé pour le test de dépréciation au 31 décembre 2015, les critères suivants étant respectés :

- les actifs et les passifs constituant l'UGT n'ont pas changé de manière importante depuis le calcul le plus récent de la valeur recouvrable;
- le calcul le plus récent de la valeur recouvrable a donné un montant largement supérieur à la valeur comptable de l'UGT;
- sur la base d'une analyse des événements qui se sont produits et des circonstances qui ont évolué depuis le calcul le plus récent de la valeur recouvrable, il est très peu probable qu'un nouveau calcul de la valeur recouvrable donne un montant inférieur à la valeur comptable actuelle de l'UGT.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

23. Autres immobilisations incorporelles

Coût	Droits de location et localisation \$	Relations clients \$	Frais de dragage \$	Logiciels \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2014	15 848	6 034	297	1 690	23 869
Ajouts	—	—	—	211	211
Sorties	—	—	—	(24)	(24)
Incidence des écarts de change	1 438	279	20	16	1 753
Au 31 décembre 2014	17 286	6 313	317	1 893	25 809
Ajouts	—	—	—	56	56
Incidence des écarts de change	3 337	649	53	49	4 088
Au 31 décembre 2015	20 623	6 962	370	1 998	29 953

Cumul de l'amortissement	Droits de location et localisation \$	Relations clients \$	Frais de dragage \$	Logiciels \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2014	1 047	2 897	238	1 392	5 574
Dotation à l'amortissement	770	812	10	157	1 749
Sorties	—	—	—	(24)	(24)
Incidence des écarts de change	131	55	22	16	224
Au 31 décembre 2014	1 948	3 764	270	1 541	7 523
Dotation à l'amortissement	896	374	8	177	1 455
Incidence des écarts de change	443	185	51	49	728
Au 31 décembre 2015	3 287	4 323	329	1 767	9 706

Valeur comptable	Droits de location et localisation \$	Relations clients \$	Frais de dragage \$	Logiciels \$	Total \$
Au 31 décembre 2014	15 338	2 549	47	352	18 286
Au 31 décembre 2015	17 336	2 639	41	231	20 247

Dépenses en recherche et développement

Un montant de 709 \$ (974 \$ en 2014) au titre des dépenses en recherche et développement a été comptabilisé en tant que charge au cours de l'exercice.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

24. Autres actifs non courants

	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Montant dû par une coentreprise (note 34)	132	347
Charges payées d'avance	3 333	—
Autres	1 729	1 357
	5 194	1 704

Charges payées d'avance

En 2015, Sanexen a déboursé un montant de 10 000 \$, portant intérêt à 2,00 %, dans le cadre d'un contrat d'achat ferme de service conclu avec un fournisseur. Le contrat prendra fin en février 2018. Toute utilisation par la Société de services rendus par ce fournisseur entraînera une réduction correspondante des charges payées d'avance. À la fin du contrat, si la Société n'a pas utilisé tous les services prévus au contrat, elle ne sera pas remboursée. Au 31 décembre 2015, les charges payées d'avance liées à ce contrat s'élevaient à 8 180 \$, dont 4 847 \$ étaient présentés dans les actifs courants et 3 333 \$, dans les actifs non courants.

25. Actifs et obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

La Société dispose de divers régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies qui procurent des prestations de retraite à ses employés.

Les obligations prévues au titre des prestations définies au 31 décembre 2015 ont été extrapolées d'après les obligations prévues au titre des prestations définies fondées sur les plus récentes évaluations actuarielles.

Les plus récentes évaluations actuarielles, à des fins de capitalisation, ont été réalisées au 31 décembre 2013 pour deux des régimes et au 31 décembre 2014 pour l'autre régime. Les prochaines évaluations requises sont en date du 31 décembre 2015 pour l'un des régimes et en date du 31 décembre 2016 pour les deux autres régimes.

Les régimes de retraite de la Société peuvent être exposés à divers types de risques. La Société n'a pas identifié de risques inhabituels auxquels ses régimes de retraite sont exposés. Des analyses régulières de l'appariement de l'actif et du passif sont effectuées afin d'aligner la politique d'investissement avec les obligations des régimes. La répartition des placements à revenu fixe est ensuite ajustée à la suite de l'évolution des obligations des régimes. Les placements à revenu fixe sont constitués d'obligations et de contrats de rente. Les contrats de rente sont achetés lorsque des opportunités se présentent sur les marchés financiers.

La duration moyenne pondérée des obligations au titre des prestations définies est de 16,8 ans.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Le tableau suivant présente l'information relative aux régimes de retraite à prestations définies, établie par un actuaire indépendant :

	2015 \$	2014 \$
Obligations au titre des prestations définies au début de l'exercice	(26 685)	(37 195)
Coût des services rendus	(1 125)	(805)
Charge d'intérêts	(1 106)	(1 677)
Cotisations salariales	(175)	(177)
Gains (pertes) sur réévaluation		
Perte actuarielle découlant de changements dans les hypothèses économiques	(53)	(3 191)
Perte actuarielle découlant de changements dans les hypothèses démographiques	—	(160)
Gain (perte) actuariel(le) découlant des ajustements liés à l'expérience	(235)	490
Prestations versées	903	1 904
Prime de rachat des contrats de rente avec rachat des obligations	—	3 774
Rentes assurées converties en contrats de rente avec rachat des obligations	—	10 525
Perte sur règlement	—	(173)
Obligations au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	(28 476)	(26 685)
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	15 358	26 997
Produits d'intérêts	638	1 215
Rendement de l'actif des régimes, excluant les montants inclus dans les produits d'intérêts	56	1 402
Frais administratifs	(12)	(12)
Cotisations patronales ⁽¹⁾	1 228	1 782
Cotisations salariales	175	177
Prestations versées	(903)	(1 904)
Prime de rachat des contrats de rente avec rachat des obligations	—	(3 774)
Rentes assurées converties en contrats de rente avec rachat des obligations	—	(10 525)
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	16 540	15 358
Passif net au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	(11 936)	(11 327)

Le passif net au titre des prestations définies comprend les éléments suivants :

Actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	522	768
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi ⁽²⁾	(12 458)	(12 095)
Passif net au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	(11 936)	(11 327)

⁽¹⁾ Les cotisations patronales incluent les cotisations de 109 \$ (175 \$ en 2014) effectuées par une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de la Société.

⁽²⁾ Les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi dans les états consolidés de la situation financière comprennent 497 \$ (358 \$ en 2014) pour des régimes de retraite à cotisations définies offerts à certains principaux dirigeants pour lesquels aucune cotisation n'a été effectuée.

Le tableau suivant présente le rapprochement des obligations au titre des prestations définies, de la juste valeur de l'actif des régimes, ainsi que du déficit des régimes à l'égard des régimes entièrement et partiellement capitalisés, et non capitalisés :

	Entièrement et partiellement capitalisés		Non capitalisés		Total	
	2015 \$	2014 \$	2015 \$	2014 \$	2015 \$	2014 \$
Obligations au titre des prestations définies	(18 078)	(16 997)	(10 398)	(9 688)	(28 476)	(26 685)
Juste valeur de l'actif des régimes	16 540	15 358	—	—	16 540	15 358
Déficit des régimes	(1 538)	(1 639)	(10 398)	(9 688)	(11 936)	(11 327)

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

L'actif des régimes est constitué des éléments suivants :

	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Trésorerie	38	229
Obligations	5 778	4 616
Contrats de rente	3 338	3 418
Actions canadiennes	2 610	2 531
Actions étrangères	4 776	4 564
	16 540	15 358

Le tableau suivant présente le rapprochement de la charge nette pour tous les régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies inscrite dans la charge au titre des avantages du personnel dans les états consolidés des résultats pour les exercices clos les 31 décembre :

	2015 \$	2014 \$
Coût des services rendus	1 125	805
Charge d'intérêts nette	468	462
Frais administratifs	12	12
Perte sur règlement	—	173
	1 605	1 452
Moins : charge nette prise en charge par une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de la Société	(99)	(104)
Coût des régimes de retraite à prestations définies comptabilisé	1 506	1 348
Charge nette au titre des régimes de retraite à cotisations définies	1 975	1 848
Charge nette pour tous les régimes de retraite à cotisations définies et à prestations définies	3 481	3 196

Hypothèses actuarielles importantes

Les hypothèses actuarielles importantes retenues par la Société pour évaluer son passif net au titre des prestations définies sont les suivantes :

	2015 %	2014 %
Passifs au titre des prestations définies		
Taux d'actualisation à la fin de l'exercice	4,0	4,0
Taux de croissance attendu de la rémunération	3,5 à 4,0	3,5 à 4,0
Coût des prestations		
Taux d'actualisation	4,0	4,5
Taux de croissance attendu de la rémunération	3,5	3,5

Analyse de sensibilité

Au 31 décembre 2015, toutes choses étant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux d'actualisation aurait eu une incidence positive de 4 243 \$ (4 073 \$ en 2014), tandis qu'une variation hypothétique de -1,0 % aurait eu une incidence négative de 5 411 \$ (5 219 \$ en 2014) sur l'obligation au titre des prestations définies.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Au 31 décembre 2015, toutes choses étant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux de croissance attendu de la rémunération aurait eu une incidence négative de 1 374 \$ (1 331 \$ en 2014), tandis qu'une variation hypothétique de -1,0 % aurait eu une incidence positive de 1 275 \$ (1 287 \$ en 2014) sur l'obligation au titre des prestations définies.

Cotisations aux régimes de retraite

Le total des versements en espèces au titre des avantages postérieurs à l'emploi pour 2015, qui se compose de cotisations en espèces de la Société à ses régimes de retraite capitalisés, de paiements en espèces versés directement aux bénéficiaires au titre des autres régimes de retraite non capitalisés, ainsi que de cotisations en espèces à ses régimes de retraite à cotisations définies, s'est élevé à 2 598 \$ (3 309 \$ en 2014).

En 2016, la Société s'attend à ce que ses cotisations aux régimes de retraite à prestations définies s'élèvent à 1 137 \$.

26. Actifs financiers non courants

	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Retenues sur contrat	5 019	3 432
	5 019	3 432

27. Emprunts bancaires à court terme

La Société a également accès, par l'intermédiaire de sa filiale Sanexen, à une marge de crédit renouvelable de 10 000 \$ (ou l'équivalent en dollars américains) (voir la note 29). Aux 31 décembre 2015 et 2014, la marge de crédit n'était pas utilisée.

Selon les modalités de l'entente, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait à des ratios financiers minimaux (voir la note 29). Aux 31 décembre 2015 et 2014, la Société était en conformité avec toutes les clauses de ses emprunts bancaires.

28. Dettes fournisseurs et autres créditeurs

	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Dettes fournisseurs	19 274	15 924
Courus	25 065	23 277
Autres	2 013	1 251
	46 352	40 452

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

29. Dette à long terme

	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Facilité de crédit renouvelable, portant intérêt au taux préférentiel de la banque, sans remboursement du capital requis avant le 31 juillet 2018 ⁽¹⁾	16 000	18 000
Facilité de crédit à terme, portant intérêt au taux CDOR majoré de 1,75 %, échéant en 2018 ⁽²⁾	13 393	10 000
Prêt du gouvernement ne portant pas intérêt, sans remboursement de capital avant janvier 2018, échéant en 2022	1 642	—
Effets à payer, portant intérêt à 4,00 %, échus en 2015	—	91
Effets à payer, échéant en 2017	1 065	1 209
	32 100	29 300
Moins :		
Tranche courante	2 159	1 261
Frais de financement reportés	21	32
	29 920	28 007

⁽¹⁾ La Société et sa filiale en propriété exclusive, Logistec USA Inc., ont solidairement une entente de crédit non garanti de 55 000 \$.

L'entente se compose des éléments suivants :

- une facilité de crédit engagée renouvelable de 50 000 \$ (ou l'équivalent en dollars américains) d'une durée de trois ans, qui doit être utilisée aux fins des besoins de trésorerie à court et à long terme, à des fins d'investissement et de refinancement de dettes existantes. La facilité peut prendre la forme d'un crédit de sécurité de 5 000 \$, de prêts portant intérêt au taux préférentiel, de prêts portant intérêt au taux préférentiel américain, d'acceptations bancaires, de prêts portant intérêt au taux de base américain, de prêts en dollars américains portant intérêt au taux TIOL et de lettres de crédit;
- un crédit de sécurité de 5 000 \$ pour gérer le risque lié à certains instruments financiers utilisés pour réduire les risques de change et de taux d'intérêt.

Le taux d'intérêt sur les sommes empruntées en vertu de cette entente est fonction du type de prêt choisi, auquel s'ajoute une marge variant selon le niveau du quotient de la dette à long terme sur le BAIIA ⁽ⁱ⁾ de la Société. En 2015, cette facilité de crédit a été prolongée jusqu'au 31 juillet 2018.

⁽²⁾ Une filiale de la Société et sa filiale en propriété exclusive ont solidairement une entente de facilité de crédit de 26 250 \$.

L'entente de crédit se compose des éléments suivants :

- une facilité de crédit de 10 000 \$ (ou l'équivalent en dollars américains), renouvelable annuellement, qui doit être utilisée comme une marge de crédit aux fins des besoins de trésorerie à court terme;
- un emprunt à terme de 15 000 \$ utilisé principalement pour financer l'expansion de l'usine de fabrication de boyaux tissés de la Société. Cet emprunt à terme viendra à échéance en août 2018. Afin de réduire son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt, la filiale de la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt afin d'échanger en partie le taux CDOR pour un taux fixe de 1,79 % (note 5);
- un crédit de sécurité de 750 \$ pour gérer le risque lié à des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt;
- une marge de crédit de 500 \$ sous forme de facilité de carte de crédit.

Cette facilité est garantie par une hypothèque mobilière et immobilière de premier rang de 30 000 \$ portant sur l'universalité des actifs présents et futurs de la filiale. Au 31 décembre 2015, la garantie incluait des stocks totalisant 4 633 \$ (3 294 \$ en 2014) et des immobilisations corporelles ayant une valeur comptable de 22 999 \$ (17 294 \$ en 2014).

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Les intérêts sur les sommes empruntées en vertu de cette entente sont basés sur un taux calculé au moyen du taux préférentiel de la banque, du taux des acceptations bancaires ou du taux TIOL, selon la forme de l'emprunt, auquel est ajoutée une marge variant selon le niveau du quotient de la dette à long terme sur le BAIIA de la filiale.

Selon les modalités rattachées à sa dette à long terme et à ses emprunts bancaires à court terme, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait à des ratios financiers minimaux tels que le quotient du BAIIA sur le service de la dette, le ratio d'endettement et le quotient de la dette à long terme sur le BAIIA. Aux 31 décembre 2015 et 2014, la Société était en conformité avec toutes ses clauses.

(i) Le BAIIA est une mesure non définie par les IFRS et est la somme du résultat attribuable aux propriétaires de la Société, des intérêts, de l'impôt sur le résultat, de la dotation aux amortissements et du remboursement par un client du placement dans un contrat de service.

L'échéancier de la dette à long terme se détaille comme suit :

	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Total des versements de capital requis	\$	\$
Moins de 1 an	2 159	1 261
Entre 1 an et 5 ans	29 284	28 039
Plus de 5 ans	657	—
	32 100	29 300

30. Provisions

	Demandes d'indemnisation et litiges \$	Quote-part des pertes de certaines coentreprises \$	Autres \$	Total \$
Au 31 décembre 2014	640	464	541	1 645
Provisions additionnelles	449	—	172	621
Règlement des provisions	(124)	—	(106)	(230)
Reprise des provisions	(9)	(2)	(8)	(19)
Incidence des écarts de change	17	—	—	17
Au 31 décembre 2015	973	462	599	2 034
Moins : provisions courantes	973	—	295	1 268
Provisions non courantes	—	462	304	766

Les autres provisions incluent les provisions pour garantie et les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations découlent essentiellement de l'obligation de retirer des actifs et de restaurer les sites en vertu des contrats de location simple qui viennent à échéance jusqu'en 2025.

Remboursements

Un montant de 999 \$ (483 \$ en 2014) est comptabilisé à titre d'actif dans les créances clients et autres débiteurs pour le remboursement à recevoir de la compagnie d'assurances relativement aux demandes d'indemnisation.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

31. Passifs financiers non courants

	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Régimes d'intéressement à long terme	3 108	4 114
Indemnisation des travailleurs	792	664
Autres	167	205
	4 067	4 983

32. Capital social

Autorisé, en nombre illimité :

- actions privilégiées de premier rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries;
- actions privilégiées de second rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries;
- actions ordinaires de catégorie A, sans valeur nominale, comportant 30 votes par action, convertibles en actions subalternes à droit de vote de catégorie B au gré du porteur;
- actions subalternes à droit de vote de catégorie B, sans valeur nominale, comportant un vote par action, donnant droit à leurs porteurs de recevoir un dividende équivalant à 110 % de tout dividende déclaré par action ordinaire de catégorie A.

Fractionnement d'actions

Le 7 mai 2014, le conseil d'administration de la Société a approuvé un fractionnement des actions de catégorie A et des actions de catégorie B de la Société à raison de deux actions pour une. Le fractionnement d'actions a pris effet le 27 juin 2014. Toutes les informations fondées sur les actions reflètent ce fractionnement d'actions à raison de deux actions pour une comme s'il avait eu lieu le 1^{er} janvier 2014.

Émises et en circulation ⁽¹⁾	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
7 436 322 actions de catégorie A (7 460 322 en 2014)	4 915	4 931
4 964 300 actions de catégorie B (5 069 600 en 2014)	10 070	9 975
	14 985	14 906

⁽¹⁾ Toutes les actions émises et en circulation sont entièrement payées.

Régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction

La Société a réservé 580 000 actions de catégorie B en vertu du Régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction. Ces options sont attribuées au prix du marché. Les droits sur les options attribuées sont acquis sur une période de cinq ans au taux de 20 % par année à compter de la date d'attribution. Des options d'achat visant 550 000 actions de catégorie B ont été attribuées en vertu de ce régime. Il demeure un solde non distribué de 180 000 actions de catégorie B réservé pour émission aux termes dudit régime, puisque 150 000 options n'ont pas été exercées et ont expiré ou ont fait l'objet d'une renonciation dans une année antérieure, lesquelles options font partie du solde non distribué réservé pour émission aux termes du Régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction. Il n'y avait aucune option en cours aux 31 décembre 2015 et 2014.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Régime d'achat d'actions pour les employés («RAAE»)

En vertu du RAAE, 300 000 actions de catégorie B étaient réservées aux fins d'émission ultérieure. Le 26 avril 2012, le nombre d'actions de catégorie B réservées pour émission en vertu du RAAE a été augmenté de 300 000, portant le solde d'actions de catégorie B réservées pour émission qui n'a pas encore été attribué à 335 400 à cette date. Au 1^{er} janvier 2015, un solde de 288 800 actions de catégorie B n'avait pas encore été attribué en vertu de ce RAAE. Les employés admissibles désignés par le conseil d'administration doivent compter au moins deux ans de service. La participation est volontaire. Le prix de souscription est fixé par la moyenne des cours plafond et plancher d'un lot régulier d'actions de catégorie B négociées à la TSX sur une période de cinq jours, consécutifs ou non, précédant le dernier jeudi du mois de mai de l'année où les actions sont émises, moins un escompte maximal de 10 %. Un prêt ne portant pas intérêt est offert par la Société aux fins d'acquisition de ces actions. Les prêts sont remboursés sur une période de deux ans par voie de retenues à la source. Au 31 décembre 2015, à la suite de l'émission de 8 200 actions de catégorie B (13 800 en 2014) en vertu de ce RAAE, un solde de 280 600 actions de catégorie B n'avait pas encore été attribué en vertu de ce RAAE. Ces 8 200 actions de catégorie B (13 800 en 2014) ont été émises pour une contrepartie en trésorerie de 113 \$ (145 \$ en 2014) et pour des prêts ne portant pas intérêt d'un montant de 214 \$ (236 \$ en 2014), remboursables sur deux ans et dont la valeur comptable était de 209 \$ au 31 décembre 2015 (218 \$ en 2014).

Programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités («RACNA»)

La Société a racheté, aux fins d'annulation, certaines de ses actions dans le cadre de RACNA. Dans le cadre du RACNA en cours, qui a commencé le 26 octobre 2015 et qui se terminera le 25 octobre 2016, Logistec a l'intention de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 372 046 actions de catégorie A et 249 460 actions de catégorie B représentant 5 % des actions émises et en circulation de chaque catégorie au 21 octobre 2015.

Tout actionnaire peut obtenir sans frais une copie de l'avis d'intention relatif au RACNA déposé auprès de la TSX en s'adressant à la Société.

En vertu des divers RACNA, Logistec a procédé à des rachats via la TSX. Les tableaux suivants présentent le nombre d'actions rachetées par RACNA et par année :

	Actions de catégorie A	Actions de catégorie B	Actions de catégorie A Prix moyen \$	Actions de catégorie B Prix moyen \$
Rachats d'actions par offre				
RACNA 2013 (24 octobre 2013 au 23 octobre 2014)				
Rachat en 2013	14 200	54 800	21,89	24,07
Rachat en 2014	11 300	236 700	33,08	30,39
Total RACNA 2013	25 500	291 500	26,85	29,20
RACNA 2014 (24 octobre 2014 au 23 octobre 2015)				
Rachat en 2014	1 200	22 600	48,44	39,89
Rachat en 2015	15 800	101 200	49,59	41,98
Total RACNA 2014	17 000	123 800	49,51	41,57
RACNA 2015 (24 octobre 2015 au 23 octobre 2016)				
Rachat en 2015	4 600	15 900	44,70	40,13
Total RACNA 2015	4 600	15 900	44,70	40,13

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Rachats d'actions par année	Actions de catégorie A	Actions de catégorie B
2014		
RACNA 2013	11 300	236 700
RACNA 2014	1 200	22 600
Total 2014	12 500	259 300
2015		
RACNA 2014	15 800	101 200
RACNA 2015	4 600	15 900
Total 2015	20 400	117 100

Le nombre d'actions a varié comme suit :

	Nombre d'actions de catégorie A	Nombre d'actions de catégorie B	Actions de catégorie A \$	Actions de catégorie B \$
Au 1^{er} janvier 2014	7 472 822	5 315 100	4 938	10 092
Rachetées dans le cadre des RACNA	(12 500)	(259 300)	(7)	(498)
RAAE	—	13 800	—	381
Conversion	—	—	—	—
Au 31 décembre 2014	7 460 322	5 069 600	4 931	9 975
Rachetées dans le cadre des RACNA	(20 400)	(117 100)	(16)	(232)
RAAE	—	8 200	—	327
Conversion	(3 600)	3 600	—	—
Au 31 décembre 2015	7 436 322	4 964 300	4 915	10 070

Dividendes

Les dividendes déclarés par action se détaillent comme suit :

	2015 \$	2014 \$
Actions de catégorie A	0,28	0,98
Actions de catégorie B	0,30	1,08

Les dividendes versés par action se détaillent comme suit :

	2015 \$	2014 \$
Actions de catégorie A	0,26	0,97
Actions de catégorie B	0,29	1,07

Le 22 mars 2016, le conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,075 \$ par action de catégorie A et de 0,0825 \$ par action de catégorie B, lesquels seront payés le 15 avril 2016 à tous les actionnaires inscrits le 5 avril 2016. Le dividende estimatif à verser est de 557 \$ pour les actions de catégorie A et de 410 \$ pour les actions de catégorie B.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

33. Tableaux consolidés des flux de trésorerie

a. Éléments sans effet sur la trésorerie et équivalents de trésorerie

	2015 \$	2014 \$
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies	1 645	1 495
Dotation aux amortissements	12 328	10 246
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(4 264)	(6 403)
Profit tiré de la réévaluation de la participation de 50 % détenue dans MtlLINK (note 6)	—	(1 125)
Charges financières	936	693
Produits financiers	(313)	(468)
Impôt exigible	8 720	10 880
Impôt différé	1 568	(1 010)
Autres actifs non courants	2 299	167
Produits différés	(400)	4 933
Passifs financiers non courants	4 440	3 741
Autres	351	430
	27 310	23 579

b. Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement

	2015 \$	2014 \$
Diminution (augmentation) des créances clients et autres débiteurs	(10 997)	2 559
Augmentation de l'impôt sur le résultat	(333)	(400)
Augmentation des charges payées d'avance	—	(463)
Diminution (augmentation) des stocks	(2 072)	384
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs et autres créditeurs	1 412	(775)
Augmentation des produits différés	225	877
	(11 765)	2 182

c. Opérations sans effet sur la trésorerie

Au cours de 2015, la Société a fait l'acquisition d'immobilisations corporelles dont un montant de 1 982 \$ (2 973 \$ en 2014) était impayé à la fin de l'exercice.

d. Filiale ayant une participation significative ne donnant pas le contrôle

Le tableau suivant présente les informations financières résumées sur les flux de trésorerie générés par Sanexen, la seule filiale de la Société ayant une participation significative ne donnant pas le contrôle :

	2015 \$	2014 \$
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	11 938	20 509
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	4 483	(888)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(20 787)	(9 244)
Flux de trésorerie nets	(4 366)	10 377

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

34. Transactions entre parties liées

Les soldes et les transactions entre la Société et ses filiales qui sont des parties liées à la Société ont été éliminés à la consolidation et ne sont pas présentés dans cette note. L'information relative aux transactions entre la Société et les autres parties liées est présentée ci-dessous.

Transactions commerciales

Les tableaux qui suivent résument les transactions entre parties liées de la Société avec ses coentreprises au cours des exercices :

	2015	2014
	\$	\$
Vente de services	2 078	5 287
Achat de services	1 346	540
	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
	\$	\$
Montants dus à des coentreprises	2 583	582
Montants dus par des coentreprises	792	5 210

Les montants non réglés ne sont pas garantis et seront réglés en espèces. Aucune garantie n'a été donnée ou obtenue.

Prêts à des parties liées

Les soldes suivants étaient non réglés à la fin des périodes de présentation de l'information financière :

	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
	\$	\$
Principaux dirigeants	56	78

En 2012, la Société, par l'intermédiaire de sa filiale Sanexen, a accordé à une de ses coentreprises un prêt à vue au montant de 600 \$, portant intérêt au taux fixe de 4,00 % par an. Le prêt a été remboursé en totalité en 2014.

La Société a accordé des prêts à plusieurs de ses principaux dirigeants dans le cadre du RAAE (note 32).

Transactions avec les actionnaires

L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc. Les transactions effectuées avec les actionnaires de la Société ont été les suivantes :

	2015	2014
	\$	\$
Dividendes payés à Investissements Sumanic inc.	1 525	5 596
Dividendes payés à certains principaux dirigeants	160	926

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

Rémunération des principaux dirigeants

Le tableau suivant présente la rémunération des administrateurs et des autres principaux dirigeants ⁽¹⁾ au cours des exercices clos :

	2015 \$	2014 \$
Avantages à court terme	5 942	5 784
Avantages postérieurs à l'emploi	414	601
Autres avantages à long terme	3 810	3 328
	10 166	9 713

⁽¹⁾ La rémunération des principaux dirigeants inclut la rémunération du président d'une des coentreprises de la Société.

35. Information sectorielle

La Société et ses filiales sont structurées et exercent leurs activités dans deux secteurs à présenter, soit les services maritimes et les services environnementaux. Les méthodes comptables utilisées dans chacun des secteurs sont identiques à celles utilisées aux fins des états financiers consolidés.

La Société présente de l'information sur ses secteurs à présenter, fondée sur les mesures utilisées par la direction pour l'évaluation du rendement de ces secteurs à présenter. Pour évaluer la performance opérationnelle de ses secteurs, la Société se fonde sur le résultat avant impôt constaté pour chaque secteur.

Le tableau suivant présente les informations financières par secteur d'exploitation et par secteur géographique :

Secteurs d'exploitation

Produits, résultats et autres informations

	Services maritimes \$	Services environnementaux \$	Total \$
2015			
Produits	206 537	151 471	358 008
Dotation aux amortissements	9 007	3 321	12 328
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	4 110	154	4 264
Charges financières	465	471	936
Produits financiers	103	210	313
Résultat avant impôt	25 616	17 545	43 161
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 894	9 232	25 126

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

	Services maritimes \$	Services environnementaux \$	Total \$
2014			
Produits	194 653	127 567	322 220
Dotation aux amortissements	7 204	3 042	10 246
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	6 346	57	6 403
Charges financières	430	263	693
Produits financiers	357	111	468
Résultat avant impôt	28 268	16 119	44 387
Acquisition d'immobilisations corporelles	35 595	6 904	42 499

Actifs et passifs

	Services maritimes \$	Services environnementaux \$	Total \$
2015			
Total de l'actif	226 509	101 906	328 415
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	28 259	692	28 951
Total du passif	78 620	40 150	118 770

2014			
Total de l'actif	204 620	82 367	286 987
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	26 583	540	27 123
Total du passif	74 152	33 411	107 563

Secteurs géographiques

Les produits de la Société provenant des clients externes par pays d'origine et les informations sur ses actifs non courants selon leur emplacement sont détaillés ci-dessous :

	Canada \$	É.-U. \$	Total \$
Produits			
2015	249 187	108 821	358 008
2014	222 401	99 819	322 220

Actifs non courants ⁽¹⁾

Au 31 décembre 2015	138 299	49 730	188 029
Au 31 décembre 2014	124 804	43 379	168 183

⁽¹⁾ Les actifs non courants excluent les actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les instruments financiers et les actifs d'impôt différé.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

36. Aides gouvernementales

Une filiale de la Société engage des frais de recherche et de développement qui sont admissibles aux crédits d'impôt à l'investissement. Les crédits d'impôt à l'investissement enregistrés sont établis en fonction des estimations de la direction à l'égard des montants qui devraient être recouvrés et sont assujettis à une vérification fiscale. Ces crédits d'impôt sont de l'ordre de 171 \$ (302 \$ en 2014) et étaient comptabilisés en réduction de la charge au titre des avantages du personnel.

37. Engagements

La Société est liée jusqu'en 2031 en vertu de contrats de location simple portant sur des bureaux, des installations portuaires et des équipements. Les paiements minimaux exigibles au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

	2015 \$	2014 \$
Moins de 1 an	13 915	12 607
Plus de 1 an et moins de 5 ans	30 632	29 272
Plus de 5 ans	14 226	11 901
	58 773	53 780

Au 31 décembre 2015, la Société avait 20 701 \$ (4 844 \$ en 2014) d'immobilisations corporelles en commande n'ayant pas encore été livrées. La livraison et le paiement devraient avoir lieu en 2016.

38. Passifs éventuels et garanties

Au 31 décembre 2015, la Société avait des lettres de garantie en cours d'un montant de 2 587 \$ (2 357 \$ en 2014) se rapportant à des garanties financières fournies dans le cours normal des activités. Ces lettres de garantie viennent à échéance au cours des 12 prochains mois.

En plus de l'information fournie aux notes 27 et 29, une filiale de la Société assure ses garanties de bonne exécution au moyen d'une hypothèque mobilière de deuxième rang de 100 000 \$ (30 000 \$ en 2014) grevant la totalité de ses créances clients actuelles et futures et de ses actifs.

La Société, solidairement avec l'un de ses partenaires, garantit l'obligation d'un contrat de location simple de l'une de ses coentreprises. La garantie est limitée à un montant cumulatif de 4 684 \$.

Au 31 décembre 2015, la Société avait des passifs éventuels totalisant 987 \$ (1 249 \$ en 2014) pour des obligations éventuelles de retirer des actifs et de restaurer les sites en vertu des contrats de location simple.

La Société indemnise ses administrateurs et dirigeants de tout préjudice subi en raison de l'exécution de leurs fonctions pour la Société, dans la mesure permise par la loi. La Société a souscrit à une police d'assurance responsabilité des administrateurs et dirigeants et la maintient en vigueur.

Aucun montant n'a été inscrit dans les états financiers consolidés relativement aux passifs éventuels et garanties susmentionnés.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

39. Incendie survenu au cours de l'exercice

Le 11 juillet 2015, un incendie a détruit deux entrepôts loués, des systèmes de convoyeurs et certains autres actifs aux installations de marchandises en vrac à Brunswick (GA) de la Société. En vertu du contrat de location avec la Georgia Ports Authority, la Société doit reconstruire l'espace d'entreposage touché.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2015 et pour l'exercice clos à cette date reflètent l'incidence de l'incendie comme suit :

	Au 31 décembre 2015 \$
États consolidés de la situation financière	
Montant à recevoir des assureurs au titre de la demande d'indemnisation	5 447
Immobilisations corporelles (réduction)	(6 449)
États consolidés des résultats	
Compris dans le poste <i>Autres profits et pertes</i>	
Perte de valeur liée à des actifs détruits	6 449
Coûts liés à la restauration de sites	5 641
Profit sur le recouvrement d'assurance d'actifs et autres	(12 090)
Incidence sur le résultat avant impôt	—

L'indemnité prévue par la police d'assurance sera suffisante pour couvrir les coûts de remplacement des actifs détruits ainsi que d'autres coûts engagés directement liés à l'incendie. Ces coûts tiennent compte des meilleures estimations de la direction, d'après les renseignements disponibles à la date des présents états financiers consolidés, et ils sont susceptibles de changer au fur et à mesure que de nouveaux faits relativement à la reconstruction des installations de marchandises en vrac de la Société surviendront dans le futur. La Société a commencé les travaux de reconstruction de l'espace d'entreposage et le remplacement de certains équipements est en cours. Le montant total engagé pour la reconstruction est estimé à environ 20 315 \$.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, la Société a reçu de ses assureurs une avance partielle provisoire de 6 643 \$ au titre de la demande d'indemnisation.

Notes annexes aux états financiers consolidés 2015

des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Logistec Corporation

40. Événement postérieur à la date de clôture

Le 8 mars 2016, la Société a acquis une entreprise pour 5 562 \$. Cette acquisition représente une intégration verticale pour son secteur des services environnementaux.

À la date d'acquisition, la juste valeur préliminaire des actifs identifiables acquis et des passifs repris sous-jacents était la suivante :

	\$
Actif courant	2 632
Immobilisations corporelles	5 366
Goodwill	2 009
Autres actifs financiers non courants	70
Passif courant	(2 662)
Passifs d'impôt différé	(374)
Dette à long terme	(1 479)
	5 562
Contrepartie	
Trésorerie	4 562
Solde du prix de vente, à payer en deux versements annuels de 500 \$	1 000
	5 562

La répartition du coût d'acquisition est provisoire et est susceptible de changer lorsque l'évaluation finale des actifs acquis et des passifs repris sera terminée.

Le goodwill comptabilisé dans le cadre des acquisitions découle principalement des synergies attendues et des autres immobilisations incorporelles ne répondant pas aux critères de comptabilisation séparée, et n'est pas déductible à des fins fiscales.

Administrateurs

James C. Cherry, FCPA, FCA ⁽¹⁾ ⁽³⁾ ⁽⁴⁾
Président et chef de la direction
Aéroports de Montréal

Serge Dubreuil, ing. ⁽³⁾ ⁽⁴⁾
Administrateur de sociétés

George Gugelmann ⁽²⁾ ⁽⁴⁾
Investisseur privé

George R. Jones ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾
Administrateur de sociétés

Rudy Mack ⁽²⁾ ⁽⁴⁾
Consultant principal
Rudy Mack Associates, Inc.
Administrateur de sociétés

David M. Mann, c. r. ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾
Administrateur de sociétés

Madeleine Paquin ⁽³⁾ ⁽⁴⁾
Présidente et chef de la direction
Logistec Corporation

Nicole Paquin
Vice-présidente, systèmes d'information
Logistec Arrimage inc.

Suzanne Paquin ⁽³⁾
Présidente
Transport Nanuk inc.

J. Mark Rodger ⁽²⁾ ⁽⁴⁾
Associé
Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L., S.R.L.

Luc Sabbatini ⁽¹⁾
Chef de la direction
PBSC Solutions Urbaines inc.

⁽¹⁾ Membre du comité de vérification

⁽²⁾ Membre du comité de régie d'entreprise et de ressources humaines

⁽³⁾ Membre du comité exécutif

⁽⁴⁾ Membre du comité de retraite

Dirigeants

David M. Mann, c. r.
Président du conseil

Madeleine Paquin
Présidente et chef de la direction

Jean-Claude Dugas, CPA, CA
Vice-président, finances
Secrétaire adjoint

Stéphane Blanchette, CRHA
Vice-président, ressources humaines

Suzanne Paquin
Vice-présidente

Ingrid Stefancic, LL. B., FCIS
Vice-présidente, services corporatifs et juridiques
Secrétaire corporative

Luc Pilon, CPA, CA
Contrôleur corporatif

Filiales

Agences maritimes Logistec inc.
Agences maritimes de Sorel inc.
Autoterm Inc.
BalTerm, LLC
CrossGlobe Transport, Ltd.
Excava-Tech Inc.
Gestion immobilière SETL inc.
Lakehead Shipping Company Limited
Les Solutions multimodales MtlLINK inc.
Les Terminaux Rideau Bulk Terminals Inc.
Logistec Arrimage inc.
Logistec Arrimage (Atlantique) inc.
Logistec Arrimage (Nouveau-Brunswick) inc.
Logistec Arrimage (Nouvelle-Écosse) inc.
Logistec Arrimage (Ontario) inc.
Logistec Stevedoring U.S.A. Inc.
Logistec USA Inc.
Mistral Environnement SAS
Niedner inc.
Ramsey Greig & Cie Itée
Sanexen Environnement SAS
Sanexen Services Environnementaux inc.
Sanexen Water, Inc.
Tartan Terminals, Inc.
9223-5555 Québec Inc.

Entreprises associées

Compagnie d'Amarrage de Sept-Îles inc.
Compagnie d'Amarrage du St-Laurent inc.
Sols A-B inc.

Coentreprises / Sociétés

Compagnie d'Amarrage de Québec inc.
La Compagnie d'Amarrage (Trois-Rivières) Itée
La Compagnie de navigation de l'Arctique de l'Est du Nunavik inc.
La Compagnie de navigation de l'Arctique de l'Est du Nunavut inc.
Les Structures de quais mobiles Flexiport inc.
NEAS inc.
Northern Bear Shipping B.V.
Northern Fox Shipping B.V.
Qikiqtaaluk Environmental Inc.
Services environnementaux Avataani inc.
Services maritimes Québec inc.
Terminal Termont inc.
Termont Montréal inc.
Transport Inukshuk inc.
Transport Mitiq inc.
Transport Nanuk inc.
Transport Qamutik inc.
Transport Umialarik inc.
9260-0873 Québec inc.

Banques

Bank of America
Banque Canadienne Impériale de Commerce
Banque HSBC Canada
Banque de Montréal
Harris Trust and Savings Bank
La Banque de Nouvelle-Écosse
La Banque Toronto-Dominion

Auditeur indépendant

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Agent de transferts et agent chargé de la tenue des registres

Services aux investisseurs
Computershare inc.
1500, boul. Robert-Bourassa
7^e étage
Montréal (QC) H3A 3S8

Inscription des actions

Bourse de Toronto

Siège social

Logistec Corporation
360, rue Saint-Jacques
Bureau 1500
Montréal (QC) H2Y 1P5

Téléphone : (514) 844-9381
Télécopieur : (514) 844-9650
Adresses courriel :
corp@logistec.com
ir@logistec.com
Internet : www.logistec.com

Assemblée annuelle des actionnaires

Le vendredi 6 mai 2016 à 11 h 30
Auditorium de la Bourse de Montréal, 800, Place Victoria, 4^e étage, Montréal (QC)

Symboles boursiers

LGT.A et LGT.B

Marques déposées

Logistec et dessins sont des marques déposées au Canada et aux États-Unis.
Aqua-Pipe est une marque déposée au Canada et aux États-Unis.
CrossGlobe et dessins sont des marques déposées aux États-Unis.
MtlLINK est une marque déposée au Canada.

Logistec Corporation
360, rue Saint-Jacques
Bureau 1500
Montréal (QC) H2Y 1P5

www.logistec.com

